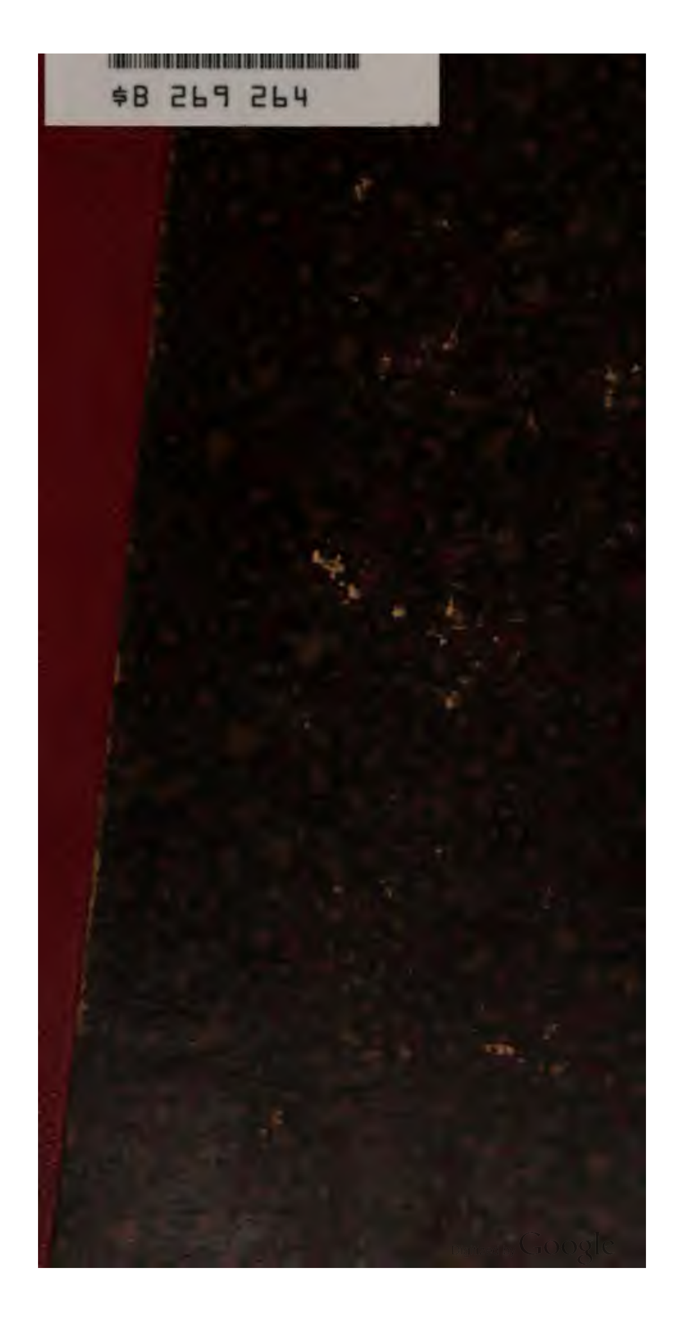
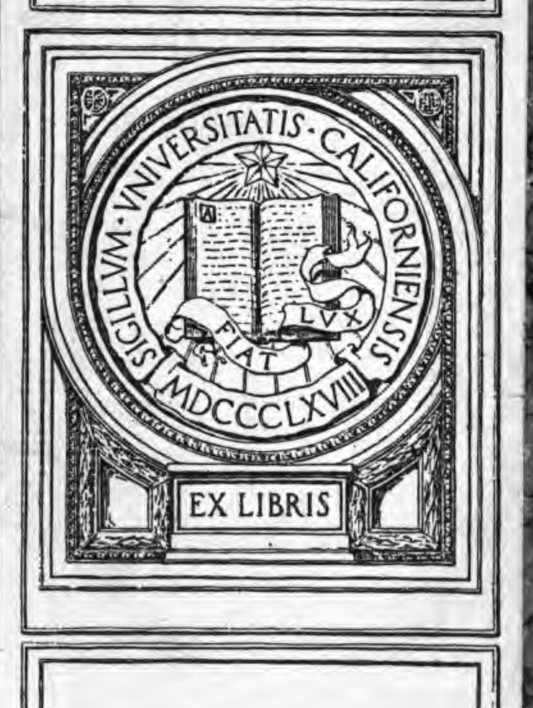
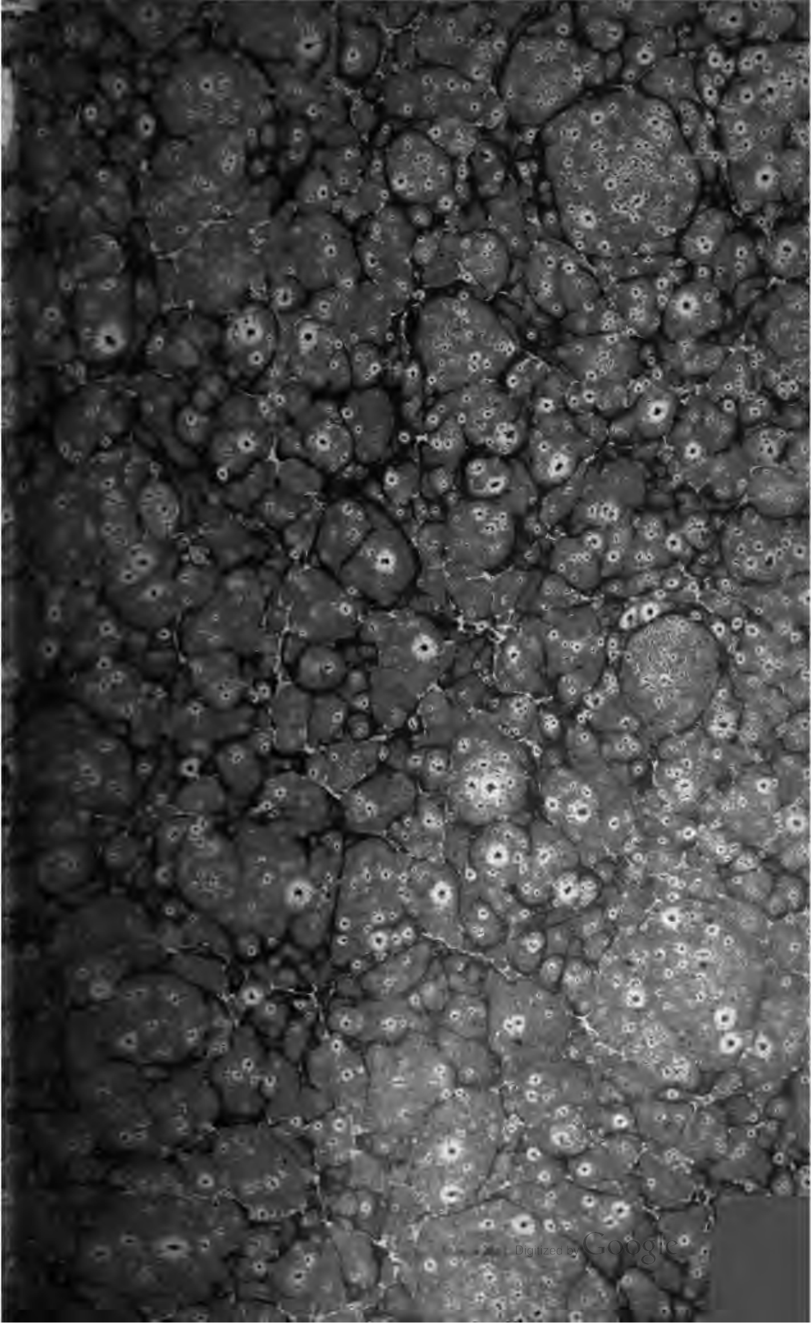



SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



Bernard Moses

LA

FRANCE SOCIALISTE

Terrail, G

MERMEIX

LA FRANCE SOCIALISTE

NOTES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

..... Écrit de bonne foi.....



PARIS
F. FETSCHERIN ET CHUIT, ÉDITEURS
18, RUE DE L'ANCIENNE-COMÉDIE

1886

AVANT-PROPOS

Cet écrit n'est pas un pamphlet.

Ce livre n'est pas un recueil d'articles de journaux.

Les notes qui ont servi à écrire ce court résumé de l'histoire du mouvement révolutionnaire depuis quinze ans ont été prises presque toutes sur le vif. L'auteur a vu presque toutes les personnes dont il parle dans ce livre. Les renseignements sur les choses antérieures au moment où l'auteur a commencé cette étude ont été puisés dans

les ouvrages les plus autorisés de la librairie socialiste, dans les collections des *Droits de l'Homme*, du *Citoyen*, de l'*Égalité*, du *Prolétaire*, de la *Bataille*, du *Cri du Peuple*, du *Socialiste*. L'auteur doit aussi mentionner, parmi les travaux qui lui ont servi, beaucoup d'articles de « reportage » publiés dans le *Figaro* et les très consciencieuses notices données dans le journal le *Temps*, par M. Paul Strauss, conseiller municipal de Paris. M. Paul Strauss, le premier, a fait un travail d'ensemble trop court, malheureusement, sur la France socialiste.

Dans la *France socialiste*, l'auteur s'est efforcé d'exposer avec clarté les doctrines mal connues d'un parti qui devient puissant. Cet exposé doctrinaire est analytique et critique. Dans la partie historique, au contraire, l'auteur a été plutôt synthétique. Il aurait pu faire une compilation de petites

notes; il s'est borné à dessiner dans ses grandes lignes la situation du parti révolutionnaire.

Les infiniment petits détails d'intérieur du parti socialiste n'intéressent pas le public encore. Il n'en deviendra curieux que quand il connaîtra ce parti dans son ensemble.

La *France socialiste* promène rapidement le lecteur à travers un monde encore presque inconnu. Dans cette première visite, le guide n'a signalé que les choses principales et les hommes les plus importants. Il a cherché à dégager de l'obscurité qui l'a enveloppée jusqu'ici une vérité générale. Il a voulu être clair. Il n'a pas pensé, en écrivant son livre, à ceux qui savent, mais à ceux qui ne savent pas.

LES ÉDITEURS.

ERRATUM

Nous devons rectifier une erreur que nous avons commise en parlant de M. Benoît Malon. En Suisse, M. Malon n'entra pas dans les sections anarchistes-bakouniniennes. Mais, vivant dans un milieu anarchique, il en subit l'influence : de là la défiance qu'il eut de l'influence de M. Guesde et qu'il témoigna au moment des querelles du parti ouvrier.

DÉFINITIONS PRÉLIMINAIRES

Les socialistes ont donné à certains mots un sens spécial et précis. Il faut les définir avant de les écrire :

2° La *nature* est l'ensemble des choses qui existent par elles-mêmes sans avoir été produites par personne. C'est la terre et toutes les forces naturelles (sol, sous-sol, forêts, plantes, animaux, fleuves, océans, atmosphère, toute la matière).

2° Le *travail* est *l'effort de l'homme* pour faire servir à son usage la matière et les forces naturelles.

3° Le *capital* est *l'ensemble des moyens de production naturels et artificiels* : matières

premières, outils et machines, usines, moyens de transport et de circulation. Tout ce qui peut être mis en œuvre par le travail de l'homme pour servir à ses besoins est *capital*. Le *capital*, dans la terminologie socialiste, comprend aussi l'ensemble des découvertes, des inventions, des applications à l'industrie des forces naturelles faites par l'humanité dans tous les âges.

4° La *richesse* est constituée par *l'accumulation des produits du travail*.

Ainsi une *machine* à fabriquer des boîtes de sardines est un *capital*. *Cent mille boîtes de sardines* sont une *richesse*.

5° Le *capitaliste* est donc l'homme qui détient des moyens de travail : terre, outils ou machines.

6° Le *travailleur*, ou *prolétaire* ou *ouvrier* est celui qui *met en œuvre*, moyennant un *salaire* le *capital d'autrui*, celui qui emploie sa force de travail à faire produire, avec les moyens de production mis dans sa main par le

capitaliste, une richesse qu'il ne gardera pas intégralement, sur laquelle il n'aura qu'une part, le capitaliste gardant l'autre.

7° Est *capitaliste* quiconque retire un *profit* du *travail d'autrui.*

8° *Bourgeois* est synonyme de *capitaliste*, comme prolétaire est synonyme de travailleur.

9° Quiconque travaille *moyennant un salaire* payé par autrui est *travailleur*. L'ingénieur qui touche cinquante mille francs de salaire à la caisse d'une Société de mines n'est pas capitaliste. Il est un *travailleur salarié*, au même titre que le mineur à cinq francs par jour.

10° Est *exploité* quiconque est *salarié*, car le patron qui salarie retient pour lui une part du produit du travail du salarié.

LA FRANCE SOCIALISTE

NOTES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

I

POURQUOI CE LIVRE?

S'il n'y a pas de question sociale, il est inutile d'écrire sur la France socialiste, car le parti socialiste ne représente rien. Or on ne s'occupe pas de rien.

Mais le parti socialiste existe. En France, il se manifeste par une propagande, qu'en l'absence de lois d'exception, les tribunaux s'efforcent parfois d'enrayer en appliquant les lois communes. A l'étranger, on a fait contre les socialistes des législations spéciales. En 1878, le grand chancelier de l'empire allemand

a obtenu du Reichstag le vote d'une loi de proscription des socialistes. Cette loi n'avait été demandée que pour cinq ans. M. de Bismarck pensait que l'application du fer rouge sur la plaie pendant cinq ans la cautériserait et guérirait le mal de l'empire.

Aujourd'hui, il y a plus de députés socialistes au Parlement allemand qu'il n'y en avait en 1878. Et le chancelier a été obligé de faire prolonger sa loi de préservation sociale.

On ne poursuit pas ce qui n'est pas dangereux. On ne se défend pas contre un innocent. On ne frappe pas un enfant. Par exemple, il n'est venu et il ne viendra à personne l'idée de demander une loi contre la propagande de l'armée du Salut. La maréchale Booth peut faire autant de discours qu'elle voudra et lancer sur le boulevard, habillés en costume de carnaval, des milliers de vendeurs de son journal. On ne songera jamais à empêcher cette prédicante de prêcher et ses camelots, vêtus de rouge, de crier leur marchandise dans les rues.

Les mesures de rigueur prises contre le parti socialiste sont pour lui un *certificat de vie*. Si le parti socialiste vit, c'est qu'il existe un mal social dont ce parti cherche le remède. Car rien ne naît de rien. Tout ce qui est a une raison d'être.

Donc il y a une question sociale qui est posée et un parti socialiste qui est digne d'examen, puisqu'il est l'expression nouvelle d'une chose nouvelle.

Le socialisme ne préoccupe pas seulement les gouvernements. L'idée socialiste est une idée aujourd'hui très répandue. Les candidats aux élections se disent socialistes pour gagner la clientèle du nombre. Des hommes, qui sont des conservateurs, malgré le radicalisme de leurs programmes politiques, se proclament sur leurs affiches, à contre-sens il est vrai, socialistes

Définissons ici le mot *socialistes*, qui souvent est mal employé et qui presque toujours est mal compris. Nous plaçons cette définition

en tête du livre ; nous la répéterons plusieurs fois dans les chapitres suivants, car on ne répète jamais trop souvent une vérité qui n'est pas encore populaire.

Les socialistes ne sont pas les partisans de telle ou telle réforme partielle. Les socialistes sont les hommes qui veulent changer la constitution fondamentale de la société, en substituant la propriété commune ou collective ou sociale à la propriété individuelle. D'où les noms divers qu'on peut leur donner de communistes ou collectivistes.

Les socialistes sont donc des révolutionnaires intransigeants, avec lesquels il est inutile de songer à entrer en composition. Ils veulent tout. Aucune concession ne les désarmera. Il est vrai que les concessions ne désarment jamais. Elles affaiblissent qui les accorde et fortifient qui les obtient.

Quand les candidats, même les plus radicaux, se disent, dans leurs professions de foi, socialistes, ils n'entendent pas du tout le so-

cialisme révolutionnaire des collectivistes ou communistes.

Le socialisme d'affiches des bourgeois radicaux n'est pas révolutionnaire. Ces citoyens accorderaient volontiers des caisses de retraite pour les ouvriers; ils favoriseraient les associations ouvrières; ils limiteraient au besoin la durée de la journée de travail. Mais ils reculeraient d'horreur s'ils entendaient dire que socialisme signifie abolition de la propriété individuelle. Or le mot socialisme n'a pas d'autre sens. Toutes les réformes qu'on fera dans la société actuelle, sans toucher à son principe fondamental, qui est la propriété individuelle, seront des réformes philanthropiques, économiques; ce ne seront pas des actes socialistes.

On étonnerait beaucoup d'hommes très distingués en leur disant que le Conseil municipal de Paris n'est pas une assemblée en majorité socialiste. On étonnerait encore plus les conseillers municipaux si on leur disait qu'ils sont conservateurs,

Certes, ils ne sont pas socialistes (1). Ils sont conservateurs sociaux. En politique, ils sont intransigeants, frondeurs, jacobins. En économie sociale, qu'ils le veuillent ou non, malgré leurs manifestations platoniques en faveur des grèves, malgré la bienveillance que leurs votes témoignent aux ouvriers, et la malveillance qu'ils montrent aux patrons, aux capitalistes, ils sont conservateurs. Ils ne cesseraient de l'être que le jour où ils voudraient changer le régime de la propriété.

La notion claire et précise du socialisme n'est pas encore répandue en France dans les classes éclairées. On confond volontiers, sous des étiquettes collées à contre sens, anarchistes, révolutionnaires, etc., des hommes qui n'ont aucun point commun de doctrines. La scholastique allemande du socialisme est généralement ignorée. Le socialisme a des théoriciens; il n'a pas eu encore un vulgarisateur. Mais il

(1) Il y a quatre *socialistes* au Conseil municipal de Paris : MM. Vaillant, Alphonse Humbert, Joffrin, Chabert.

n'en existe pas moins dans les esprits un courant socialiste. L'heure de la vulgarisation est venue. On songe à la question sociale. Des romanciers populaires, des écrivains de grand mérite ont raconté les épisodes cruels de la lutte des ouvriers et de leurs patrons. Toute cette publicité, publicité électorale des candidats, publicité des journaux révolutionnaires, publicité par le reportage dans les grands journaux conservateurs, publicité par les livres, a fait entrer l'idée socialiste dans le domaine public.

Le public sait qu'il y a des socialistes ; il lit dans les journaux des comptes rendus des meetings révolutionnaires ; il lit aussi parfois le récit d'attentats coupables accomplis, au nom de la révolution, contre les personnes ou la propriété par des criminels qui sont aussi des sots.

Le public voit toutes ces manifestations du parti révolutionnaire, du socialisme, et il ne connaît pas le parti révolutionnaire ; il ne sait

pas ce que c'est que le socialisme. Nous avons écrit ce livre, non pas pour faire une « réclame » (qu'on nous passe le mot) au parti révolutionnaire, — nous n'appartenons pas à ce parti — mais pour renseigner le public et aussi pour donner un avertissement à la société.

Il est nécessaire de connaître la question sociale et ceux qui la posent. Les socialistes, les hommes de la pensée et de l'action révolutionnaires seront un jour assez forts, ils auront une assez nombreuse clientèle, pour obliger la société à compter avec eux et à se défendre contre eux. Il ne faut pas que le jour où ils apparaîtront, ils sortent de l'inconnu, avec le prestige de l'anonyme.

On juge mal la France socialiste. Des conservateurs timorés croient que la société périra demain ; cette terreur vient trop tôt. D'autres rient des socialistes. Ils les jugent sur les comptes rendus des réunions publiques insérés dans les journaux. Sauf quelques exceptions, les rédacteurs de ces comptes rendus sont des dé-

butants (on débute à tous âges, et certains hommes débutent toute leur vie), qui par ignorance du sujet ou pour complaire à leurs lecteurs, ou dans l'intention de nuire aux socialistes en les montrant ridicules, ne notent dans les « meetings » que les exagérations des orateurs, leurs incorrections de langage, les manifestations souvent peu pratiques des assemblées. Comme on le verra par la suite, dans ce livre, le personnel des réunions publiques, la partie pensante et agissante des factions révolutionnaires comprend des hommes de savoir et d'éloquence qui peuvent soutenir la comparaison avec les orateurs, les polémistes et les théoriciens de tous les autres partis.

Qui sait seulement le sens des mots nouveaux que le parti révolutionnaire a introduits dans les polémiques des journaux?

On lit dans les journaux que les possibilistes et les guesdistes ne sont pas d'accord; que les blanquistes, sans être en hostilités ouvertes avec les autres groupes, ne sont cependant les

amis d'aucun ; enfin, que tous, guesdistes, possibilistes, blanquistes, sont les ennemis des anarchistes.

Quels traits particuliers distinguent chacune de ces factions? Quelle est la doctrine des guesdistes, celle des possibilistes. celle des blanquistes, celle des anarchistes? Quelle signification ont ces mots?

Ce livre, écrit de bonne foi, fera connaître les idées révolutionnaires, les hommes de la révolution et quelques-unes des raisons qui leur rendent facile en France le recrutement des prosélytes et des électeurs.

II

L'INTERNATIONALE

KARL MARX — FRÉDÉRIC ENGELS

L'histoire de l'Association internationale des travailleurs ne présente pas, en elle-même, un très grand intérêt, puisque cette Association n'existe plus et parce que l'Internationale, de son vivant, n'a pas exercé beaucoup d'influence sur la politique révolutionnaire. L'Internationale n'a rien fait, pas même la Commune de Paris de 1871. Elle n'a été qu'un semeur d'idées socialistes. Après elle, la semence a germé; les partis ouvriers révolutionnaires qui existent en France, en Allemagne, en Belgique en Italie, en Espagne sont les fils posthumes de l'Inter-

nationale (1). Ils sont nés d'elle. Ils ont adopté ses idées. C'est sur son programme communiste qu'ils se sont formés. L'Internationale est donc un ancêtre qui ne vaut que par ses descendants. C'est ainsi qu'on s'intéresse à Charles Buonaparte et à Lætitia Ramolino, parce qu'ils ont eu un fils qui s'est appelé Napoléon.

Les origines de la France socialiste contemporaine sont dans l'histoire de l'Internationale. L'Internationale tient en deux hommes ; elle a été incarnée en deux hommes : Karl Marx, Allemand, et Michel Bakounine, Russe. L'histoire de la célèbre Association des travailleurs est dans la rivalité de ces deux ambitieux.

Karl Marx est un des grands hommes de ce siècle, si on mesure l'homme à l'œuvre, abstraction faite de toute morale conventionnelle.

Il est un homme puissant, parce qu'il a formulé une doctrine que des milliers d'hommes, de son vivant et après lui, ont embrassée parce

(1) Voir le chapitre : *le Programme du parti ouvrier.*

que sa pensée a animé et anime dans tous les pays du monde des partis très actifs et en progrès incessant. L'œuvre accomplie est grande; l'homme est grand, puisque c'est le résultat qui juge les hommes.

Karl Marx naquit en Allemagne en 1818, d'une famille de vieille bourgeoisie. Il trouva sa voie presque dès l'adolescence; à vingt-quatre ans, il était rédacteur en chef, à Cologne, de la *Gazette rhénane*, et, dans ce journal, le socialisme qu'il devait définir un jour balbutiait déjà. On le poursuivit; on le proscrivit. Il vint à Paris. Il parlait la langue française et aussi l'anglais, l'espagnol et l'italien (1). A la demande du gouvernement prus-

(1) Karl Marx a eu trois filles qui, toutes trois, sont des femmes très distinguées. L'une est mariée à M. Paul Lafargue, que nous retrouverons tout à l'heure. L'autre avait épousé M. Longuet; elle est morte. La troisième, Éléonore Marx, est demeurée à Londres, où elle est à la tête de la propagande socialiste en Angleterre.

Ces trois filles ont été élevées par leur père, qui en a fait des personnes remarquables par leur instruction. Mme Lafargue et Mme Éléonore Marx-Eveling parlent et écrivent dans presque toutes les langues de l'Europe. Elles sont pour leurs amis de précieux conseillers.

sien, il fut chassé de France. Il se réfugia en Belgique.

A Paris, Marx avait rencontré les utopies communistes des bourgeois humanitaires : Cabet, Fourrier, Saint-Simon. Il avait connu aussi des communistes plus pratiques, groupés en une société secrète : *l'Union communiste*. Cette société avait quelques ramifications à l'étranger, surtout en Angleterre, avec le parti dit *chartiste*. Ç'a été la première tentative de fédération révolutionnaire internationale. Karl Marx s'affilia à l'*Union communiste*, où il prit bientôt, avec son ami Fr. Engels, une place prépondérante. On le verra au congrès de Londres (1) de 1847. Avant la tenue de ce congrès, qui marqua dans sa vie une étape décisive, Karl Marx étudia et s'occupa de polémique socialiste. Il existe de lui un pamphlet contre Proudhon, *Misère de la philosophie*

(1) Voir à l'appendice : *le Manifeste du parti communiste*, qui contient en résumé la doctrine communiste allemande, et où il est, pour la première fois, question de l'opposition des classes possédante et non possédante.

(1847), que presque personne ne connaît en France, quoiqu'il ait été écrit en français, et qui est une œuvre très curieuse, d'une ironie très mordante. Proudhon, dans la *Philosophie de la misère*, avait vivement attaqué les utopistes du communisme humanitaire. Marx, qui n'avait pas la sensiblerie de ces idéologues, prit cependant leur défense. La *Misère de la philosophie* est aujourd'hui un livre introuvable en France. Quelques exemplaires seulement en subsistent dans les bibliothèques des socialistes. Il faut inspirer beaucoup de confiance à ceux qui les possèdent pour qu'ils consentent à les prêter.

En 1847, Marx convoqua à Londres le Congrès de l'Union des communistes. Ce fut la première réunion révolutionnaire internationale. Il fit adopter par ce Congrès le manifeste-programme qu'il avait rédigé en collaboration avec Fr. Engels.

Ce document pose le premier l'antagonisme des classes. Babœuf et ses amis avaient eu l'i-

dée de cet antagonisme entre les propriétaires et ceux qui ne le sont pas. Mais le temps leur avait manqué pour s'expliquer. En 1796, ils n'auraient pas trouvé d'écho, car on était las d'agitation. Les communistes contemporains de Marx étaient avant tout des philanthropes, honnêtes gens, rêveurs bienveillants, épris d'idéal. Ils voulaient persuader les riches que le communisme vaut mieux que l'individualisme. Ils entrevoyaient la possibilité d'une nuit du 4 août des propriétaires. Ils faisaient appel aux bons sentiments de tous. Les communistes français et anglais étaient pleins d'illusions. Ils demandaient de l'argent aux capitalistes pour appliquer leurs théories. L'Anglais Owen voulait convoquer les rois de l'Europe en congrès à Aix-la-Chapelle pour les convertir à ses idées !

Marx eut des conceptions moins chimériques, plus pratiques : « Il s'agit d'universaliser la richesse accaparée par quelques-uns, dit-il ; il s'agit donc de conquérir. Pour être un conqué-

rant, il faut être le plus fort. La force est l'accoucheur de sociétés ». Et il eut le premier l'idée du groupement en un *parti de classe* de tous ceux qui ne possèdent rien contre la « classe » de ceux qui possèdent. Il pensait que le jour où tous les déshérités seraient unis contre les favorisés de la fortune, l'universalisation de la propriété s'accomplirait aisément. Ce que veut la foule s'accomplit toujours.

Cette formation d'un parti de classe, des pauvres, contre la classe riche est la première manœuvre socialiste habile que le siècle ait vu s'accomplir. Le parti ouvrier français, comme tous les partis ouvriers en Europe qui repudient tous les hommes qui ne sont pas des travailleurs, des salariés, obéit au mot d'ordre lancé de Londres en 1847, au Congrès communiste, par Marx et Engels.

Il faut dire quelques mots ici de ce Frédéric Engels, dont le nom revient sans cesse auprès de celui de Marx. Ces deux hommes sont inséparables. Ils ont été amis, collaborateurs ; ils

ont eu la même pensée, ils avaient la même patrie. Leur œuvre fut la même. La gloire entre eux est indivise.

Frédéric Engels est né en 1820, dans la Prusse rhénane. Il se fit remarquer, en 1844, par une *Critique de l'économie politique*, et en 1845, par un livre sur *la Situation des Classes ouvrières en Angleterre*. Il connut Marx de très bonne heure. Depuis 1846, à Bruxelles, on le trouve toujours à ses côtés. Après l'insurrection ouvrière et paysanne des pays de l'Allemagne du Sud en 1849, Engels, qui s'était jeté dans le mouvement, se réfugia en Angleterre, où il continua ses travaux de critique sociale. Fr. Engels est un homme d'une valeur presque égale à celle de son ami. Il a ce qu'avait Marx, la connaissance de toutes les langues de l'Europe et une science très étendue.

Marx a eu plus d'ambition qu'Engels, avec moins de moyens de la faire triompher, car il était moins homme d'action que son associé (1).

(1) Marx avait de la timidité. C'était un homme de ca-

Celui-ci, partagé entre des occupations commerciales lucratives (1) et ses travaux socialistes, les unes lui prenant plus de temps que les autres, laissa son ami au premier plan. Il le laissa paraître « en nom », lui-même se tenant à côté de lui ou derrière lui. Il ne lui disputa jamais la première place, que Marx conquit définitivement quand il publia, en 1867, *le Capital*.

Déjà à cette époque l'Association internationale des travailleurs était fondée.

Le 22 septembre 1864, dans un meeting ouvrier tenu à Londres, Marx avait lu et fait voter un projet d'association de tous les travailleurs de toutes les nationalités en vue de travailler à

binet, pas un homme de foule. Il fit en sourdine tous ses coups d'autorité. Il cherchait toujours des alliés. Il ne s'exposait pas seul. Il avait, sous certains rapports, un tempérament moins bien organisé que celui de Michel Bakounine. Celui-ci était ce qu'on appelle un homme de premier élan. Marx était plutôt un homme habile, un politique, un homme d'intrigue. Il eût été dans un gouvernement un bon stratégiste.

(1) Fr. Engels est associé dans une maison de commerce de Manchester.

leur émancipation qui « devait être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Le Pacte fondamental est une redite du Manifeste du parti communiste de 1847. Il procède de la même pensée : l'antagonisme des classes. En fondant l'Association internationale des Travailleurs, Karl Marx mettait enfin en pratique le conseil par lequel se terminait le Manifeste de 1847 : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

L'union des prolétaires de tous les pays, si elle eût pu s'accomplir, eût mis aux mains du créateur de cette unité une force formidable. Les amis de Marx s'évertuent contre toute évidence à nier que leur chef ait fait le rêve d'une dictature ouvrière internationale. Cependant toute l'histoire de l'Association des Travailleurs prouve l'existence chez Marx de cette arrière-pensée orgueilleuse. Au début, il semble que le grand socialiste allemand ait prévu qu'on l'accuserait un jour d'ambition

personnelle, et qu'il ait voulu tenir en réserve une réponse à l'attaque.

Le révolutionnaire italien Mazzini ayant demandé que le pouvoir du comité directeur de l'International fût très fort, que le comité exerçât une domination absolue, Karl Marx invoqua les principes de la liberté. Remarquez bien cette attitude, c'est celle que Bakounine prendra tout à l'heure contre Marx; c'est encore celle que les collectivistes possibilistes prendront en France contre les disciples de Marx, contre M. Jules Guesde.

L'opposition du fondateur de l'Internationale ayant fait écarter les projets autoritaires et centralisateurs de Mazzini, celui-ci se retira de l'Internationale.

La politique de Marx en cette circonstance n'a pu être déterminée que par son ambition personnelle. Le socialiste allemand se défia de l'Italien. Il pensa, avec raison, que Mazzini ne demandait la constitution d'une forte autorité qu'avec le désir inavoué d'être lui-même cette

autorité, et qu'il serait moins ardent partisan du pouvoir fort s'il devait être lui-même soumis à ce pouvoir.

Les idées de Mazzini repoussées sous ces prétextes libéraux, la constitution de l'Internationale n'en fut guère plus libérale. Le conseil général siégeait à Londres. Il concentrait tous les pouvoirs : il recevait les adhérents, il convoquait les congrès, il décidait de l'opportunité de l'intervention des sections adhérentes dans les grèves et dans tous les événements. Or le conseil général, c'était Marx et Engels, Marx, correspondant pour l'Allemagne et la Hollande, Engels, correspondant pour l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Les deux Allemands dominaient leurs collègues par le savoir, par la notoriété, par les services rendus. Donc, la concentration des pouvoirs, demandée par Mazzini et repoussée comme illibérale, existait, en fait, dans les mains de Karl Marx.

Son rêve de domination internationale, ce songe superbe qu'il avait fait d'être une grande

puissance, une sorte d'empereur sans couronne, sans trône, de tous les pauvres, de démembrer moralement tous les royaumes, aurait pu être réalisé si l'Association internationale des Travailleurs avait fait des progrès rapides, mais ses débuts furent très pénibles.

Les gouvernements conservateurs, après avoir vainement essayé de de diriger ce mouvement ouvrier (1), entravèrent sa propagande. Il n'y eut que la section parisienne qui fit parler d'elle. Et les internationalistes de Paris n'avaient pas les idées communistes de l'Internationale (2) !

Ces idées, il est vrai, n'étaient encore con-

(1) Il y eut de grands efforts du gouvernement impérial en France pour asservir au césarisme la nouvelle organisation ouvrière. Un internationaliste qui, d'ailleurs, n'était pas communiste, qui est aujourd'hui brouillé avec les révolutionnaires et qui jouissait d'une grande autorité dans les ateliers de Paris, M. Fribourg, fut sollicité de se rendre aux Tuileries. L'Empire ne trouva pas d'alliés dans l'Internationale. Alors il prit contre elle des mesures rigoureuses qui eurent pour résultat de la rendre plus populaire.

(2) Se reporter au chapitre : *Les Fondateurs du parti ouvrier*.

nues que vaguement même de ceux qui déclaraient les avoir adoptées. Le *Pacte fondamental*, comme le *Manifeste communiste* de 1847, est un document qui manque de formules synthétiques. Le mot de communiste n'est pas écrit une seule fois dans le Pacte fondamental. On croirait, si le *Capital* n'était pas là pour empêcher cette opinion de naître, que Marx et Engels, vivant en Angleterre, avaient modifié leurs idées, qu'ils avaient incliné vers le « socialisme conservateur » des *Trades-Unions*. Il est plus juste de dire que Marx ne voulut pas effrayer les ouvriers et la petite bourgeoisie en proclamant tout de suite une doctrine, et surtout en prononçant le mot épouvantable de communisme. En se tenant dans les généralités vagues : *Affranchissement des travailleurs*, émancipation économique, etc., il gardait ouverts ses cadres et ouverte l'Association (1).

(1) Les Statuts de l'Internationale étaient précédés de ces considérants :

« Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que l'assujettis-

Aucun travailleur ou petit bourgeois ne pouvait avoir, *a priori*, des défiances contre une Association qui se présentait avec un programme de délivrance sociale. Au commencement, Karl Marx pratiqua donc un habile opportunisme. Grâce à cette tactique, il eut les ouvriers de Paris, qui ne seraient pas venus à l'Internationale si elle s'était proclamée communiste (on le verra plus loin). Or, sans la section parisienne, l'Internationale eût passé presque inaperçue. L'Association des Travailleurs a grandi, s'est propagée par « la réclame » française.

sement du travailleur au capital est la source de toute servitude; politique morale, matérielle; que pour cette raison, l'émancipation économique est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique; Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses nations; que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème purement local ou national, mais international. »

On le voit, il y a des grands mots séduisants, mais pas un mot inquiétant dans le texte. En parlant de solidarité, d'affranchissement. Marx s'adressait à des sentiments élevés. Ce langage devait plaire en France à cette époque sentimentale de la fin de l'Empire. Nous avions délivré l'Italie. On chantait que « les peuples sont pour nous des frères ». Le frère prussien ne nous avait pas encore montré la manière de comprendre la fraternité.

/

III

MICHEL BAKOUNINE — FIN DE L'INTERNATIONALE

L'ambition de Karl Marx, niée par les amis du grand socialiste au grand détriment de sa gloire, — car un homme est grand moins par ce qu'il accomplit que par ce qu'il aspire à accomplir, — rencontra un obstacle dans l'ambition du russe Michel Bakounine.

Michel Bakounine était un homme très bien doué. Il avait du prestige physique, de l'énergie, de la bravoure, de l'orgueil, toutes les qualités d'un homme d'action. Il savait parler aux foules.

Eloquent, vigoureux, vicieux, passionné,

immoral, il rappelle par tous ces traits Danton. C'était un orateur de rues, un tribun de bornes, avec du laissé aller, de l'enthousiasme, de l'égoïsme et un grand besoin de jouissances.

Michel Bakounine était de cette race slave qui a grandi dans les brumes barbares et qui a fait dans l'Occident civilisé une si brusque et si soudaine irruption. On raconte que les Visigoths, ayant envahi l'Afrique, s'y énervèrent sous le soleil trop chaud ; qu'en passant trop vite de la frugalité guerrière, à laquelle ils étaient accoutumés, à la bonne chère de cette opulente contrée, ils y perdirent toute force. Ils contractèrent dans ces molles provinces tous les vices du paganisme. Et la horde se fondit ainsi. L'invasion ne fut pas repoussée ; elle fut enterrée. Les Slaves, quand ils envahirent l'Europe, pacifiquement, pour s'y instruire, eurent le sort des Visigoths en Afrique. Race vive, à l'assimilation prompte, à l'intelligence ouverte, ils voulurent apprendre

vite et ils apprirent mal. Ils ne virent de la civilisation occidentale que la surface. Ce qui apparaît tout d'abord dans une société n'est pas ce qu'elle contient de meilleur. Ils prirent nos modes, nos coutumes, nos usages, ceux de la haute société française du XVIIIe siècle, celle qui les attira, celle qui les séduisit par son éclat et par sa politesse, par son raffinement de civilisation en décadence.

Cette superposition sur un fonds de barbarie d'une couche de civilisation a fait cette race russe contemporaine, pleine de contraste, policée, instruite, curieuse de toutes choses, de relations mondaines si agréables, et brutale, féroce même, sadique en ses plaisirs. Celui qui a écrit que si on grattait le Russe on trouvait le Cosaque ne s'est pas trompé. Le Russe est toujours un barbare, brave, songeur, imaginatif, méprisant la mort comme tous les barbares, mais comme eux perfide, défiant, vaniteux, rude, cruel, sans moralité.

On trouve en Michel Bakounine tous les

traits de cette curieuse espèce d'hommes. Aucune vie ne présente moins d'unité. Il était nationaliste, il avait la haine de l'Allemand et de la sympathie pour le Latin, et il fut par ambition internationaliste. Il commença par être libéral et loyaliste en Russie; il loua le tzar Alexandre II, que, dans un écrit célèbre, il appela, après l'émancipation des serfs, le *tzar des paysans*, et il devint un apôtre de la destruction de toutes les monarchies, un régicide.

Quand il fut prisonnier, il n'hésita pas à solliciter les faveurs du gouvernement dont il s'était déclaré l'ennemi intraitable. Il employa toutes ses influences de famille et toute sa séduction personnelle pour trouver les moyens de s'évader. Il s'humilia. Délivré, il rentra dans le parti révolutionnaire, vouant à la mort le souverain dont la générosité l'avait aidé à reprendre sa liberté, inconscient de son ingratitude, tout plein seulement de ressentiment contre « la tyrannie » qui, en l'emprisonnant, l'avait contraint à ruser pour s'ouvrir les por-

tes du bagne et oublieux des facilités d'évasion qu'on lui avait laissées.

Cet homme « romantique » où se mélangeaient les vices d'une race trop jeune et la corruption d'une civilisation trop avancée, dont l'âme brûlait d'orgueil, qui voulait jouer un grand rôle, fut l'ennemi funeste de Karl Marx.

En 1867, Bakounine était en Suisse. Il n'appartenait pas à l'Association internationale des Travailleurs. Il était membre du comité de la *Ligue de la Paix et de la Liberté*. En 1868, le président de cette Ligue proposa au congrès internationaliste de Bruxelles de conclure entre la Ligue et l'Internationale une alliance. La proposition fut écartée. Les marxistes ne voulaient pas introduire dans l'Association des Travailleurs une force organisée depuis longtemps, qui pourrait leur faire contre-poids, les isoler. Le prétexte invoqué pour repousser la demande de la Ligue fut que le programme socialiste de cette Ligue n'était pas défini.

Quelque temps après, au congrès de Berne, Bakounine fit bien voir qu'il avait été l'inspirateur de la proposition d'alliance, car il s'efforça de supprimer le prétexte qui avait servi à Marx pour refuser d'associer l'Internationale et la Ligue. Bakounine proposa un programme commnniste au congrès de Berne. Un tiers à peine des congressistes acceptèrent ce programme. Cette minorité se réunit à Genève où elle décida de former une nouvelle Société qui s'appellerait : *Alliance de la Démocratie socialiste*. En même temps, Bakounine créait une autre Alliance, dite des *Frères internationaux*, qui lui donnait la direction d'une sorte de police révolutionnaire internationale.

Les *Frères internationaux* devaient, comme tous les membres de toutes les Sociétés secrètes, se prêter aide et appui. Cet air est bien connu. Ils ne pouvaient faire partie d'aucune association sans l'autorisation de leur comité respectif, même sans la permission du comité central. La condition imposée aux « frères » qui en-

treraient dans une autre Société, était d'en révéler tous les secrets au comité central, c'est-à-dire à Bakounine.

Ces statuts, qui immolaient l'individu à l'Association, contenaient les plus belles déclarations libérales contre le pouvoir dirigeant, la dictature, l'autorité, etc... Ces mots étaient à l'adresse de Marx, à qui Bakounine et ses amis de l'Alliance de la Démocratie socialiste reprochaient, à bon droit, d'avoir, par jalousie, fait rejeter la proposition de coalition de l'Internationale et de la Ligue de la Paix.

Le plan de guerre du Russe contre l'Allemand est bien clair : Michel Bakounine ne voulait pas entrer dans l'Internationale pour y être perdu dans la foule des adhérents. Il était décidé d'y être dès le jour de son admission un personnage considérable et d'obliger Karl Marx à compter avec lui. C'est pourquoi, comme le dit M. Paul Strauss, dans un de ses excellents acticles du *Temps*, il voulait entrer dans l'Internationale « à la tête d'une troupe ». L'*Al-*

liance de la Démocratie socialiste lui parut être une troupe suffisamment forte. Il ne mit pas en avant l'Association des Frères internationaux qui, étant une Société secrète et d'inquisition ne devait pas être avouée. Dans le courant de 1868, Bakounine essaya de faire reconnaître l'Alliance comme une section de l'Internationale. Sa prétention, écartée d'abord par les conseils fédéraux belge et parisien, puis par le conseil général, ne fut admise qu'en 1869, avec beaucoup de répugnance. Au congrès de Bâle (1869), l'Alliance put se faire représenter. Aussitôt qu'il fut dans la place, Bakounine y créa des divisions. La lutte éclata en Suisse entre les bakouniniens et les marxistes, ceux-ci représentés par un autre Russe, Outine.

Nous ne voulons pas entrer dans le détail de ces démêlés. Ces lointains petits événements n'ont qu'un intérêt pour nous : les origines du parti anarchiste (1) français y plongent. Aussi

(1) Il faut prendre ici le mot anarchiste dans son sens

bien, tout à l'heure, dans la rivalité de MM. Jules Guesde et Brousse, on reverra se reproduire presque les mêmes incidents qui marquèrent la compétition de Marx et de Bakounine. L'histoire du déchirement du parti ouvrier est tout à fait semblable à l'histoire des discordes dans l'Internationale. En lisant l'une de ces histoires on apprend l'autre.

Le différend entre Bakounine et Outine dans les sections de l'Internationale Suisse (1) fut soumis au jugement du Conseil général, qui naturellement, donna raison au marxiste Outine.

Bakounine ne garda plus de mesure ; il forma, en opposition à la fédération officielle, une fédération autonome qui prit le titre de « Fédération jurassienne ». Il soutint, en

propre et non pas dans le sens qu'on lui donne quand on s'en sert pour désigner tous les révolutionnaires. Les anarchistes sont un parti dont le dernier ancêtre est Bakounine, comme les collectivistes sont les fils de Karl Marx.

(1) Leur fédération s'appelait dans l'Internationale la Fédération romande.

même temps, la doctrine de l'autonomie des groupes, de l'inutilité de la centralisation, de l'indépendance individuelle. C'est par ces prétextes que Marx avait écarté de l'Internationale le dangereux associé qu'eût été pour lui l'Italien Mazzini. Ces invocations libérales (dans le parti révolutionnaire on dit libertaire) furent donc reprises contre lui. Bakounine, réunissant en congrès ses amis de l'Alliance, prononça la dissolution de la Fédération romande. La fédération romande raya des listes de l'Internationale toutes les sections représentées dans la Fédération jurassienne.

Cependant, les graves événements de 1870-1871 s'étaient accomplis (1). Les insurgés de Paris, vaincus, s'enfuyaient. Beaucoup allèrent en Suisse, quelques-uns à Londres. Les hommes de la Commune se partagèrent entre

(1) Bakounine fit une tentative en 1871 pour s'emparer de l'hôtel de ville de Lyon et, de là, révolutionner l'est de la France. Mais il ne réussit pas. Cet épisode ne se rattache en rien au mouvement socialiste. C'est pourquoi nous ne le mentionnons que pour mémoire.

Karl Marx et Bakounine, pour mieux dire, entre la centralisation et l'autonomie, dans l'Internationale. En Suisse, M. Benoist Malon qui, cependant, n'est pas anarchiste, se déclara pour Bakounine, et, avec lui, presque tous les proscrits. D'autres, comme M. Jules Guesde, sans aller à Bakounine, voulurent rester indépendants. A Londres, beaucoup se rallièrent à Karl Marx. Mais le fondateur de l'Internationale, qui, jusqu'alors, n'avait pas vu son pouvoir contesté en Angleterre, eut une opposition à Londres, dans son « bourg pourri », aussitôt après la Commune.

Cette opposition vint des blanquistes. Les blanquistes, sous l'Empire, avaient reproché à l'Internationale sa mollesse, sa tiédeur, sa timidité. Politiciens avant tout, ils trouvaient que les internationalistes se trompaient en plaçant, avant toutes préoccupations, les préoccupations économiques.

Marx, après l'écrasement de la Commune de Paris, avait fait au nom du conseil géné-

ral un manifeste sur *la guerre civile en France*, où il prenait vigoureusement, au nom de l'association des travailleurs, parti pour les insurgés. Il louait le « Paris ouvrier, avant-coureur glorieux d'une société nouvelle », célébrait « les martyrs de Paris enchâssés dans le grand cœur de la classe ouvrière » et « clouait les exterminateurs à l'éternel pilori de l'histoire ».

Les membres anglais du conseil général se retirèrent pour marquer qu'ils désapprouvaient ce langage révolutionnaire. Marx ouvrit alors aux blanquistes les portes du conseil général. Mais ceux-ci, dont la politique a toujours été une politique de bascule entre toutes les sectes révolutionnaires, qui toujours ont cherché à empêcher la désunion des hommes et des groupes qui naît du conflit des doctrines, ne devinrent pas dans le conseil les sectateurs aveugles de l'Allemand. Les blanquistes avaient l'arrière-pensée de dominer le conseil général et, par lui, l'Internationale et d'en faire dans leurs mains un puissant instrument politique.

Le rêve de dictature révolutionnaire internationale de Marx les hantait.

Il est probable qu'ils auraient fait tous leurs efforts pour ne pas exclure de l'Internationale, s'ils y étaient entrés assez tôt, Bakounine et et ses groupes. Ils eussent cherché par tous les moyens à amener à composition l'anarchiste russe, n'ayant pas intérêt à affaiblir l'armée dont ils voulaient devenir les chefs. Une fois Bakounine introduit dans la place, ils auraient manœuvré pour l'annihiler.

La scission entre les anarchistes et les centralisateurs étant déjà opérée dans l'Internationale quand ils s'y introduisirent, les blanquistes prirent parti pour les centralisateurs. Ils votèrent contre les bakouniens, au congrès de La Haye, pour les marxistes.

A ce congrès (septembre 1872), les amis de Bakounine attaquèrent la « papauté » de Marx. Ils s'élevèrent avec violence contre le droit souverain accordé au conseil général de suspendre, *provisoirement*, il est vrai, et

avec recours d'appel au congrès, les sections et les fédérations internationalistes.

Les blanquistes s'unirent aux marxistes contre les automonistes. L'exclusion de ceux-ci fut prononcée.

Lorsque Marx se fut servi des blanquistes contre les bakouniniens, il fit contre eux un retour inattendu. Il demanda que le siège du conseil général fût transféré à New-York. Cet exil du pouvoir central de l'Internationale enlevait aux blanquistes toutes leurs espérances. Il y eut chez eux, contre Marx, un déchaînement de fureurs. Jamais ils n'ont pardonné au grand socialiste allemand d'avoir détruit l'instrument dont ils comptaient s'emparer. Les meilleurs amis blanquistes de Marx (1) ne lui ont jamais pardonné la translation du conseil général d'Europe en Amérique. Après le congrès de La Haye, ils rompirent avec lui toutes relations.

(1) M. Vaillant, actuellement conseiller municipal de Paris, entre autres.



Pourquoi Marx demanda-t-il cette translation?

Tout porte à croire qu'il pénétrât les secrets desseins des blanquistes. Sans doute il craignit de ne pas pouvoir leur résister. Il aima mieux alors briser l'arme qu'il avait forgée, que de la voir passer en d'autres mains. Cette dernière manœuvre prouve l'existence d'une arrière-pensée ambitieuse chez Marx et ne prouve rien contre le grand Allemand, car c'est son ambition qui fait sa grandeur.

Après le congrès de La Haye, l'Internationale agonisait. Elle est morte, aujourd'hui, sans avoir eu en France, ni nulle part ailleurs, une grande influence. Nous allons la voir renaître dans notre pays, avec le parti ouvrier, et ce parti traverser victorieusement toutes les crises qui affaiblirent l'Internationale et dont la dernière l'emporta (1).

(1) Au chapitre le *Programme du parti ouvrier* on verra que si l'Internationale est morte comme organisation, elle survit par son programme qui est accepté dans tous les pays par tous les partis ouvriers nationaux.

IV

LES FONDATEURS DU PARTI SOCIALISTE EN FRANCE

Pendant que l'Internationale, vaincue avec la Commune de Paris dont elle s'était déclarée solidaire, quoique la plupart des insurgés de 1871 eussent ignoré tout de ses doctrines, suspecte aux gouvernements qui prenaient contre elle des mesures d'exception, s'épuisait en ces rivalités de personnes, en ces disputes d'influences individuelles, la semence socialiste germait à nouveau en France.

Cette renaissance du parti socialiste en France fut spontanée, instinctive, anonyme de 1872 à 1875. Elle ne fut l'œuvre d'aucun penseur, d'aucun chef d'école, d'aucun me-

neur. Des inconnus dans les usines, dans les ateliers commencèrent, dès le lendemain de l'écrasement de la Commune, à parler entre eux de l'amélioration sociale. Les doctrinaires du socialisme étaient en exil ; il ne paraissait aucun journal socialiste à Paris, ni en France. Les ouvriers étaient trop pauvres pour acheter des livres ; aussi bien ils n'auraient pas su où les trouver, car la librairie socialiste n'était pas plus libre que le journalisme socialiste (1). Sans communication avec les novateurs, impuissants à innover par eux-mêmes, les ouvriers retournèrent aux anciens systèmes dont on leur avait parlé sous l'Empire; ils furent mutuellistes ou coopératistes.

Leurs projets étaient réformistes et non pas révolutionnaires. Ce qu'ils demandaient, c'était des lois que la société actuelle peut accor-

(1) Le manifeste communiste de 1847 et *le Capital* de Marx n'étaient pas encore traduits en français. Il n'y avait donc pas de cours de socialisme scientifique français. Les adeptes français ignoraient les ouvrages des penseurs étrangers.

der sans que son principe essentiel, la propriété individuelle en soit atteint. Ces premiers socialistes étaient donc encore des conservateurs, si on comprend sous l'étiquette conservatrice tous ceux qui veulent conserver dans son ensemble la société actuelle, en « conserver » le cadre et y introduire seulement des modifications de détail.

De 1872 à 1876, le travail de propagande de ces idées peu dangereuses se fit sans bruit, avec timidité, car le gouvernement était soupçonneux et il eût pris peur de la plus pacifique agitation ouvrière. Puis le temps n'était pas propice à l'action socialiste. La démocratie, même dans ses parties les plus souffrantes, était toute occupée de politique. La République était menacée par les conservateurs. Les politiciens républicains disaient à leur clientèle: « Aidez-nous à fonder la République, à établir cette forme de gouvernement, qui se prête à toute les expériences, qui n'exclut *a priori* aucun progrès. Ensuite nous ferons les réfor-

mes. La République sera démocratique et socialiste. Il faut d'abord nous donner la République. »

Les plus impatients étaient dociles à ces conseils. Ils ne pensaient qu'à barrer la route à la monarchie, qui faillit venir en 1873, et ensuite à contenir le « pouvoir personnel » du maréchal, jusqu'à ce qu'on pût le renverser.

En résumé, après les événements de 1871, il y eut parmi les ouvriers, dans quelques esprits, une renaissance des idées socialistes. Cette renaissance n'eut pas le caractère révolutionnaire. Elle eut un caractère réformiste et assez timide pour trois causes :

1° Timide parce que la question politique était plus urgente que la question sociale et demandait une solution immédiate, et parce que le pouvoir eût sévèrement puni toute propagande active.

2° Non révolutionnaire, parce que, tous les penseurs révolutionnaires socialistes étant ab-

sents et tous les écrits socialistes étant interdits, la pensée socialiste pure n'avait pas de propagateurs.

3° Non révolutionnaire, parce que, laissé à lui-même, l'ouvrier de Paris n'est pas révolutionnaire. Il a les idées les plus radicales en politique; mais dans sa masse, il est *conservateur social.* Il est individualiste, il n'est pas collectiviste de tempérament.

Ici, nous devons nous expliquer et apporter des preuves. C'est à l'histoire de l'Internationale que nous les empruntons.

Au quatrième Congrès de l'Internationale tenu à Bâle en 1869, la question de la propriété du sol qui avait été posée au Congrès précédent de Bruxelles fut débattue. A la majorité de 58 voix contre 8 et 10 abstentions sur 76 délégués présents, le congrès décida : « Qu'il y avait nécessité de faire entrer le sol à la propriété collective. »

La minorité opposante se composait de

7 délégués français (1) et d'un délégué étranger. Sur les dix délégués qui s'abstinrent en cette discussion capitale, six étaient français (2).

La délégation de la section parisienne de l'Internationale au Congrès de Bâle comprenait, outre les citoyens Tolain, Murat, Fruneau, Chémalé, Pindy, Langlois, Landrin, Doesbourg, Durand, Flahaut, Mollin qui votèrent contre l'appropriation collective du sol ou qui s'abstinrent, les citoyens Varlin, Dereure, Franquet et Tartarin qui s'associèrent au vote de la majorité collectiviste.

Donc, lorsque pour la première fois, la question fut posée avec solennité, débattue avec ampleur, de la propriété individuelle et de la propriété collective, Paris se prononça pour la propriété individuelle. Sur quinze délégués parisiens, onze se déclarèrent, im-

(1) Tolain, Murat, Fruneau, Chémalé, Pindy, Langlois — délégués de Paris — Piéton, délégue de Rouen.

(2) Landrin, Doesbourg, Durand, Flahaut, Mollin, délégués de Paris; Aubry, délégué du Creusot.

plicitement ou explicitement, pour la conservation sociale et quatre seulement pour la révolution sociale.

Le collectivisme n'est donc pas une théorie qui convienne tout d'abord aux Parisiens. Cette idée qui n'est pas née en France n'est pas une idée sympathique à notre tempérament. La première fois qu'elle a été formulée, nos ouvriers français l'ont rejetée.

Une autre preuve de l'aversion nationale pour le collectivisme : Depuis dix ans que la doctrine de Karl Marx est enseignée en France par des orateurs et par des écrivains d'autant de talent que ceux dont nous allons bientôt nous occuper, le parti collectiviste n'a pas fait autant de recrues qu'il aurait dû en faire.

Si jamais propagande par la parole ou par l'écrit a été libre, c'est bien la sienne. Malgré la liberté dont ses orateurs et ses journalistes ont joui, le parti collectiviste, s'il est une menace pour l'avenir de la société actuelle ne met pas en péril le présent.

On n'a pas le droit cependant de le négliger dès maintenant, dans la période d'impuissance où il est encore, car bientôt il faudra compter avec lui. Déjà même il commence à prendre de l'importance. On le verra plus loin.

Les ouvriers qui, pendant les premières années de la République, s'entretinrent avec tant de prudence des améliorations sociales n'étaient pas des révolutionnaires. Ils n'étaient pas révolutionnaires en 1876, ni même en 1878 (1); et en 1879, ils le furent au Congrès de Marseille.

Sous quelle influence s'accomplit cette transformation des idées de la masse ouvrière militante?

C'est ce que nous allons voir.

Le 11 février 1876 parut à Paris le premier

(1) En 1878, un congrès international avait été convoqué à Paris. Il fut interdit et sa réunion empêchée. M. J. Guesde fut arrêté et condamné à six mois de prison. Ces mesures rigoureuses furent ordonnées parce que beaucoup de groupes avaient donné à leurs représentants des mandats collectivistes. On ne voulut pas tolérer une manifestation socialiste à Paris. Officiellement le parti ouvrier n'adopta le socialisme allemand qu'en 1879.

numéro du journal *les Droits de l'Homme*. C'était le journal le plus avancé de la démocratie républicaine qu'on eût publié depuis mai 1871. Le bailleur de fonds en était M. Ménier, le grand industriel. M. Sigismond Lacroix avait le titre de secrétaire de la rédaction et faisait toutes les fonctions du rédacteur en chef. *Les Droits de l'Homme* avaient pour collaborateurs les proscrits de la Commune les plus célèbres. M. Henri Rochefort y écrivit dès le premier numéro. Il signait ses articles d'un X, suivi de trois points (X...) (1).

A côté de ces noms connus, on vit apparaître dans les *Droits de l'Homme* plusieurs signatures nouvelles. La maison du riche capi-

(1) Le premier numéro des *Droits de l'Homme* contenait un mot qui depuis a fait une fortune extraordinaire. C'est le mot *opportuniste*. L'article de M. Henri Rochefort était intitulé : *Opportunistes*. M. de Pressensé ayant dit dans un discours que l'amnistie serait votée *en temps opportun*, M. Rochefort analysa à sa manière cette prudente expression. Il termina ainsi son article : « Les électeurs sont avertis. *En temps opportun* est un terme d'argot parlementaire qui signie *jamais*. » Le mot opportuniste a donc été inventé par M. Rochefort, et il a été écrit pour la première fois le 11 février 1876, dans un nouveau journal.

taliste Ménier a été la maison des débuts de presque tous les adversaires du capital, de beaucoup de jeunes gens qui sont aujourd'hui arrivé à la notoriété. Il y a d'anciens rédacteurs des *Droits de l'Homme* dans tous les camps républicains et révolutionnaires.

Le premier numéro, où M. Rochefort baptisa opportunistes les républicains stratégistes, renfermait une autre curiosité. C'était le programme électoral imposé à M. Acollas par le comité républicain radical socialiste qui soutenait sa candidature dans le VI[e] arrondissement, contre celle du colonel Denfert-Rochereau, le héros de Belfort.

Ce programme était remarquable par son radicalisme. L'article premier était d'une audace stupéfiante en 1876 et causa scandale dans la presse conservatrice.

Voici cet article :

Article premier. — Amnistie pleine et entière pour toutes les condamnations, sans exception, même celles dites de droit commun, prononcées à propos des événements politiques qui se sont produits depuis le 4 sep-

tembre 1870 sur le territoire français, *avec les moyens d'existence assurés tout d'abord aux amnistiés, à leur rentrée en France.*

Dans un autre ordre d'idées, les articles 5 et 6 du programme accepté par M. Acollas n'étaient pas moins audacieux.

ART. 5. — ...... Remaniement de nos lois de propriété en vue de ramener la propriété individuelle à sa seule source légitime, le travail.

ART. 9. — ...... La mise du capital agricole ou industriel, de l'instrument de travail à la disposition de celui qui l'emploie directement, afin que le produit soit tout entier à celui qui lui donne directement naissance.

Qui avait cette témérité de réclamer, en 1876, sous le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, l'amnistie avec tant d'arrogance, et d'émettre dans un mandat législatif des idées collectivistes plus avancées que le programme de l'internationale (1)?

Qui avait cette imprudence? C'était des étudiants. M. Acollas, ami de M. Sigismond Lacroix, était patronné par un Comité où figu-

(1) L'internationale n'avait proclamé, malgré la résistance des Parisiens, on l'a vu plus haut, que la nécessité de

raient douze étudiants, un conseiller municipal et six ouvriers ou petits commerçants du VIe arrondissement.

Ces rédacteurs du premier manifeste collectiviste étaient M. Arthur Hubbard, futur conseiller municipal, aujourd'hui décédé, oncle du député actuel; MM. Leguereau, étudiant, actuellement secrétaire de la rédaction de la *Lanterne;* Victor Marouck, étudiant, qui depuis à joué un rôle dans le parti ouvrier dit possibiliste; Gabriel Deville, étudiant, l'un des plus clairs vulgarisateurs de la doctrine de Marx; Darrieux, étudiant en médecine, mort depuis; Trouessart, étudiant, qui se suicida dans un désespoir d'amour; Crié, étudiant, aujourd'hui l'un des plus importants membres du parti anarchiste; Lucien Bouhault, étudiant, actuellement rédacteur à la *Nation;* Paton, étudiant en pharmacie; Mey, étudiant, actuellement

la socialisation du sol. Le programme Acollas demande la socialisation, non seulement du capital agricole, mais encore du capital industriel. C'est le premier manifeste collectiviste. Ceux qui le rédigèrent n'en comprirent pas toute la portée.

médecin à Beaumont-sur-Oise; Lemonnier, publiciste; Joncourt, étudiant, actuellement médecin; Buffenoir, étudiant, qui depuis rédigea le *Père Duchesne* et qui eut Lebicz pour collaborateur; Boyenval, ouvrier; Bellefond et Lemasle, relieur; Lemée, tapissier; Faisnel.

Le programme que ces citoyens imposèrent à M. Acollas (1) fut rédigé chez l'un d'eux, Darrieux, et développé et soutenu par eux tous dans les réunions publiques contre les partisans de la candidature Denfert-Rochereau. A ces membres du comité se joignirent, pour défendre la candidature Acollas, d'autres agents électoraux de bonne volonté, les citoyens Emile Gautier, Calvinhac, Labusquière, Massard.

Ces citoyens habitaient dans le Ve arrondissement. Ils ne pouvaient faire partie du comité électoral du VIe arrondissement. C'est la seule

(1) Il est curieux de relire ces engagements que prenait en février 1876 M. Acollas, et de se rappeler l'accueil fait récemment par les révolutionnaires à sa candidature quand on parla de lui pour remplacer à la Chambre M. Henri Rochefort, démissionnaire.

raison qui les empêcha d'y entrer et de signer le programme collectiviste de M. Acollas.

Il faut récapituler. En 1876, nous voyons des jeunes hommes, qui sont aujourd'hui éloignés les uns des autres dans des voies divergentes, groupés autour de la même candidature et du même programme.

M. Crié est anarchiste, M. Gautier l'a été, et il est, paraît-il, maintenant, devenu républicain conservateur; M. Deville est collectiviste; MM. Leguereau, Bouhault, Calvinhac sont des radicaux; MM. Marouck et Labusquière sont membres du parti ouvrier possibiliste; M. Massard est collectiviste.

Comment ces jeunes gens, qui devaient se séparer, étaient-ils unis, et qui leur donnait autorité pour imposer leurs idées á un candidat?

L'autorité, ils se l'étaient donnée à eux-mêmes, comme font tous les gens qui forment des comités, et qui sont presque toujours les délégués d'eux-mêmes. Ils étaient

unis par les liens d'une camaraderie de quartier Latin, par de communes aspirations démocratiques et socialistes. Ils étaient d'accord surtout parce qu'ils manquaient de doctrine

Leur petit groupe s'était formé en 1873 et 1874. Ils se rencontraient chaque jour dans un café situé au coin du boulevard Saint-Michel et du boulevard Saint-Germain, le café Soufflet.

Tandis que les ouvriers, en l'absence de toute direction socialiste, allaient au système coopératif et se préparaient à demander des lois nouvelles et non pas une révolution, les jeunes bourgeois du café Soufflet, également sans maître, se reportaient aux considérants et aux votes de l'Internationale ; ces considérants et ces votes étaient tout ce qu'ils connaissaient « du socialisme scientifique ». Or ils voulaient être des « socialistes scientifiques », ce mot ambitieux sonnait bien à leurs jeunes oreilles. Il leur donnait devant eux-mêmes de l'importance. Un autre sentiment, plus élevé, les me-

nait à l'Internationale dont ils ignoraient encore le programme. L'Internationale était proscrite. Quelques-uns, comme M. Gabriel Deville, avaient été naguère affiliés à la Société des travailleurs. L'Internationale s'offrait donc à eux avec le prestige de la science, le prestige de la persécution, et aussi le prestige de l'inconnu. C'est autour de la légende de l'Internationale qu'ils se rallièrent.

La première campagne de ces jeunes gens ne fut pas celle de février 1876 pour M. Acollas contre le colonel Denfert-Rochereau. Ils s'étaient déjà fait connaître à la fin de 1875, pendant les élections des délégués sénatoriaux. Ils avaient combattu tous les candidats qui, pendant la Commune, avaient pris parti pour le gouvernement de l'Assemblée nationale. C'est dire qu'ils n'avaient pas trouvé un seul candidat de leur goût, excepté peut-être Victor Hugo. Contre Louis Blanc, ils s'acharnèrent avec une rage toute particulière. Ils l'accusèrent d'avoir trahi le parti so-

cialiste, en demeurant à Versailles pendant la guerre civile.

Le café Soufflet, où s'était formé, de 1870 à 1876, un corps d'officiers pour l'armée ouvrière et socialiste, se manifesta donc d'abord, en 1875, contre Louis Blanc et les candidats sénatoriaux; ensuite, en 1876, à l'occasion de la candidature Acollas; enfin dans les *Droits de l'Homme*.

V

M. JULES GUESDE

C'est dans les bureaux des *Droits de l'Homme* que les jeunes révolutionnaires du quartier Latin trouvèrent la doctrine qui leur manquait. Ils la trouvèrent le jour où ils rencontrèrent un homme d'un tempérament singulier, M. Jules Guesde.

M. Jules Guesde avait rédigé en 1870 et 1871, à Montpellier, en collaboration avec M. Ballue, actuellement député radical de Lyon, un journal (1) intitulé les *Droits de*

(1) Sous l'Empire, ce journal avait été condamné dans la personne de M. Jules Guesde pour avoir demandé le renversement du gouvernement.

l'Homme (1). Dans ce journal, il s'était prononcé pour la Commune insurgée de Paris. Ces délits de plume lui valurent une condamnation à cinq ans de prison. Il s'enfuit de France, préférant attendre la prescription de sa peine pendant cinq ans d'exil.

M. J. Guesde se réfugia en Suisse, à Genève, où il fonda une section internationnaliste. Il n'avait pas jusqu'alors fait partie de l'Internationale. Il y entra au fort de la querelle des anarchistes (Bakounine) et des marxistes (Outine). M. Guesde et ses amis furent sollicités d'entrer dans la fédération des sections anarchistes; ils refusèrent. Mais ils ne se soumirent pas non plus à l'autorité absolue du conseil général, à la dictature de Karl Marx (2).

Leur indépendance ne fut goûtée ni des marxistes qui les blâmèrent solennellement en

(1) M. Ballue se sépara de M. Jules Guesde en 1871 pour ne pas s'associer à sa campagne révolutionnaire.

(2) La section guesdiste se déclara partisan de la souveraineté de l'Internationale réunie en congrès, c'est-à-dire du gouvernement par la loi des majorités.

1872, ni des bakouninistes qui voyaient d'un mauvais œil leur chère théorie de l'autonomie des groupes se retourner contre eux-mêmes.

Quand nous raconterons l'histoire des querelles du parti ouvrier et du déchirement qui s'ensuivit, on verra que M. J. Guesde fut accusé par ses ennemis d'aspirer à la dictature. Les raisons qu'on invoqua pour l'éliminer furent les mêmes que celles pour lesquelles lui-même ne voulut pas, à Genève, entrer dans l'organisation de l'Internationale.

C'est le moment d'esquisser la physionomie de M. Jules Guesde.

C'est un homme qui fait impression. Son personnage n'est pas banal. Il n'inspire pas la sympathie. On le regarde avec curiosité, presque avec étonnement, Il est grand, prodigieusement maigre. La peau du visage est d'une blancheur maladive qui fait ressortir encore un encadrement de cheveux et de barbe très noires. M. J. Guesde porte les cheveux longs. C'est une mode dans son parti; cette coiffure

ajoute à l'étrangeté du caractère de sa physionomie.

L'œil brille d'un vif éclat, derrière un lorgnon, au fond d'une arcade sourcilière très creusée. Quand M. Guesde parle, même de choses indifférentes, ses lèvres ont des mouvements qui semblent être des mouvements de rage. Il a la bouche furieuse. S'il marche, c'est tout raide, avec des mouvements saccadés des bras et des jambes.

Il faut voir M. Jules Guesde à la tribune. Son débit est parfois trop rapide, mais il y met tant d'emportement ! La voix très claire qui porte loin grince terriblement. Le son ne monte pas des entrailles, il n'est pas grave ; il vient de la tête, il est aigu, aigre. Cet orateur, avec ces moyens physiques défecteux, s'impose à l'auditoire, le domine. Il ne parle jamais au bon cœur d'une assemblée. Il n'émeut pas. C'est un dialecticien rigide, un violent insulteur, un caustique dont l'ironie est tou-

jours amère. M. Jules Guesde a des images saisissantes, des cris de passion exaspérée. On croirait, à l'entendre faire le procès de la société, que c'est sa cause propre qu'il défend, que le matin la société a commis contre lui un crime épouvantable. C'est un homme de haine, il apparaît comme l'incarnation de toutes les rancunes et de toutes les envies sociales. Toutes en même temps hurlent en lui. On trouverait difficilement un acteur qui plus que M. Jules Guesde entrerait dans la peau de son personnage.

Nous ne voulons pas faire entendre par cette figure que M. Jules Guesde joue la comédie, n'est pas convaincu. Ces emportements ne sont pas factices. Il hait bien sincèrement, de bien « bon cœur ». Sa nature est celle d'un apôtre. Il prêche de bonne foi. Il croit. Son orgueil ne lui permet pas de douter de lui même.

La doctrine qu'il enseigne, il la considère comme la sienne propre. Marx l'avait formulée

avant lui. Mais il ne connaissait pas les écrits de Marx, ni le *manifeste communiste*, ni le *Capital*. C'est en 1877 seulement qu'il lut l'ouvrage du grand socialiste allemand. Déjà la plupart des idées qui y sont exposées étaient les siennes. Elles s'étaient formées dans son esprit « par l'étude historique de la transformation des sociétés et par l'observation des faits dans la société contemporaine ». M. J. Guesde doit, dans son orgueil, considérer le socialisme scientifique comme son enfant. D'autres l'avaient formulé avant lui ; mais il ignorait leurs définitions. Il y a eu génération par eux ; mais il y a eu aussi génération par lui. Et cette théorie qui est sienne, qui est fille de son cerveau, qu'il possède mieux que personne en France, dont il est dans notre pays le vulgarisateur le plus connu, le plus écouté, il la défend, il l'enseigne avec une passion qui n'est pas feinte. Il la défend de la parole et de la plume.

M. Jules Guesde écrivain ressemble à M. Jules Guesde orateur. Il s'efforce d'être très clair ;

il y arrive souvent, encore que son style soit quelquefois chargé de termes de scholastique. Mais il est violent ; mais il forge souvent des expressions nouvelles et pleines d'énergie; mais il a a des ironies qui brûlent. Dans la discussion il apporte une mauvaise foi philosophique admirable. Il ne répond pas aux objections. Il va devant lui, dans la ligne droite des déductions de son principe. Il ne doit pas chercher à convaincre celui avec qui il discute, car il croit, sans aucun doute, que, comme lui-même, chacun a son siège fait. C'est pour les indifférents, pour le public, pour « la galerie » qu'il se débat, qu'il s'agite, qu'il parle, qu'il écrit. Il sait bien qu'on ne fait des prosélytes que parmi les profanes, qu'on ne gagne que les indifférents et qu'on ne convertit pas ses adversaires.

Toutes ces qualités et tous ces défauts composent un homme d'une étrange originalité. Comme tous les hommes singuliers, M. Guesde a de la séduction. Il séduisit d'abord les jeunes gens de la réunion du café Soufflet. Il leur

donna ce qu'ils n'avaient pas : une doctrine ; il fut leur professeur, leur maître.

Comme il les dominait, les ennemis qu'il eut dès qu'il se fit voir voulurent les flétrir en les appelant guesdistes. Le mot est resté; l'une des petites factions révolutionnaires est guesdiste. Ce n'est pas la plus nombreuse, mais c'est la plus active, la plus propagandiste. Pendant longtemps tout le journalisme révolutionnaire a été fait par les guesdistes. Nous allons voir leur action dans le mouvement ouvrier qui va commencer. Dans ces notes sur le haineux prédicateur de la doctrine collectiviste, nous n'avons qu'à indiquer qu'il y a des guesdistes. Nous allons voir leur action dans le mouvement ouvrier qui va commencer. L'existence d'un petit parti guesdiste implique chez M. Guesde l'existence d'un homme (1).

(1) Les Allemands, à qui nous avons eu occasion de parler de leurs socialistes, et qui connaissent M. Jules Guesde, le comparent à l'ancien député Hasselmann, aujourd'hui proscrit d'Allemagne. Hasselmann a, paraît-il, la même organisation physique et intellectuelle que M. Jules Guesde.

Aussitôt que la justice eut perdu tous les droits sur lui et qu'il ne put plus craindre l'emprisonnement, M. Jules Guesde revint à Paris. M. Yves Guyot, actuellement député de Paris, avait été en 1871 le correspondant parisien des *Droits de l'Homme* de Montpellier, dont M. Guesde était le rédacteur en chef. Quand celui-ci rentra en France, M. Yves Guyot était précisément l'homme de confiance du propriétaire des *Droits de l'Homme* de Paris, M. Menier. M. J. Guesde alla voir son ancien correspondant et lui demanda de le faire entrer dans le journal dont il avait en quelque sorte la clef dans sa poche. M. Yves Guyot adressa son ancien rédacteur en chef à M. Sigismond Lacroix, secrétaire de la rédaction des *Droits de l'Homme*. C'est donc M. Sigismond Lacroix et M. Yves Guyot qui firent rentrer M. Guesde dans le journalisme. C'est grâce à eux qu'il connut les jeunes gens du café Soufflet, qu'il put les endoctriner, faire leur éducation socialiste, et donner ainsi

à la masse ouvrière, confuse, indécise, les cadres jeunes et instruits dont elle avait besoin pour s'organiser (1).

(1) MM. Yves Guyot, Sigismond Lacroix et Guesde ont eu, depuis cette époque lointaine, bien des polémiques. Ces anciens collaborateurs sont devenus des ennemis irréconciliables.

VI

LE PARTI OUVRIER

M. Jules Guesde, quand il rentra en France, au mois d'août ou de septembre, prit tout de suite dans le parti révolutionnaire une situation exceptionnelle, grâce à des circonstances exceptionnelles. Il était le premier revenant de la proscription. Il était du moins le premier revenant qui eût une valeur propre et une instruction socialiste.

Aux *Droits de l'Homme*, où il entra, nous l'avons vu, grâce à l'aide de MM. Yves Guyot et Sigismond Lacroix, il fit une campagne indépendante.

Ses articles socialistes lui attirèrent les

lettres de quelques ouvriers et attirèrent sur lui l'attention des jeunes bourgeois révolutionnaires du café Soufflet. M. Jules Guesde se mit en rapport avec ces travailleurs manuels et avec ces étudiants, et commença parmi eux sa propagande. Le premier congrès ouvrier se tenait à Paris quand M. Guesde revint de Suisse. Ce congrès eut lieu en septembre 1876. Il avait été organisé par M. Trébois, actuellement maire de Levallois-Perret (1), avec l'argent de M. Crémieux, le riche israélite, ancien gouverneur de l'Algérie pendant la Défense nationale.

A ce congrès, où étaient représentées toutes les Chambres syndicales de France (la générosité de M. Crémieux avait aplani tous les obstacles), on s'aperçut combien les classes ouvrières étaient ignorantes de tout système socialiste et même de toute science économique. Cependant l'idée de la séparation des classes

(1) M. Trébois était propriétaire et directeur du journal révolutionnaire *la Tribune*.

s'y fit jour. Un ouvrier horloger de Dijon, M. Prost, demanda qu'on en finît avec les politiciens ambitieux qui se servaient du peuple pour arriver, et qu'on adoptât le principe des candidatures ouvrières. La candidature ouvrière est un moyen de bataille primitif, rudimentaire. Il n'est pas étonnant que les ouvriers, réunis pour la première fois en congrès entre eux, sans aucune direction socialiste, y aient pensé (1).

La proposition Prost concernant la candidature ouvrière fut votée à l'unanimité. Ce fut là, nous y insistons, la seule manifestation de l'instinct de classe au Congrès ouvrier de 1876. La sagesse de ces prolétaires leur valut

(1) Il est remarquable que les ouvriers, toujours prompts à proclamer la nécessité des candidatures ouvrières, montrent une grande répugnance à voter pour les candidats ouvriers. La psychologie explique cette répugnance : les ouvriers ne veulent pas, par leurs suffrages, élever au-dessus d'eux un de leurs égaux. Dans l'histoire de Rome, on voit que lorsque le tribunat fut rendu accessible aux plébéiens, pendant longues années, tous les tribuns élus furent des patriciens. La plèbe ne voulait pas porter les siens à cette haute charge. Le prolétariat français a contre les siens les mêmes scrupules ou la même méfiance que la populace romaine.

toutes les félicitations de la presse conservatrice. Cinq ans après 1871, les délégués de la partie la plus active du prolétariat français (1), réunis en congrès, émettaient des votes conservateurs, ne récriminaient pas contre le passé. Ce Congrès, qui fut vraiment une assemblée ouvrière où les politiciens n'étaient pas entrés, méritait des éloges. Il en reçut de toutes parts. Certains hommes d'État virent dans les résolutions votées par les ouvriers, *laissés à eux-mêmes*, l'indication des vrais sentiments du prolétariat. Plus tard nous verrons des radicaux s'efforcer de former, en face du parti ouvrier révolutionnaire, un parti ouvrier socialiste-réformiste, sous le nom d'*alliance socialiste républicaine*. Les auteurs de cette tentative de groupement des ouvriers en un parti réformiste furent certainement encouragés par le conservatisme dont les travailleurs firent preuve dans toutes leurs ré-

(1) Cent chambres syndicales et plus de cinquante cercles étaient représentés au Congrès de 1876.

solutions chaque fois qu'ils furent abandonnés à leurs propres inspirations.

La sagesse des congressistes de 1876 était un symptôme d'autant plus rassurant pour les conservateurs, que ce symptôme apparaissait après plusieurs autres et qu'il venait confirmer les bonnes conclusions qu'on en avait tirées.

Dès le mois de mai 1872, une douzaine de corporations fondaient à Paris le *Cercle de l'union syndicale ouvrière*, dont le but était « de chercher une entente commune réglant les intérêts divers des employés et des employeurs. »

Ces premiers socialistes étaient, comme nous l'avons indiqué déjà (1) des coopératistes. Ils voyaient, disaient-ils, « dans le groupement professionnel le mouvement qui, dans un avenir prochain, par *la création d'ateliers coopératifs*, doit donner l'indépendance et le bien-être aux travailleurs ».

En 1872, on ne connaissait pas encore au gouvernement la force de résistance que donne

(1) Chapitre : *les Fondateurs du parti ouvrier.*

au pouvoir, contre ses ennemis, la liberté. Le *Cercle de l'Union syndicale ouvrière* fut fermé au mois d'octobre 1872. Son bureau central protesta par une déclaration qui ne contenait aucune proposition « subversive ». Entre autres choses, la déclaration disait que les syndiqués « voudraient que tous les Français fussent unis dans une même pensée de conciliation et de régénération, etc.; qu'ils n'avaient jamais cherché à constituer les travailleurs en classe distincte, voulant s'approprier une direction exclusive, qu'ils voulaient fermer l'ère des grèves; que leur but avait été de mettre fin à l'antagonisme existant entre le patronat et le salariat par la formation de commissions mi-partie ouvrière et mi-partie patronale, chargées d'arranger à l'amiable tous les différends (1) ».

(1) Ces idées « arbitragistes » sont celles qui animent la très puissante association ouvrière des *Chevaliers du travail* en Amérique. Le journal le *XIX*e *Siècle* a publié, au commencement du mois de mai 1886, une très intéressante étude sur les *Chevaliers du travail*. Nous y renvoyons le lecteur curieux de ces particularités, qui n'entrent pas dans notre cadre.

On le voit, les initiateurs du mouvement ouvrier après 1871, à Paris, ne sont pas révolutionnaires. Un des signataires de la déclaration si raisonnable du bureau de l'Union syndicale est M. Chabert, aujourd'hui collectiviste, membre du parti ouvrier et conseiller municipal de Paris. En 1873, les ouvriers envoyés à l'exposition de Vienne (1) montrèrent que la défiance témoignée l'année précédente à leur classe par le gouvernement n'avait pas changé leurs sentiments. Les délégués firent un rapport dont les conservateurs ne pouvaient pas s'effrayer. Ils indiquaient comme moyen d'affranchissement des travailleurs l'enseignement professionnel, la fondation de Sociétés de production et de consommation, l'annulation de l'intérêt du capital par l'établissement du crédit mutuel. Et, pour réaliser toutes ces grandes réformes, ils conseillaient aux ouvriers

(1) Les frais de cette très nombreuse délégation furent couverts par les souscriptions d'hommes politiques radicaux : MM. Tolain, A.-Edouard Portalis, Cantagrel, Crémieux entre autres.

l'épargne. Enfin, ils se prononçaient contre la grève, qui est « un moyen de lutte condamné par l'expérience ».

M. Chabert signa encore ce rapport où sont exposées des idées si éloignées de celles qu'il professe aujourd'hui.

Les ouvriers délégués à l'Exposition universelle de Philadelphie étaient animés, au départ, des mêmes sentiments que la délégation de Vienne. Quand ils revinrent à Paris, le parti collectiviste avait commencé sa propagande. Leurs impressions se modifièrent sous l'influence des communistes; ils introduisirent des changements dans leur rapport, qui parut en 1879, plus de deux ans après le commencement de la campagne socialiste.

Récapitulons donc tout ce qui précède : de 1871 à 1876, dans leurs déclarations publiques, dans leurs congrès, dans leurs rapports, les ouvriers expriment des idées modérées, pacifiques, conservatrices. En 1876, ce prolétariat

si sage commence à être travaillé par M. Jules Guesde.

La semence du socialisme révolutionnaire allemand dans les têtes ouvrières se fit d'abord en petit comité, « en chambre », dirons-nous même.

M. J. Guesde, recevant quelques lettres aux *Droits de l'Homme*, puis au *Radical*, qui continua les *Droits de l'Homme* après leur suppression, se mit en rapport direct avec ses correspondants. Il allait les voir chez eux, au café, chez des marchands de vin. Il était accompagné, dans ces premières tournées, par un socialiste étranger, qui connaissait tous les écrits de Lassalle et de Karl Marx, toute la science socialiste allemande et qui a joué ainsi un rôle très considérable, quoique ce rôle ait été occulte, dans la formation du parti ouvrier révolutionnaire français (1).

(1) Ces particularités nous ont été découvertes sous la condition que nous ne ferions pas connaître le nom de cet « ouvrier » étranger de la révolution en France.

A la fin de 1877, le gouvernement du 16 Mai ayant supprimé le *Radical*, où M. Guesde faisait sa campagne collectiviste, celui-ci résolut avec ses premiers disciples de fonder un journal exclusivement socialiste, théorique et militant. Ils l'appelèrent l'*Égalité*. Le rédacteur en chef était M. Jules Guesde ; il avait pour collaborateurs MM. Emile Massard, Gabriel Deville, Gerbier, (1) Oudin.

L'*Égalité* annonça, dès son apparition, qu'elle avait pour correspondants : en Allemagne, MM. Bebel et Liebknecht, députés au Reichstag ; en Belgique, le docteur César de Pæpe ; en Espagne, M. Emile Digeon, l'homme de la commune de Narbonne (2) ; en Italie,

(1) Gerbier était le pseudonyme de M. Girard, aujourd'hui professeur de droit à la Faculté de Montpellier.

(2) M. Emile Digeon est aujourd'hui anarchiste; c'est un de ces révolutionnaires qui semblent surtout aimer, dans la révolution, le désordre. Il ne devait pas longtemps sympathiser avec les doctrinaires du socialisme allemand. Il cessa de sympathiser avec eux dès qu'il fut près d'eux. M. Digeon appartient à cette catégorie d'hommes dont Proudhon a dit qu'ils étaient plus haïssables que les bourreaux. C'est un martyr par vocation. Il est toujours indi-

MM. Gnocchi-Viani et Tito Zanardelli. M. Benoît Malon, qui était, au moment de la fondation de l'*Égalité*, en exil à Lugano, promit sa collaboration au nouveau journal. Il la lui donna très peu, d'ailleurs, aussi peu que la plupart des correspondants mis en vedette et qui n'écrivirent presque jamais.

La fondation de l'*Égalité* rencontra de très grandes difficultés. La législation sur la presse en 1877 mettait pour condition, à la publication d'un journal hebdomadaire à Paris, le dépôt d'un cautionnement de douze mille francs.

Les amis de M. Guesde n'avaient pas une pareille somme. En se cotisant et en faisant appel à la générosité du socialiste étranger

gné et persécuté. C'est le type du « délégué à l'ordre » dans les réunions d'anarchistes. Dans sa main la sonnette ne sert qu'à faire du bruit. Si nous insistons aussi longuement sur M. Digeon, c'est qu'il représente bien une certaine espèce de révolutionnaires dont nous ne pouvons nous occuper qu'en passant parce qu'elle ne mérite pas un chapitre. Cette espèce est celle des anciens « serviteurs de la démocratie », ignorants, déclamateurs, hommes de coups de main, amoureux du pouvoir, et qui, dans l'atmosphère doctrinaire que l'école allemande a créée dans le monde socialiste, sont fort mal à leur aise.

dont nous avons déjà parlé ils réunirent quatre ou cinq mille francs. C'était un capital suffisant pour faire paraître leur journal en province, car hors de Paris le cautionnement exigé par la loi n'était que de trois mille francs pour une publication hebdomadaire.

L'*Égalité* parut *officiellement* à Meaux, c'est-à-dire qu'elle y fut imprimée (1). Son premier numéro porte la date du 18 novembre. Il contient une déclaration nettement collectiviste, la première qui ait été faite en France par des écrivains français : « Nous croyons, disaient les rédacteurs de l'*Égalité*, avec l'école collectiviste à laquelle se rattachent aujourd'hui tous les esprits sérieux du prolétariat des deux mondes, que l'évolution naturelle et scientifique de l'humanité la conduit invinciblement à l'appropriation collective du sol et des instruments de travail. »

(1) L'*Égalité* ne fut guère distribuée qu'à Paris.

VII

LES DÉBUTS DU COLLECTIVISME

L'*Égalité*, en écrivant dans son premier numéro (1) que « presque tous les esprits sérieux du prolétariat des deux mondes se rattachaient au collectivisme », était bien sévère pour la classe ouvrière française. Celle-ci, en effet, dans toutes ses manifestations, en 1868 au congrès de Bruxelles, en 1872, en 1873, en 1876 avait repoussé les doctrines communistes et s'était même comportée comme si ces doctrines n'existaient pas (2). Nous avons signalé

(1) 18 novembre 1877.

(2) La Commune de Paris elle-même, dont Karl Marx avait déclaré l'Internationale solidaire et dont il avait écrit un éloge si magnifique et si inattendu, n'avait pas fait

chez les congressistes de 1876 le réveil de l'instinct de classe, qui se manifesta par la proposition Prost relative à la candidature ouvrière.

En votant cette proposition, les ouvriers, l'un d'eux le dit et fut applaudi, « ne voulaient pas faire acte de guerre contre la bourgeoisie »; ils voulaient seulement « que les plaintes des prolétaires arrivassent directement à l'oreille des gouvernants ».

Cette explication ôte au vote de la candida-

œuvre de communisme. Un seul des votes de la Commune de 1871 est inspiré par l'esprit révolutionnaire. C'est celui par lequel elle ordonna de dresser la statistique des ateliers abandonnés « pour leur prompte mise en exploitation par l'Association coopérative des ouvriers y employés ».

Cette mesure de socialisme révolutionnaire avait été précédée de quelques autres mesures de socialisme d'Etat, c'est-à-dire de socialisme conservateur — non destructif de la propriété individuelle.

Ainsi la Commune avait réduit à 6.000 francs par an le traitement des fonctionnaires de tous ordres; elle avait décrété qu'aucune administration publique ou privée ne pourrait imposer des amendes ou des retenues aux employés et aux ouvriers; elle avait interdit le travail de nuit dans les boulangeries.

Ces trois décrets sont restrictifs du droit d'abuser de la propriété et de la facilité de s'enrichir vite. Ils sont des actes de socialime d'Etat plus graves que ne le serait, par exemple, la limitation de la journée de travail à huit heures, mais ils procèdent du même esprit centralisateur et non pas d'un esprit révolutionnaire.



ture ouvrière par le congrès de 1876 toute signification révolutionnaire (1).

Dire à la fin de 1877, après tant de démonstrations de l'esprit conservateur des ouvriers, que tous les esprits sérieux du prolétariat avaient adopté le collectivisme, c'était dire implicitement que le prolétariat français comprenait peu d'hommes sérieux.

Le second congrès national ouvrier, qui se tint à Lyon à la fin de janvier 1878, montra que la classe ouvrière française n'avait pas encore été entraînée hors de la voie conservatrice par la propagande de M. Jules Guesde et que le socialisme allemand lui était toujours antipathique.

Le congrès de Lyon demanda que la journée de travail fût réduite légalement pour les femmes et les enfants. Le congrès rendit ce

(1) Voir à l'Appendice, sous le titre : *les Révolutionnaires et les premiers Congrès*, la très curieuse petite brochure qui parut à Londres, en 1876, contre les Congrès ouvriers coopératistes. Le rédacteur anonyme qui rédigea, au nom du groupe blanquiste la Commune révolutionnaire de Londres, ce pamphlet appelle les coopératistes : *les syndicaux*.

vote en considérant les femmes et les enfants comme des mineurs, comme des êtres « plus faibles ». Son vote fut un vote de philanthropie plus qu'un vote socialiste.

Le congrès émit le vœu que des institutions de crédit mutuel et des sociétés de production coopérative fussent fondées afin d'arriver à la longue à l'abolition du salariat.

Il définit le salariat un *état transitoire* entre le servage et un *état innommé*.

Le congrès vota l'institution de caisses de retraite pour la vieillesse et pour les invalides du travail. Mais il manifesta hautement ses préférences individualistes, c'est-à-dire son aversion pour le collectivisme en déclarant : « En principe, nous sommes contre toute intervention de l'État. »

Le congrès se prononça pour la candidature ouvrière, mais il fut entendu également, qu'au second tour de scrutin, les candidats ouvriers devraient toujours se retirer et leurs électeurs

se rallier au candidat républicain le plus avancé (1).

Le caractère conservateur et purement réformiste du congrès ouvrier de 1878 à Lyon fut accentué encore par le rejet de la première proposition collectiviste qui eût été faite dans une assemblée ouvrière française.

Cette proposition, qui marque l'entrée en ligne des collectiviste dans la bataille ouvrière, fut faite par deux guesdistes de la première heure : MM. Dupire et Ballivet.

En voici le texte :

« Considérant,

« Que l'émancipation des travailleurs ne sera un fait accompli que lorsque ceux-ci jouiront du produit intégral de leur travail ;

(1) Cette tactique a été abandonnée. Depuis que le parti ouvrier s'est constitué en parti de classe distinct, ses candidats maintiennent leur candidature au second tour de scrutin, même au risque de faire le jeu des adversaires de la République ou des républicains les plus modérés. Il y a eu souvent chez les républicains radicaux de belles colères contre des socialistes qui refusaient de se désister au scrutin de ballottage en faveur de leurs candidats. Dans plusieurs circonstances l'entêtement des socialistes à affirmer la séparation des classes a servi des candidats « conservateurs ».

« Que, pour atteindre ce but, il est nécessaire que les travailleurs soient les détenteurs des éléments utiles à la production : matières premières et instruments de travail ;

« Conséquemment,

« Le congrès invite toutes les Associations ouvrières à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail. »

Cette proposition, la première que les collectivistes aient risquée en France, fut rejetée par une assemblée qui ne comprenait que des ouvriers. Huit délégués seulement se rangèrent à l'opinion de MM. Dupire et Ballivet.

Ainsi, un an et demi après le commencement de la propagande communiste, le prolétariat français, solennellement consulté, se déclarait individualiste à une immense majorité.

Les doctrinaires du socialisme révolutionnaire allemand qui rédigeaient l'*Égalité* ne se découragèrent pas après cet échec. Au contraire, ils considérèrent comme un succès d'avoir trouvé dans le prolétariat des porte-paroles, des ouvriers pour révéler avec éclat, dans une

grande assemblée dont toute la presse suivait les travaux, l'existence de leurs théories, et l'*Égalité* continua sa campagne en vue du congrès international qui devait se tenir à Paris en 1878, pendant l'Exposition.

VIII

PREMIER CONTACT DES SOCIALISTES ALLEMANDS ET DES INDIVIDUALISTES FRANÇAIS

Nous venons de voir éclore le collectivisme allemand au milieu du prolétariat français. Sa première tentative au congrès de Lyon en 1878 ne fut pas heureuse. Mais sa défaite même lui servit. Elle prouva son existence. Les commentaires des journaux qui croient qu'on tue une idée nouvelle en la critiquant, comme les gouvernements croient qu'on se défend efficacement par des procès, et qui ignorent les uns et les autres la puissance meurtrière pour les idées du silence, de l'indifférence, les com-

mentaires des journaux conservateurs favorisèrent la propagande collectiviste en France. M. Jules Guesde et ses amis de l'*Égalité* redoublèrent de zèle dans leur propagande.

Attaqués par la presse « bourgeoise, » par la presse anarchiste de Suisse (1), contrecarrés par les Chambres syndicales ouvrières, où dominaient les idées coopératistes et réformistes (2), les Guesdistes, qui avaient formé autour de leur journal le groupe de l'*Égalité* firent lentement des recrues dans la partie la plus militante de la classe ouvrière (3).

Au mois de mars 1878, ils prirent part aux banquets anniversaires de la Commune et y firent voter des adresses aux socialistes étrangers. C'était donner à leur socialisme un caractère

(1) Voir le chapitre : MM. *Guesde et Brousse.*

(2) M. Chabert fut un de ces adversaires des débuts du collectivisme.

(3) Nous n'avons pas à entrer dans les minuscules détails de la lutte pour l'existence que soutint l'*Égalité*. On essaya de l'englober dans des poursuites contre des internationalistes. Elle se trouva un instant sans imprimeur, etc... Tous ces épisodes ne sont d'aucune importance.

international qui répugnait au patriotisme des ouvriers français. Mais ces hardis propagandistes étonnaient par leur activité. Ils allaient dans les groupes apporter leurs doctrines, les commentaires des articles de leur journal. Dans l'*Égalité*, ils faisaient la critique de toutes les idées qui avaient été adoptées par les congrès ouvriers. Les *leaders* de ces congrès avaient condamné la grève comme une arme inutile, les socialistes de l'*Égalité* recommandèrent la grève comme le seul moyen de combat. En même temps ils s'efforçaient de détruire la foi ouvrière, dans la coopération, dans l'instruction professionnelle assurée par l'épargne. Ils recommandaient la candidature socialiste ouvrière, opposée à toutes les candidatures « bourgeoises », mêmes radicales.

Cette prédication était nouvelle. Les prédicants étaient inconnus, éloquents, tenaces; ils avaient une phraséologie savante que les ouvriers ne comprenaient pas très bien. On les écoutait avec une certaine curiosité. On

n'allait pas à eux ; mais on ne se prononçait pas contre eux. Si dans ce moment il y eût eu dans la classe ouvrière un homme digne d'être opposé à M. Jules Guesde et capable de lui tenir tête en défendant les idées de réforme contre les idées de révolution, le prolétariat français serait sans doute orienté aujourd'hui dans une autre voie.

Mais tout conjurait pour les collectivistes. Ils étaient plus ardents, mieux armés pour la lutte : ils avaient un journal. Leurs adversaires n'en possédaient pas. Le *Prolétaire*, qu'ils se préparaient à faire paraître, aurait-il existé déjà que sans doute il n'aurait pas plus osé heurter de front l'*Égalité* que ses futurs rédacteurs n'osaient combattre résolument M. Guesde et consorts dans les groupes. C'est sur des questions incidentes que se manifestait l'opposition des deux partis, des collectivistes et des coopératistes. Ainsi M. Chabert soutenait l'inefficacité des grèves, mais il ne généralisait pas le débat. Il y avait contraste

entre les premiers frères prêcheurs du socialisme allemand en 1878 et les chefs du mouvement ouvrier réformiste. Il n'y avait pas conflit. Entre les deux groupes, la masse hésitait. On ne se prononçait pas. On accueillait bien M. Guesde et ses amis, mais on ne se ralliait pas à eux. Vers le milieu de 1878, les guesdistes n'avaient entraîné dans leur voie que six corporations, celles des mécaniciens, des menuisiers, des tailleurs, des mégissiers, des serruriers, des employés de commerce et une Société de consommation l'*Égalitaire* (1). C'était une bien petite force. Cette poignée de révolutionnaires domina la masse réformiste, s'imposa à elle, et, grâce à la connivence inconsciente du gouvernement, qui dans cette cir-

(1) Il faut noter que les professions des menuisiers, des tailleurs et des employés de commerce ont toujours été, depuis dix ans à l'avant-garde révolutionnaire.

Le premier meeting en plein air, celui de l'Esplanade des Invalides, qui fit tant de bruit, fut organisé par une Chambre syndicale de menuisiers. Un des groupes anarchistes les plus violents est un groupe de tailleurs : l'*Aiguille*. Une Chambre syndicale d'employés de commerce a eté mélée à l'organisation de quelques-uns des meetings tumultueux qui se sont tenus pendant l'hiver de 1885.

constance encore ne sut pas être libéral avec habileté, donna un caractère socialiste au congrès ouvrier de 1878 et fit glisser le parti ouvrier en pleine révolution.

IX

TRIOMPHE DU COLLECTIVISME

Le Congrès de Lyon (1) avait donné mandat aux Chambres syndicales de Paris d'organiser un Congrès international au mois d'août 1878, pendant l'Exposition. Quand on commença dans les groupes ouvriers à parler du Congrès international, un double courant contraire se dessina. Les socialistes révolutionnaires purs voulaient donner au Congrès un programme exclusivement révolutionnaire ; les coopératistes des anciens congrès voulaient maintenir la tradition des premières assemblées ouvrières.

(1) Janvier 1878.

L'intransigeance des recrues socialistes faillit causer un déchirement. M. Guesde et ses amis eurent de grandes peines à amener leurs adhérents à composition. Ceux-ci, avec l'ardeur des néophytes, parlaient de laisser les coopératistes se réunir entre eux et d'ouvrir, en face de ce congrès, un autre congrès révolutionnaire. Cette lutte au berceau eût été meurtrière pour le parti. M. Guesde la prévint. Le programme des travaux du Congrès put contenter les deux fractions du prolétariat.

Cette première difficulté aplanie, il en surgit une autre beaucoup plus grave. La Préfecture de police fit avertir la commission d'organisation que la réunion du Congrès ne serait pas tolérée. Cette commission, où ne dominaient pas les révolutionnaires, ne voulut pas passer outre à l'interdiction. Elle arrêta ses travaux.

M. Jules Guesde et ses amis et les six Chambres syndicales adhérentes à son programme

s'emparèrent du mandat que la commission d'organisation abandonnait. Ils préparèrent seuls le Congrès, reçurent avec solennité et comme représentants autorisés de la classe ouvrière française, les délégués des *Trade's Unions* d'Angleterre.

Cette énergique attitude de la minorité bravant le pouvoir fit une forte impression sur les groupes qui avaient renoncé à prendre part au Congrès, quand la police avait dit qu'elle en empêcherait la réunion.

Le 3 septembre 1878, le socialisme révolutionnaire remporta sur les idées pacifiques, de réforme, une grande victoire. Les groupes résignés jusque-là à l'interdiction du Congrès demandèrent pour leurs délégués des cartes d'invitation chez M. Finance, au domicile duquel la minorité guesdiste avait décidé que les congressistes se réuniraient.

Particularité très importante : au nombre des groupes qui firent ainsi, en quelque sorte, amende honorable au socialisme révolution-

naire, qui se placèrent derrière son chef, M. Jules Guesde, figurait le groupe du *Prolétaire* (1), composé des anciens meneurs coopératistes.

Ainsi le socialisme révolutionnaire l'emportait par son audace; lui qui n'avait jusqu'alors rallié qu'une infime minorité dans le prolétariat français, il prenait la tête du mouvement ouvrier. Le gouvernement compléta sans le vouloir la victoire des communistes.

A la porte du domicile de M. Finance, rue des Entrepreneurs, à Grenelle, il posta des agents qui arrêtèrent les congressistes, le 4 septembre, au moment où ils allaient entrer chez leur hôte.

Trente-huit d'entre eux furent poursuivis devant la dixième chambre. Ils confièrent le soin de présenter leur défense collective à M. Jules Guesde.

Celui-ci fit un long discours, véritable mani-

(1) Le journal n'existait pas encore, mais un groupe qui portait ce nom en préparait la publication.

feste du socialisme révolutionnaire, qui, en raison de la tribune exceptionnelle où il fut prononcé, eut un grand retentissement. Ce qui eût été presque inaperçu au Congrès fut remarqué à la barre du tribunal. Ce procès fut une « réclame » pour le socialisme révolutionnaire, une de ces réclames comme ses apôtres en souhaitaient, mais n'en croyaient pas obtenir.

M. Guesde et ses amis furent condamnés à la prison. Mais, condamnés, il furent les vainqueurs, car la classe ouvrière adopta leurs idées.

Ces infatigables propagandistes profitèrent de l'immense publicité qu'on venait de leur faire. Ils répandirent à plusieurs milliers d'exemplaires leur défense collective dans les ateliers, dans, les chantiers. De Sainte-Pélagie, où on les avait enfermés, ils lancèrent un premier « appel aux prolétaires, aux paysans propriétaires et aux petits patrons », les invitant à se grouper en vue :

« 1° De mettre à la charge de la société les frais d'entretien, d'éducation et d'instruction intégrale et professionnelle de tous les enfants sans distinction ;

« 2° De reprendre à leurs détenteurs le sol et les instruments de travail, c'est-à-dire tout le capital, tant mobilier qu'immobilier, et de constituer ce capital social ou national en propriété sociale ou nationale, indivise et inaliénable. »

A cet appel répondirent des adhésions nombreuses de Vienne, de Troyes, de Saint-Étienne, de Pontoise, d'Orléans, de Perpignan, de Marseille, de Cette, de Béziers, de Grenoble, de Limoges, de Puteaux, etc.

Le parti communiste ou collectiviste existait. Il ne lui manquait plus qu'un acte de naissance, qu'une pièce officielle qui constatât qu'il était venu au monde en France. Le Congrès national ouvrier de Marseille, en octobre 1879, fut cette constatation. Ce congrès est le premier où la classe ouvrière française se soit déclarée révolutionnaire.

X

LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER

INTERVENTION DE KARL MARX DANS LE MOUVEMENT SOCIALISTE FRANÇAIS

Le congrès national ouvrier, tenu à Marseille, vota, par soixante-treize voix contre vingt-sept, la nécessité de la rentrée à la collectivité de tous les moyens de production et le recours pour accomplir cette appropriation à la force, c'est-à-dire à la révolution. Il adopta encore un projet d'organisation du parti des travailleurs socialistes (1). Il décida que le prolétariat entrerait dans les luttes électorales

(1) La France fut divisée en six régions : celle de Paris ou du Centre, celle de Lyon ou de l'Est, celle de Marseille ou du Midi, celle de Bordeaux ou de l'Ouest, celle de Lille ou du Nord, celle d'Alger ou de l'Algérie.



pour conquérir les pouvoirs municipaux et législatifs.

A ce parti nouveau il fallait un programme. Laisserait-on chaque groupe interpréter à sa manière les votes de Marseille? Cette anarchie eût rendu les hérésies trop faciles et trop nombreuses.

M. Jules Guesde s'entretenait par correspondance avec M. Benoît Malon, alors réfugié en Suisse, avec M. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, avec un homme dont nous allons avoir bientôt à étudier le rôle, M. Paul Brousse, et directement avec ses amis de Paris de la nécessité de rédiger un programme unique, qui serait le programme national du parti socialiste français. Tous s'accordaient à désirer que ce programme fût élaboré. M. Guesde, en mai 1880, se décida à agir. Il se rendit à Londres pour conférer avec Karl Marx. Il passa deux jours auprès du célèbre socialiste dont il était le disciple et en France le continuateur. Marx réunit quatre ou cinq personnes mar-

quantes du parti révolutionnaire pour travailler au programme que M. Guesde venait chercher. Il y eut des conférences auxquelles prirent part, avec Karl Marx, MM. Fr. Engels, Jules Guesde, Lafargue et Lombard.

M. Paul Brousse, qui était à Londres le familier de la maison de Marx, ne fut pas admis dans ces entretiens. Son amour-propre en souffrit.

Plus tard il devait faire sentir son dépit à M. Guesde en ameutant contre lui toutes les envies des socialistes, en l'expulsant du parti et en amendant le programme.

Voici le texte de ce document, tel qu'il fut arrêté par les cinq chefs socialistes :

PROGRAMME

Elaboré en conformité des décision du Congrès national tenu à Marseille du 20 *au* 31 *octobre* 1879, *adopté au Congrès régional de la Fédération du Centre tenu à Paris du* 18 *au* 25 *juillet* 1880, *confirmé par le Congrès national tenu au Havre du* 16 *au* 22 *novembre* 1880.

Considérant,

Que l'émancipation de la classe productive est

celle de tous les êtres humains, sans distinction de sexe ni de race;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédit, etc.);

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir;

1° La forme individuelle, qui n'a jamais existé à l'état de fait général, et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel;

2° La forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste;

Considérant,

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes :

A. — *Partie politique*.

1° Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout de la loi contre l'Association internationale des Travailleurs. — Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron et l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme ;

2° Suppression du budget des cultes et retour à la nation « des biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses » (décret de la Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations ;

3° Suppression de la Dette publique ;

4° Abolition des armées permanentes et armement général du peuple ;

5° La Commune maîtresse de son administration et de sa police.

B. — *Partie économique*.

1. Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. — Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. — Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de quatorze ans ; et de quatorze à dix-huit ans, réduction de la journée de travail à six heures ;

2. Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières ;

3. Minimum légal des salaires, déterminé, chaque

année, d'après le prix local des denrées, par une commission de statistique ouvrière;

4. Interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français,

5. Égalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes;

6. Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société, représentée par l'Etat et par la commune;

7. Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides du travail;

8. Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers;

9. Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionnée au nombre des ouvriers employés et aux dangers que présente l'industrie;

10. Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers; suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires (décret de la Commune du 27 avril 1871);

11. Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.), et l'exploitation de tous les ateliers de l'État confiée aux ouvriers qui y travaillent;

12. Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3.000 fr. — Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20.000 francs.

Le programme rapporté de Londres fut envoyé aux Chambres syndicales et aux Cercles d'études sociales, qui l'étudièrent et le complétèrent même. Ainsi les groupes de Lyon ajoutèrent à l'article 2 de la *partie politique* relatif à la sécularisation des biens des congrégations religieuses, le membre de phrase : *y compris les annexes industrielles et commerciales de ces corporations*. Au mois de juillet 1880, le Congrès de la Fédération du Centre, tenu à Paris, dans la salle de l'Alhambra, l'adopta. Au mois de novembre suivant, le quatrième Congrès national, tenu au Havre, ratifia le vote de la Fédération parisienne.

Le programme rédigé par Marx, Engels, Guesde, Lafargue, Lombard devint le programme officiel, imposé à tous les candidats du parti socialiste révolutionnaire.

On vit, cependant, à l'occasion de ce programme, poindre dans la classe ouvrière française le petit schisme anarchiste. A Paris, comme au Havre, certains citoyens prêchèrent l'abstention électorale et l'action révolutionnaire (1).

Un autre fait important marqua le Congrès ouvrier national du Havre. Il y eut rupture complète entre les révolutionnaires et les débris du parti coopératiste, restés fidèles aux traditions progressistes du Congrès de 1876 et de 1878, et qui répudiaient la politique violente inaugurée à Marseille en 1879. On vit le Congrès du Havre se scinder en deux assemblées. Les collectivistes et les anarchistes sortirent avec éclat de la salle où se tenaient les organisateurs coopératistes du Congrès. Ils allèrent dans un autre local (2). C'est donc entre eux

(1) Voir le chapitre : *Anarchie.*

(2) Nous n'aurons plus l'occasion de parler de ces ouvriers si raisonnables en leurs demandes de 1876 et de 1878. Le gouvernement ayant organisé vers 1880, au ministère de l'intérieur, un bureau des Sociétés profession-

que les révolutionnaires, collectivistes et anarchistes examinèrent et adoptèrent le programme de Londres, l'œuvre de M. Jules Guesde qui put, après le vote, se considérer comme le Père du socialisme en France. Ne venait-il pas de lui donner son *Credo* ?

nelles, son contact a été funeste au mouvement ouvrier conservateur. Les prolétaires sont entrés en défiance contre un socialisme à qui le pouvoir a donné en quelque sorte, en le subventionnant, un caractère officiel.

Un autre Congrès ouvrier conservateur s'est tenu en 1882, croyons-nous, à Saint-Mandé. Mais il n'a pas eu d'importance. Les militants de la classe ouvrière sont tous passés à la révolution.

XI

MM. PAUL BROUSSE ET JULES GUESDE

Nous avons vu M. Jules Guesde prendre, en quatre années, une place prépondérante dans le parti ouvrier français. En 1876 et 1877, il vient enseigner le socialisme aux ouvriers et aux jeunes bourgeois révolutionnaires du quartier Latin. En 1878, il trouve des ouvriers pour faire une brutale proposition collectiviste au Congrès coopératiste et conservateur de Lyon. Dans la même année il prononce, devant la dixième chambre, le manifeste du parti ouvrier. En 1879, les idées qu'il propageait depuis deux ans et demi sont adoptées officiellement au Congrès de Marseille par les délégués de la

classe ouvrière. En 1880, c'est un programme rédigé par lui, présenté par lui, qui est adopté comme programme officiel.

En 1880, le parti ouvrier, c'était M. Jules Guesde. Il l'eût mené où il aurait voulu. Il en était le théoricien, l'orateur, le polémiste, le fondateur.

L'année suivante il s'y trouva en minorité.

Comme Karl Marx s'était heurté à Bakounine dans l'Internationale, M. Jules Guesde se heurta, dans le parti ouvrier, à M. Paul Brousse.

M. Paul Brousse et M. Jules Guesde se connaissaient depuis longtemps. M. Brousse, né à Montpellier, l'avait fréquenté dans les bureaux des *Droits de l'Homme*, en 1870 et 1871, pendant que M. Guesde en était le rédacteur en chef. Il avait même contribué aux frais de ce journal. En ce temps, c'était un étudiant frondeur, républicain radical, ami du peuple, ambitieux comme on l'est à cet âge. Il faisait des conférences dans les faubourgs.

Enfin il se remuait. En 1871 ou 1872, M. Brousse fut condamné, pour un petit délit de presse, à trois mois de prison. Avant qu'on l'incarcérât, il s'enfuit en Espagne. Là il tomba dans les sections anarchistes de l'Internationale alliées à Bakounine. Il prit, dans ce milieu, son premier bain révolutionnaire complet. D'Espagne il vint en Suisse, où il rencontra Bakounine. L'ambitieux ennemi de Karl Marx enrôla sous sa bannière le jeune étudiant de Montpellier.

A partir de ce moment, MM. Brousse et Guesde cessèrent de se voir et même de correspondre, chacun tirant de son côté : M. Brousse s'enfonçant de plus en plus dans l'anarchisme, rédigeant des brochures et des journaux anarchistes, créant des sections anarchistes en Italie ; M. Guesde, au contraire, restant fidèle à ses idées et à son tempérament autoritaire.

Quand l'*Égalité* parut à Paris et commença sa campagne collectiviste, M. Brousse en attaqua vivement les fondateurs dans une petite feuille révolutionnaire suisse : l'*Avant-*

Garde (1). Il les accusa d'ambition personnelle, et leur reprocha d'être seulement des chercheurs de candidature. Quelques mois plus tôt (2), au Congrès international de Gand, M. Paul Brousse s'était prononcé contre le collectivisme avec violence.

En 1879, il fut condamné, en Suisse, à quelques mois de prison pour excitation au régicide. Au sujet de cette condamnation, M. Jules Guesde publia dans le *Citoyen*, où il écrivait alors, une note élogieuse pour son ancien ami. Une réconciliation s'ensuivit. Elle fut d'autant plus facile que M. Brousse avait renoncé à ses idées anarchistes. Après sa condamnation il s'était rendu à Londres, où il avait été accueilli par Karl Marx. Il avait pris part aux entretiens, par correspondance, où fut préparé, au commencement de 1880, le programme officiel du parti ouvrier. Quand M. Guesde vint conférer avec Marx pour terminer ce pro-

(1) 1877-1878.

(2) Août 1877.

gramme, M. Brousse fut écarté de leurs conférences. Il dut en être gravement offensé. Cependant les relations continuèrent à être excellentes entre les deux anciens amis. M. Brousse, en juillet 1880, entra à l'*Égalité* en même temps qu'au *Prolétaire*. Il engagea un peu d'argent dans l'entreprise de ce dernier journal.

Sa position fortunée dans un parti où il n'y a guère que des pauvres, sa longue proscription volontaire, sa liaison avec tous les chefs révolutionnaires étrangers qu'il avait connus et dont il parlait avec un ton d'égalité, donnèrent à M. Paul Brousse une certaine importance dans les groupes ouvriers. Il reconnut bien vite que M. Guesde, justement à cause de la domination qu'il exerçait sur le parti, y avait excité contre lui des jalousies et des défiances. M. Brousse attisa adroitement ce feu. Il irrita les jeunes bourgeois ralliés à la révolution contre l'homme qui se croyait leur chef, qui prétendait penser pour eux et seulement les

faire agir, qui les réduisait au rôle de lieutenants sous ses ordres. L'ancien bakouninien reparaissait en M. Brousse, qui soutenait que chacun devait être libre de se mouvoir dans la révolution et qu'une forte direction y était inutile. Toute cette propagande antiguesdiste se faisait en silence, avec une très grande habileté. M. Brousse minait son adversaire et ne l'attaquait pas. Il rendait hommage à son talent, mais « parmi ceux qu'il voulait tenir sous lui, il y avait d'autres hommes qui, peut-être, le valaient bien », etc... Les guesdistes ne connurent pas, jusqu'à la fin de 1880, la campagne menée contre leur chef par M. Brousse ni les germes de division semés dans le parti par l'ancien anarchiste.

C'est au commencement de 1881 qu'ils découvrirent le danger. Déjà il était grand, d'autant plus grand que M. Jules Guesde, par son intransigeance, avait froissé d'anciens amis à lui et préparé à M. Brousse des alliés.

Au mois d'octobre 1880, parut, à Lyon, un

journal quotidien, l'*Émancipation sociale* (1), organe du parti ouvrier. Il vécut à peine deux mois. M. Guesde s'y trouva le collaborateur de M. Benoît Malon, qu'il avait connu en Suisse et qui avait été son collaborateur à l'*Egalité*. M. Benoît Malon est un homme fort instruit, sincère en ses opinions, ami de la liberté, tolérant, conciliant même. Personne n'est moins intransigeant que lui. A l'*Emancipation*, il aurait fait une campagne collectiviste, mais il eût aussi gardé certains ménagements, sinon pour les ennemis déclarés, au moins pour les « douteux », pour ceux dont on pouvait espérer la conversion. M. Guesde se fit dans les bureaux du journal le chien de garde de la pure doctrine absolue. Sous son influence, contre l'humeur de M. Benoît Malon, l'*Emancipation* fut un journal violent, agressif, intransigeant. M. Benoît Malon se trouva offensé de s'être laissé dominer par un

(1) L'*Égalité* disparut pour se fondre dans le nouveau journal.

homme plus jeune que lui. Quand il revint à Paris, il était mal disposé contre M. Guesde. Il arriva au milieu de l'intrigue de M. Brousse et, involontairement peut-être, il s'y mêla, reprochant à M. J. Guesde son « autoritarisme »

Le bruit que M. Guesde aspirait à la dictature commença à courir dans les groupes et dans les cercles d'études sociales. On prit de la défiance contre l'accusé. Les anciens meneurs coopératistes, qui s'étaient à contre-cœur ralliés au collectivisme, mais qui tenaient rancune à M. Jules Guesde de leur avoir pris leur troupe et qui étaient heureux d'avoir leur revanche, se joignirent à ses adversaires. Bientôt tout le terrain fut miné sous ses pieds. Il ne garda que quelques amis, ceux de la première heure, que l'intrigue des autres ne put pas lui enlever (1).

(1) Au nombre de ces amis fidèles à M. Guesde, il faut compter tout d'abord M. Gabriel Deville. M. Deville est, dans le socialisme français, une intéressante figure. C'est un tout jeune homme, dont la famille est riche, dont l'éducation a été excellente, et qui, non par entraînement sentimental, mais par réflexion, est devenu révolution-

Les rédacteurs de l'*Emancipation* de Lyon, en publiant leur journal, avaient pris l'engagement collectif de n'être pas candidats aux prochaines élections. Fondée en octobre, l'*Emancipation* tomba en décembre 1880. Or, au mois d'août 1881, M. Jules Guesde accepta d'être candidat à Roubaix.

Ce fut le signal de la guerre. Les envies, les rancunes firent explosion.

Le *Prolétaire* dénonça M. Guesde comme infidèle à sa parole d'honneur. Celui-ci répondit qu'il avait été délié de l'engagement le jour où l'*Emancipation* avait cessé de paraître; que, d'ailleurs, « il appartenait au parti » et qu'il n'avait pas pu « se refuser » aux révolutionnaires de Roubaix.

De part et d'autre la bonne foi ou la mauvaise foi était égale. M. Guesde demeura candidat et ne fut pas élu. L'hostilité du *Prolé-*

naire. M. Deville possède mieux que personne la doctrine des maîtres socialistes. Il est en France, avec M. Guesde, M. Lafargue, M. Malon, un des meilleurs vulgarisateurs de cette doctrine.

taire ne lui retira pas sans doute une seule voix.

Ce qui est important dans cette escarmouche, c'est qu'elle marque le commencement des hostilités directes entre M. Brousse et M. Guesde dans le parti ouvrier.

Jusqu'à la fin de l'année 1881, les deux partis s'observèrent Ils eurent un engagement sérieux au Congrès de Reims. Mais la paix apparente survécut encore à ce Congrès.

Au Congrès national de Reims (octobre-novembre 1881), quarante-quatre délégués représentaient environ cent cinquante Chambres syndicales. MM. Malon et Brousse proposèrent l'institution d'un comité national siégeant à Paris.

La manœuvre était habile. A l'autorité morale de M. Guesde, à laquelle le parti avait été soumis depuis sa fondation, elle substituait une autorité régulière, constituée, où tous les ambitieux pourraient avoir leur part. Par trente-six voix contre cinq, deux abstentions et un

bulletin nul, le Comité national fut institué (1). Ce vote mettait fin à la suprématie de M. Jules

(1) Voici le texte de la résolution d'où sortit le Comité national :

« Art. 1er. — Pour servir de lien entre les régions fédérales ouvrières, dont l'ensemble forme le *parti ouvrier* ou des travailleurs, un Comité national sera formé par les intéressés.

« Son siège provisoire sera à Paris et pourra toujours être changé par les adhérents.

« Art. 2. — Le mandat de ce Comité est fixé comme suit :

« *a*. Exécution des décisions prises par les Congrès nationaux ;

« *b*. Communications de tous genres ; correspondance, dans le parti, avec les Fédérations régionales ouvrières ; hors du parti, avec tous les groupes socialistes, nationaux ou étrangers, constitués en vue de l'abolition du salariat ;

« *c*. Statistique générale du parti.

« Art. 3. — Le Comité rendra compte de son mandat à la tenue de chaque Congrès national.

« Art. 4. — Le Comité est formé à raison de cinq délégués choisis et toujours révocables, par chaque région fédérale ouvrière.

« Un délégué ne pourra représenter qu'une seule Fédération.

« La durée du mandat de chaque délégué est fixée à un an.

« En cas de contestation sur un mandat par une Fédération, les Fédérations seront consultées et décideront.

« Art. 5. — Chaque Fédération régionale ouvrière reste toujours autonome pour ses affaires privées et les moyens d'action locaux.

« Les décisions d'intérêt général sont soumises à chaque Fédération ouvrière.

« Art. 6. — Le Comité ne pourra entraver sous aucune forme les rapports des Fédérations et des groupes entre eux. »

Guesde. D'un dictateur moral qu'il avait été jusqu'alors, elle en faisait un simple membre du Comité dont les propositions devraient être soumises à une majorité composée de ses ennemis.

Il aurait été sage de se borner à ligotter ainsi M. Guesde, à arracher le parti à son arbitraire puisqu'on avait peur de lui. Mais M. Brousse, qui n'avait pas été admis à discuter le programme avec Karl Marx et M. Guesde, à Londres, en mai 1880, avait une répugnance personnelle pour ce programme. Il voulait y toucher, y introduire des changements pour qu'il ne fût pas l'œuvre de son adversaire seul.

Depuis qu'il avait entrepris de précipiter M. Guesde de la première place, M. Brousse n'avait pas manqué de se faire contre lui une arme de l'absolutisme du programme du Havre. Il avait, flattant les goûts d'indépendance de chacun, soutenu qu'il serait plus rationnel de laisser les groupes d'une même lo-

calité s'entendre entre eux pour présenter les idées du programme sous la forme la plus propre à rallier au parti les indécis.

Les élections de 1881 fournirent au Congrès de Reims un argument à M. Brousse. Au 21 août, le programme du parti n'avait pas rallié dans toute la France 60.000 voix. Les adversaires de M. Guesde pouvaient dire à bon droit : « Le programme est mauvais puisque, au lieu de nous donner des électeurs, il nous en fait perdre. »

C'est ce qu'ils dirent quand ils proposèrent « l'élargissement du programme ». M Guesde se démena en vain pour défendre son œuvre et celle de Marx. Il y avait contre lui dans le Congrès d'invincibles préventions. On le vit bien quand il demanda au moins que le programme du Havre fût maintenu jusqu'au prochain Congrès national et, qu'en attendant, les Fédérations régionales fussent consultées *sur* les changements à y introduire.

Cette proposition fut repoussée à l'unanimité moins quatre voix.

Mais MM. Brousse, Malon, Joffrin, etc. l'ayant représentée, elle fut votée à l'unanimité.

Il semble donc qu'il y ait eu au Congrès de Reims un mot d'ordre de ne rien accepter qui émanât de l'initiative de M. Guesde. C'était la revanche des asservis contre celui qui les avait menés ; M. Guesde, marxiste, tombant dans le parti ouvrier sous l'effort sourd et continu de M. Brousse, bakouninien, c'est le recommencement de l'histoire de l'Internationale. Mêmes accusations de dictature d'une part ; de l'autre, même ambition dissimulée sous des prétextes libéraux, mêmes doctrines en présence. Autres hommes seulement et rôles renversés : le marxiste Guesde ardent comme était Bakounine ; le bakouninien Brousse politique, calculateur, comme avait été Karl Marx.

XII

DÉCHIREMENT DU PARTI OUVRIER

Après le Congrès de Reims, la discorde fut dans le parti ouvrier. Mais, officiellement, il resta encore uni pendant quelque temps.

M. Guesde, qui avait été opposé à l'institution du Comité national, y entra, avec quatre de ses amis, comme représentant de la fédération du Nord. Dans le Comité, il se trouva en présence d'une forte majorité hostile, mais dont l'hostilité n'était pas déclarée. On se voyait encore, on se serrait la main, « on n'était pas d'accord sur les questions de tactique, mais on s'entendait bien sur le fond, etc... »

Au mois de décembre 1881, quand M. Guesde fit reparaître l'*Egalité*, avec MM. Deville, Lafargue et Massard, le *Prolétaire* « souhaita la bienvenue au nouveau journal socialiste ». L'*Egalité* remercia en bons termes.

Cet échange de politesse précéda à peine de huit jours la rupture éclatante à laquelle devait fatalement aboutir le conflit latent entre MM. Brousse et Guesde.

Le 18 décembre 1881 il y eut, à Montmartre, une élection municipale. M. Joffrin, membre du Comité national, était candidat des groupes du XVIII[e] arrondissement, adhérents au parti ouvrier. L'*Egalité* ne combattit pas la candidature de M. Joffrin, mais elle ne la soutint pas. Pourquoi? Parce que M. Joffrin avait substitué aux considérants du « programme officiel » les considérants de l'Internationale, augmentés de considérants nouveaux, et parce qu'il avait modifié le programme lui-même en trois points importants.

Les considérants du programme de M. Jof-

frin étaient révolutionnaires, avec une ambiguïté cependant. Ils ne disaient pas aussi clairement que les considérants officiels si, après la révolution, la propriété serait collective ou resterait individuelle.

Dans le programme proprement dit, M. Joffrin avait supprimé l'article du Havre qui demandait « la fixation du minimum des salaires d'après le prix local des denrées », et l'article qui demandait « l'abolition de l'héritage au-dessus de 20.000 francs ».

L'article portant « réduction à huit heures de la journée de travail » avait été amendé et disait seulement : « fixation légale de la journée de travail ». Enfin, M. Joffrin avait signé : *candidat ouvrier*, et non pas *candidat du parti ouvrier*.

Après l'élection (1), les cinq représentants de la Fédération du Nord au Comité national, MM. Bazin, Gabriel Deville, Gardrat, Jules Guesde, Josselin, demandèrent que le Comité

(1) M. Joffrin ne passa pas.

blâmât l'indiscipline des groupes de Montmartre, qui avaient substitué un programme au programme officiel. A la majorité de tous les membres, contre les cinq délégués du Nord, le Comité approuva la conduite des groupes de Montmartre.

En même temps, une polémique éclatait entre l'*Egalité* et le *Prolétaire*. Les hommes de l'*Egalité* furent traités d'autoritaires, de marxistes ; dans la réplique, ils eurent la mauvaise inspiration de vouloir flétrir leurs adversaires en les appelant *possibilistes*. Cette épigramme malheureuse, car vraiment il faudrait être peu raisonnable pour n'être pas *possibiliste*, aussi bien en économie sociale qu'en tout autre ordre d'idées, fut inspirée à l'*Egalité* par une phrase du *Prolétaire* : « Nous voulons fractionner notre but, avait dit ce journal, jusqu'à le rendre possible ». D'où le mot *possibiliste*, qui fut inventé au mois de janvier 1882, et qui fut et qui est resté la plus grave injure qu'un guesdiste puisse adresser à un en-

nemi Quand un guesdiste vous appelle possibiliste, c'est aussi sérieux que lorsqu'un cocher de fiacre appelle un de ses collègues Collignon.

Le *Prolétaire*, où la résolution d'expulser M. Guesde du parti paraît avoir été dès longtemps arrêtée, prit prétexte de la polémique de l'*Egalité* pour la citer devant l'*Union fédérative du Centre*.

On reconnaît dans ce coup la main du madré Brousse.

Les rédacteurs du *Prolétaire* faisaient tous partie de l'Union fédérative du Centre (Comité fédéral des groupes parisiens). C'était donc devant eux qu'ils citaient leurs ennemis à comparaître.

La constitution du parti ouvrier eût permis à l'*Egalité* d'en appeler au Comité national du jugement rendu par l'Union du Centre. Mais tous les rédacteurs du *Prolétaire* faisaient partie du Comité national. Il n'y avait même

qu'eux qui en fissent partie : le Comité national, c'était le *Prolétaire* (1).

L'*Egalité* fut exclue de l'Union fédérative du Centre ; elle ne donna pas à ses ennemis la joie de la juger une seconde fois en allant en appel. Les membres guesdistes du Comité national envoyèrent leur démission à la Fédéra- du Nord, qu'ils représentaient. Enfin, ils organisèrent à Paris, contre l'Union fédérative du Centre, une fédération nouvelle, la *Fédération du Centre*, à laquelle se rallièrent à la fin de cette longue crise tous les groupes guesdistes de Paris.

M. Guesde, qui avait créé le parti ouvrier en 1879 et 1880, y était donc traité en suspect en 1881. En 1882, on l'en chassa solennellement

L'exécution se fit au Congrès de Saint-Étienne au mois de septembre 1882. Les adversaires de M. Guesde prirent pour s'assurer

(1) Hormis les cinq délégués de la Fédération du Nord, qui étaient guesdistes, tous les membres du Comité national étaient dans la main de M. Brousse, qui disposait donc de vingt-cinq voix sur trente.

le triomphe de grandes précautions. Comme s'ils craignaient un retour de fidélité du parti vers son fondateur, à la veille du Congrès, ils changèrent le mode de votation. Jusqu'alors on avait, dans les congrès ouvriers, voté par délégué. Au Congrès de Saint-Étienne, on vota par groupe. A chaque délégué, autant de voix qu'il représentait de groupes.

Les « possibilistes », pour profiter de ce nouveau règlement, firent la chasse aux mandats. Ils écrivirent à tous les groupes trop pauvres pour payer l'envoi d'un délégué, leur demandant de mandater un membre d'un autre groupe. Il y eut même des mandats en blanc qu'on se partagea entre antiguesdistes à la veille de l'ouverture du Congrès.

Pour appuyer l'attaque contre M. Jules Guesde, on alla chercher M. Clovis Hugues, député de Marseille (1). Comme si toutes ces précautions ne suffisaient pas, on refusa satisfac-

(1) M. Clovis Hugues fit partie au Congrès de la délégation marseillaise dont le conseil municipal de Marseille paya les frais.

tion à M. Guesde quand il demanda, au Congrès de Saint-Étienne que, dans l'examen du conflit pendant entre l'Union fédérative, le Comité national d'une part et la Fédération du Centre de l'autre part, les membres du Comité et de ces deux fédérations, fussent récusés.

Le parti pris de condamner les guesdistes était bien évident, puisque leurs accusateurs restaient leurs juges. On en eut une autre preuve lorsqu'on rejeta la proposition guesdiste d'accorder « même temps de parole, et dans la même séance, aux deux parties en présence. »

Les guesdistes se retirèrent alors du Congrès et allèrent tenir un Congrès rival à Roanne. Les ennemis des révolutionnaires eurent le plaisir de voir « les possibilistes » exclure les guesdistes du parti, et les guesdistes prononcer la dissolution du Comité national, l'exclusion du parti de toutes les Chambres syndicales et groupes qui resteraient en communication avec ce Comité, etc.

La coupure, secrètement désirée par beaucoup de sous-officiers de l'armée socialiste, impatients de la discipline de M. Guesde, et préparée si longuement par M. Paul Brousse était faite.

Voici le texte *in extenso* du programme de M. Joffrin, à Montmartre. C'est sur ce programme que la scission éclata entre les guesdistes et les possibilistes.

PROGRAMME GÉNÉRAL

Considérant,

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes;

Que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes devoirs;

Que l'assujettissement du travailleur au détenteur du capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national; qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leurs concours théorique et pratique;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux du monde entier, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans de vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés;

Par ces raisons,

Le Parti ouvrier socialiste dans le XVIIIe arrondissement déclare:

1. Que le but qu'il poursuit est l'émancipation complète, non pas seulement de la classe salariée, mais aussi de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de couleur et de nationalité;

2. Que cette émancipation ne sera complète que lorsque les moyens de production seront mis par la société à la disposition de tous et que « chacun donnant selon sa force recevra suivant ses besoins; »

3. Que pour atteindre à cette émancipation, il est nécessaire de former, *sur le terrain de la séparation des classes*, en face de la coalition des partis bourgeois, la somme des forces ouvrières;

4. Qu'il y a lieu pour lui de réaliser *comme moyens*, la conquête des pouvoirs politiques et administratifs détenus comme instruments de règne par la bourgeoisie, et de les mettre au service du prolétariat;

5. Qu'en présence des continuelles fins de non-recevoir opposées par la bourgeoisie à toutes les demandes de

réformes, formulées par la classe ouvrière, il est résolu à poursuivre par tous les moyens l'œuvre de son émancipation.

PROGRAMME ÉLECTORAL

Partie politique.

La Commune rendue maîtresse de son administration, de sa police, de sa justice, de son armée :

1. Droit de nomination des maires et adjoints enlevé au gouvernement et élection d'une administration municipale par la Commune ;

2. Rémunération des fonctions de conseiller communal et de toutes celles établies par la Commune ; cette rémunération étant basée sur le taux moyen des salaires ouvriers ;

3. Ratification des délibérations prises en Conseil, non plus par les agents du pouvoir, mais dans les cas importants, comme celui du budget par exemple, par le vote populaire ;

4. Droit d'initiative législatif donné en matière communale aux citoyens, et obligation pour le Conseil communal de discuter, dans un délai déterminé, les projets qui lui seront soumis avec la signature de dix mille citoyens ;

5. Publicités des séances. — Publication d'un bulletin officiel communal. — Affichage des décisions prises en conseil ;

6. Droit de vote et droit à l'éligibilité rendus aux femmes dans la Commune ;

7. Introduction en matière judicaire des principes de l'arbitrage et des jurys élus par les électeurs de la Commune ;

8. Armement dans la Commune de tous les citoyens. Désarmement et licenciement des troupes de police;

9. Droit de révocabilité du mandataire confié au comité qui a soutenu sa candidature;

10. Liberté de coalition et d'entente entre les différentes communes;

11. Mandat donné à chaque conseiller municipal de voter contre toute candidature de délégué sénatorial.

Partie économique.

La Commune maîtresse de ses services publics:

1. Transformation en services publics communaux (ou départementaux) des monopoles des grandes Compagnies (omnibus, tramways, eaux, gaz, etc.), tous ces services devant fonctionner désormais, sinon gratuitement, au moins à prix de revient;

2. Etablissement par la Commune d'industries municipales, pour qu'en vertu de leur droit à l'existence, les travailleurs mis à pied par les crises, les grèves et les transformations de l'outillage, reçoivent du travail et que la Commune s'achemine ainsi du régime de la propriété privée au régime de la propriété publique:

3. Enseignement intégral gratuit de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la commune, jusqu'au jour où l'Etat consentirait à prendre dans ses dépenses la part qui lui revient;

4. Création de greniers, minoteries, boulangeries, constructions de maisons salubres, le tout à titre municipal, pour combattre les spéculateurs au profit des travailleurs, dont le coût d'entretien de la force de travail baisserait par suite de la vente et de la location faites à prix de revient;

5. Généralisation du service de statistique communale ;

6. Réorganisation des services d'hygiène médicale et pharmaceutique ;

7. Organisation par la Commune de son assistance et des différents services de la sécurité publique.

La Commune maitresse d'intervenir dans les questions de travail :

1. Par des lois de garantie ;

2. Par des mesures tendant à ce que le travail des prisons ne fasse plus concurrence au travail libre ;

3. Par les secours donnés, en cas de grève, aux ouvriers grévistes contre les patrons.

La Commune maîtresse absolue de son budget :

1. Suppression du budget des cultes ;

2. Cessation des aliénations des biens communaux et retour à la Société de ceux déjà aliénés ;

3. Suppression des octrois et remplacement de tous impôts (directs et indirects) par un impôt unique payé à la nation par la Commune, et perçu par celle-ci sous la forme d'un impôt fermement progressif frappant tous les revenus qui dépassent trois mille francs.

Le candidat accepte le mandat impératif ; remet sa démission en blanc à la disposition de son parti ; et s'engage à rendre compte de son mandat à ses électeurs une fois par session.

XIII

GUESDISTES ET POSSIBILISTES

Dans le partage du parti qui se fit entre M. Guesde et ses rivaux du Comité national, après la rupture de Saint-Étienne, M. Guesde fut le moins bien loti, en apparence.

Le nombre l'abandonna. Il perdit Paris. Il perdit la région de l'Est. Il garda le Nord, Lyon et quelques villes de la région lyonnaise. Ceux qui lui restèrent fidèles furent les révolutionnaires de la veille, les combattants de la première heure, les lutteurs de 1877 et de 1878. Les néophytes, qui n'avaient pas le tempérament révolutionnaire, qui avaient été coopératistes à l'époque du premier Congrès, et qui

avaient été entraînés au collectivisme beaucoup plus qu'ils n'y étaient venus ; ces convertis, peu convaincus, à coup sûr point sectaires, virent dans l'éviction de M. Guesde une réaction non point seulement libertaire mais antirévolutionnaire. Leur instinct individualiste éloignait de M. Guesde les prolétaires, surtout les prolétaires parisiens, dont nous avons vu l'esprit conservateur s'affirmer en tant de circonstances. Ils suivirent ses adversaires avec le secret espoir qu'un schisme doctrinal suivrait les dissentiments personnels. Si M. Paul Brousse, au lieu d'être un homme d'intrigue, un politicien de couloirs, avait été un homme d'audace, il aurait pu fonder, en face du parti ouvrier selon la doctrine allemande, un parti ouvrier selon le tempéramment français, un parti ouvrier qui aurait poursuivi non pas l'abolition de la propriété individuelle, mais la réalisation des articles *immédiatement réalisables* du programme.

Le prolétariat aurait suivi M. Brousse ou

tout autre dans cette voie, et celui qui aurait osé prendre l'initiative de la répudiation du collectivisme, celui-là aurait été bien vite un homme considérable (1). Mais personne n'osa. Les guesdistes et les possibilistes passèrent deux ans à se disputer dans les journaux, à s'injurier, à s'excommunier. Les querelles de personnes seules les occupèrent. Les uns et les autres se prétendaient dépositaires de la vraie doctrine révolutionnaire. Et tous avaient raison, car entre les deux fractions il n'existait aucune différence fondamentale.

Des possibilistes se présentèrent aux élec-

(1) Il y eut une tentative, faite en 1881, pour grouper les ouvriers en un parti de réformes sociales, sous l'étiquette d'*Alliance socialiste républicaine*. Cette tentative fut faite par les hommes de la minorité de la Commune, M. Jourde en tête, avec le concours des quelques dissidents du parti ouvrier. Un certain nombre de petits patrons se rallièrent à l'Alliance, mais les chefs manquaient d'autorité et d'entregent. Ils ne surent pas opposer propagande à propagande, action à action, violence de parole à violence de parole, ce qui eût été nécessaire pour combattre avec succès le parti collectiviste. Ils parurent timides, et ils n'entamèrent pas la masse ouvrière. L'Alliance socialiste eut pendant quelque temps un journal, la *Convention nationale* (1881), dont les principaux collaborateurs étaient MM. Jourde et Sigismond Lacroix. La

tions avec le programme du Havre et furent soutenus par les guesdistes (1).

Le parti ouvrier, fondé par M. Jules Guesde, échappa donc à la direction personnelle de son fondateur, mais n'échappa point à sa tutelle spirituelle. C'est l'esprit marxiste, l'esprit allemand qui continua de l'inspirer. Aujourd'hui, guesdistestes et possibilistes sont tous également collectivistes. Les masses ouvrières, qui n'ont jamais très bien compris les causes des disputes de leurs meneurs et qui se sont indignées contre M. Guesde par haine de l'autoritarisme, sont unies aujourd'hui dans la même pensée, vers le même but. Si les chefs pouvaient se donner la main, l'union serait parfaite dans le parti ouvrier (2).

Convention ne vécut pas longtemps. L'Alliance lui survécut. Aujourd'hui son organisation est dissoute effectivement, sinon officiellement. Son programme est celui du parti « radical socialiste ».

(1) Élection John Labusquière dans le XIe arrondissement (1882), avant le congrès de Saint-Étienne, mais après l'expulsion des guesdistes de l'Union fédérative.

(2) Voir le chapitre : Concentration révolutionnaire.

Après l'expulsion des guesdistes, le personnel dirigeant se divisa comme la masse entre M. Guesde et le Comité national.

Le gendre de Karl Marx, M. Paul Lafargue, un écrivain et un orateur savant, mais un peu diffus, et M. Gabriel Deville, dont nous avons déjà parlé, restèrent fidèles à M. Guesde. Ces trois hommes constituent certainement l'élite du parti. Ils sont (M. Benoît Malon mis à part) les plus instruits des socialistes.

Les possibilistes ont un lot de tribuns dont la presse est injuste de ne pas reconnaître la valeur. Par exemple, M. Eug. Fournière, M. Brousse, M. Chabert, M. J.-B. Clément (1), M. John Labusquière connaissent bien la tribune. Chacun y apporte un tempéramment spécial : M. Brousse, sa nature étudiée, sa dialectique subtile ; M. Fournière, une grande clarté d'expression ; M. J. Labusquière et M. Clément, de la grosse éloquence à l'usage

(1) M. J.-B. Clément est le chansonnier populaire dont l'inspiration est souvent heureuse et très élevée.

des foules. Si l'on veut ajouter des noms à ces noms, on peut citer M. Joffrin, M. Allemane, Mme L. Rouzade, M. J.-B. Dumay. Et ce sera tout. On a vu à la tribune d'autres orateurs, mais ou ils s'y trouvaient par hasard, ou ils auraient bien mieux fait de ne pas y monter.

Nous avons fait connaître succinctement l'organisation du parti ouvrier. Cette organisation fonctionne toujours. Elle a beaucoup perdu de sa puissance depuis les retentissantes disputes de M. Guesde et des possibilistes. On peut dire que l'effet de ces disputes a été d'anarchiser le parti ouvrier. Les groupes y sont autonomes. Les Unions fédératives et le Comité national n'ont que très peu d'autorité. Il est vrai que leurs statuts ne leur accordent pas un grand pouvoir. On a vu plus haut la résolution organique du Comité national. Ce Comité centralise la correspondance, organise des conférences, dresse les statistiques du parti, prépare les Congrès nationaux et internationaux, rédige les manifestes au nom du parti, con-

stitue un tribunal suprême d'arbitrage et forme un comité consultatif dont relèvent les députés ouvriers qui veulent bien recevoir ses consultations.

Le Comité national sert de lien aux six Fédérations. Chaque Fédération régionale a son Comité fédéral dont voici la constitution modèle :

1° Le Comité fédéral est le comité exécutif de l'Union fédérative; il est formé des délégués des groupes adhérents, à raison d'un délégué par groupe et d'un suppléant;

2° Il se divise en autant de commissions que ses travaux l'exigent;

3° Le Comité fédéral se réunit une fois par semaine;

4° Lorsqu'un délégué aura manqué à trois séances consécutives, avis en sera donné officiellement au groupe qu'il représente;

5° Le bureau du Comité fédéral se compose d'un secrétaire et de son adjoint, d'un trésorier et de son adjoint;

6° Ils sont élus pour six mois, toujours révocables et rééligibles;

7° Les appointements du secrétaire sont fixés à..... par mois; ceux du trésorier à..... par mois (1);

Le payement pourra être effectué par quinzaine.

(1) A Paris, le secrétaire de la Fédération touche 150 fr. et le trésorier 15 fr. par mois.

8° Le secrétaire est chargé de la correspondance, de la rédaction des procès-verbaux et de tout ce qui concerne l'organisation et les travaux du Comité fédéral;

9° Le trésorier est chargé de la comptabilité des recettes et des dépenses du Comité fédéral;

10° A chaque séance, le trésorier devra présenter la situation financière;

11° Les comptes du trésorier seront contrôlés par une commission de trois membres, nommés pour six mois, toujours révocables et rééligibles;

12° La commission de contrôle doit :

1. Vérifier les comptes du trésorier au moins deux fois par mois;
2. Contrôler l'état de la caisse;

13° Elle délègue à cet effet un de ses membres, qui signera en marge du livre de caisse, ce qui attestera de l'exécution de son mandat;

14° En cas de non exécution de son mandat, la commission de contrôle sera révoquée par le Comité fédéral;

15° Le président est désigné à chaque séance par ordre d'inscription;

16° Les travaux du Comité ont lieu dans l'ordre suivant :

1. Appel des groupes;
3. Lecture du procès-verbal;
3. Lecture de la correspondance;
4. Situation financière;
5. Discussion et vote sur les questions à l'ordre du jour;
6. Communications diverses;

17° Les votes se font à main levée, sauf le cas où le vote par appel des groupes aura été demandé et accepté;

18° Les délégués ont seuls droit de vote. Tout membre d'un groupe, adhérent de l'Union fédérative, a droit de parole sur les questions en discussion, mais il ne peut déposer de proposition;

19° Toutes les propositions devront être déposées au nom d'un groupe adhérent. Une première discussion aura lieu pour la prise en considération. Si la prise en considération est prononcée sur une proposition, celle-ci sera renvoyée à l'étude des groupes, et le vote aura lieu *sans discussion* à la séance suivante :

20° Toutefois, quand les propositions n'auront pas été étudiées suffisamment par les groupes, le vote pourra être ajourné à huitaine;

21° Seules, les propositions ayant un caractère administratif pourront être discutées et soumises au vote dans la séance de leur présentation;

22° Toute proposition doit être déposée par écrit, sauf urgence reconnue par le Comité; toute proposition non prise en considération ou repoussée une première fois ne pourra être représentée à nouveau avant un délai de trois mois;

23° Toutes les propositions ne seront adoptées qu'à la majorité des groupes représentés;

24° Les décisions financières et administratives prises par les deux tiers des groupes représentés seront applicables et exigibles à toutes les sociétés adhérentes;

25° Le présent règlement pourra toujours être modifié sur la proposition d'un groupe.



Les Groupes que relient entre eux les *Unions fédératives* ou *Fédérations* régionales sont ou des Chambres syndicales ou des Cercles d'études sociales.

M. Benoît Malon, dans le *Nouveau Parti*, a donne deux modèles de « constitution » de groupes. Nous lui empruntons ces deux documents.

STATUTS DU GROUPE DU XVe ARRONDISSEMENT

Le Groupe, considérant :

Que l'étude des questions économiques et sociales, en donnant aux travailleurs conscience de leurs droits et devoirs, et en les faisant participer à la découverte et à l'éclaircissement des lois qui régissent l'humanité, est le principal moyen de détruire le paupérisme et de les conduire à leur émancipation ;

Que l'action politique qui a actuellement une si grande (quoique si funeste part) dans notre organisation sociale, doit être employée comme terrain le plus propice pour lutter contre les hommes et les choses de notre société encore plongée dans la barbarie ;

Que l'appropriation individuelle des sols, sous-sol, matières premières, instruments de travail et en général de tous les moyens de production, est la cause des douleurs de l'humanité, en constituant deux dlasses dans son sein : l'une d'exploiteurs, l'autre c'exploités ; que la classe des exploiteurs ne pourra

jamais céder volontairement, en faveur des exploités, les privilèges dont elle jouit;

Considérant d'autre part :

Que toutes les entités religieuses sont contraires aux données de la science;

Les membres du Groupe d'études et d'action politique et sociale du XVe arrondissement de Paris déclarent :

Qu'ils poursuivront la théorie de l'Égalité sociale par l'étude de toutes les questions économiques et par le groupement des travailleurs sous toutes les formes que la science indique comme devant mener à ce but;

Qu'ils prendront part aux Congrès ouvriers et aux élections politiques, ainsi qu'à toutes les manifestations ayant pour but l'affranchissement des producteurs;

Qu'ils répudient toutes les religions prétendues révélées pour ne poursuivre que le principe de la solidarité humaine.

Ils déclarent en outre se rallier au parti ouvrier socialiste révolutionnaire français et à l'Union fédérative du Centre.

STATUTS

Art. 1er. — Il est formé par tous ceux qui adhéreront aux présents statuts un groupe d'études et d'action politique et sociale en vue de combattre sur le terrain électoral toute candidature bourgeoise ne représentant pas les aspirations des travailleurs; et de participer d'une façon effective au mouvement socialiste du jour.

Art. 2. — Son siège social est fixé dans le XVe arrondissement.

Art. 3. — Le Groupe fonctionne au moyen d'une commission délégatoire de neuf membres élus en Assemblée générale des adhérents; les votes auront lieu au scrutin de liste secret.

Art. 4. — Il sera nommé également par l'Assemblée générale des adhérents une commission de contrôle de trois membres, laquelle sera élue de la même façon que la commission délégatoire.

Art. 5. — La commission délégatoire et la commission de contrôle sont élues pour un mois.

Les membres sortants sont toujours rééligibles. Les deux commissions susnommées sont tenues de se réunir tous les jeudis au siège social pour délibérer sur les sujets à l'ordre du jour. Tous les adhérents y auront voix consultative.

Art. 6. — La commission délégatoire choisit dans son sein trois trésoriers se partageant autant que possible à part égale les espèces du groupe, trois secrétoires se subdivisant le travail.

La commission délégatoire n'a comme pouvoirs que l'administration du groupe et l'initiative de tous projets d'ordre polititique et social, qu'elle devra toujours soumettre aux adhérents avant d'avoir une sanction.

Elle devra faire un rapport de ses travaux à chaque Assemblée générale.

Art. 7. — La commission de contrôle a pour mission de veiller à la gestion de finances du groupe et à la bonne tenue des comptes.

Tous les mois la commission et les trésoriers seront

tenus de faire un rapport détaillé à l'Assemblée générale sur la situation financière du groupe.

En cas de malveillance dans la gestion des fonds, elle a le droit de convoquer d'office une Assemblée générale.

Art. 8. — La cotisation est fixée à 0 franc 30 centimes par semaine.

Tout adhérent en retard de plus de quatre semaines sera considéré comme démissionnaire, sauf les cas de chômage ou de maladie.

Art. 9. — L'Assemblée générale des adhérents a lieu de plein droit le deuxième mercredi de chaque mois. Elle est obligatoire; toute absence sera constatée par un appel nominal à l'ouverture de la séance.

Tout adhérent qui aura manqué trois fois consécutives aux Assemblées générales sera considéré comme avoir manqué à son devoir.

En conséquence il sera convoqué spécialement par lettre pour l'Assemblée générale suivante; en cas de non-comparution ou excuses, il sera exclu de plein droit.

Art. 10. — Les Assemblées générales des adhérents ont les pouvoirs les plus étendus pour traiter les sujets d'ordre politique ou d'économie sociale.

Elles fixent leur ordre du jour.

Art. 11. — Si dix adhérents trouvent qu'il y a urgence de convoquer une assemblée générale extraordinaire, ils doivent en aviser la commission délégatoire, laquelle doit le faire immédiatement.

Art. 12. — Les présents statuts sont toujours révisibles.

Les présents statuts ont été discutés et approuvés en

Assemblée générale des adhérents du 8 février 1881, qui s'est tenue chez le citoyen Daublier, rue de Javel.

STATUTS DU CERCLE SOCIALISTE D'IVRY-SUR-SEINE

Considérant que l'émancipation doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes;

Considérant qu'il n'y a de possibilité d'émancipation que par la formation des travailleurs en parti politique distinct;

Considérant d'autre part qu'il n'y a d'émancipation réelle que dans l'abolition du salariat et la socialisation des forces productives;

Il est formé à Ivry-sur-Seine un cercle adhérent à l'Union fédérative du Centre du parti ouvrier socialiste français pour étudier les questions sociales et participer à l'action politique du parti.

Règlement :

1° Les adhérents sont reçus aux deux tiers des voix au moins sur la proposition de deux membres;

2° La cotisation est à 10 centimes par mois;

3° Le bureau est composé d'un secrétaire correspondant, d'un secrétaire adjoint et d'un trésorier;

4° Les réunions sont hebdomadaires;

5° Le cercle a pour but l'étude des questions sociales et la lutte politique et économique pour l'émancipation de tous les opprimés et de tous les exploités.

Les réunions des groupes sont assez fréquentes, surtout en hiver. Les journaux socialistes publient les convocations. On s'assemble

pour discuter les propositions déposées à l'*Union fédérative* et pour donner mandat au délégué qui doit apporter le vote du groupe à l'*Union*.

Cette constitution est très « libertaire », on le voit. Cependant l'autoritarisme y entre par deux fissures :

1° Une proposition n'est soumise aux groupes que si l'Union fédérative la prend en considération ;

2° L'Union fédérative, sans consulter les groupes, peut prendre toutes les mesures administratives.

C'est ainsi que les choses se passent dans la Fédération française des Travailleurs socialistes révolutionnaires qui est le nom officiel que les « possibilistes » ont donné à leur parti.

L'organisation du *Parti ouvrier*, qui est le nom officiel de la fraction guesdiste, est semblable, en certains points, sous des noms différents. Les Unions fédératives s'appellent chez les guesdistes conseils régionaux ; le Comité

national, Conseil national. Mais l'organisation guesdiste est plus forte, plus complète. « Elle n'existe que sur le papier », mais si elle existait réellement, par exemple, si sa caisse des grèves fonctionnait, la classe ouvrière serait mieux armée pour la lutte contre les capitalistes.

Le parti ouvrier (guesdiste) a dans ses revendications une bizarrerie. Il exige « que les membres du parti qui deviendront députés versent leur indemnité à la caisse du parti, celui-ci devant être seul à salarier ses représentants ».

Ce principe du « parti salariant ses représentants » est appliqué en faveur de M. Joffrin, qui reçoit de son comité électoral de Montmartre ou du Comité national de la Fédération des Travaillenrs une indemnité de dix francs par jour.

Si l'apaisement s'est fait entre les guesdistes et les possibilistes, si les amis de M. Brousse sont revenus au programme au sujet duquel

s'éleva en 1881 la querelle, il y a cependant encore contraste entre les deux fractions du parti collectiviste.

La fraction possibiliste est plus prolétarienne; la fraction guesdiste est plus bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle est plus instruite, plus savante, plus habile. Les ouvriers possibilistes ont l'esprit plus étroit : ils sont plus attachés aux formes que les guesdistes. Les bureaux du journal *le Prolétariat*, qui continue *le Prolétaire* (1), sont le siège d'un petit concile qui tient pour hérétiques et ennemis tous ceux qui n'ont pas fait acte de soumission au Comité national du parti. On peut être le plus sincère des socialistes, on ne sera pas soutenu par les possibilistes si on n'est pas de leur petite camaraderie. Ainsi, aux élections d'octobre 1885, le *Cri du Peuple* composa avec la collaboration de tous les groupes une liste de candidats de la *coalition révolutionnaire*. Le *Prolétariat* fit sa liste concurrem-

(1) Le *Prolétaire* a fait faillite.

ment avec la liste de la coalition. Quelque temps avant les grandes élections législatives, avait eu lieu à Charonne l'élection d'un conseiller municipal. L'entêtement des hommes du *Prolétariat* et du Comité national, qui ne voulurent pas que leur candidat se retirât devant M. Eudes, dont la fidélité à la révolution n'est cependant pas douteuse, fit passer un radical « bourgeois », M. Patenne.

Tout récemment, quand tous les révolutionnaires s'étaient concertés pour que M. Ernest Roche, condamné de Decazeville, fût élu député à la place de M. Rochefort, le *Prolétariat* fit encore scission et posa la candidature de l'ouvrier mineur Soubrié. L'isolement dans lequel s'enferment les possibilistes jette de la défaveur sur leur petite chapelle ; il favorise la concentration révolutionnaire.

XIV

L'ESPRIT REVOLUTIONNAIRE — COLLECTIVISME ET COMMUNISME

L'esprit des révolutionnaires d'aujourd'hui est bien différent de celui de leurs devanciers.

Les premiers communistes, Fourier, Cabet, Saint-Simon étaient plutôt des philanthropes. Ils donnèrent au socialisme la marque d'une humanitairerie assurément respectable, mais un peu ridicule. Ces novateurs étaient de tendres amis des hommes dont le cœur souffrait cruellement de toutes les iniquités terrestres. Ils faisaient appel à l'esprit de justice. Ils étaient d'honnêtes utopistes, attachés à leur idéal et

qui croyaient que le bien porte en lui-même assez de séductions pour triompher tout seul, sans l'aide de la force.

Le socialisme, que nous venons de passer en revue ne ressemble en rien à celui-là : le socialisme allemand n'est pas larmoyant, il est exigeant; il n'est pas idéaliste, il est matérialiste; il n'implore pas, il revendique; il ne part pas du cœur, c'est un dialecticien sec, un logicien sans émotion. Les douleurs du « pauvre peuple » lui sont parfaitement indifférentes. Sa raison d'être n'est pas dans la pitié que lui inspirent les maux de l'humanité, elle est dans la « science ». Le socialisme allemand, qui est aujourd'hui tout le socialisme, considère qu'il est le terme fatal de « l'évolution de l'humanité ». Il croit qu'il est dans la destinée, qu'il sera « l'effet final de toutes les causes antérieures ». Il a la foi non pas dans la justice, mais la foi dans la fatalité. Les penseurs du socialisme : Marx, Engels, Guesde, Brousse, Deville, Malon sont des hommes de

tête et non pas des hommes de cœur, dans le sens que prennent ces deux mots par leur opposition.

Matérialistes, ils parlent à l'homme de ses besoins immédiats, du droit qu'il a de les satisfaire, ils ne rêvent pas; l' « au-delà » ne les préoccupe pas. Ils vivent dans le temps, dans le présent, sans mysticisme. C'est leur esprit qui les mène et ce n'est pas leur conscience. Ils vont devant eux, rigoureusement, prêts à faire des ruines, sans remords. C'est une dure race de logiciens, impitoyable, et qui ne demande pas de pitié; jamais on ne les voit faire appel aux sentiments élevés, ils les traitent de billevesées. Ils ont peur de ces sentiments; ils disent que c'est en les exploitant dans la classe ouvrière que les politiciens se sont toujours servi du prolétariat pour ensuite l'asservir. A peine quelques anarchistes, tels que M[lle] Louise Michel, le prince Kropotkine, M. Elisée Reclus (1) ont gardé la physionomie

(1) Nous ne faisons aucune assimilation entre des

des premiers socialistes philanthropes. Chez ces anarchistes, il y a encore de l'attendrissement; la raison ne les rend pas insensibles. La conception des anarchistes, dans laquelle chacun serait absolument libre, est une conception d'idéalisme bien plus séduisante, mais plus irréalisable que la conception allemande. Les socialistes allemands voient l'homme esclave de la machine, dont le service ne tolère pas de fantaisie. Si leurs notions du monde ne sont pas aussi scientifiques qu'ils le prétendent, du moins elles ne sont pas absurdes. S'ils méconnaissent l'humanité en négligeant l'égoïsme, qui est le grand meneur des hommes, du moins ils tiennent compte, dans une certaine mesure, des faits et des besoins sociaux. Ils laissent à l'homme autant de liberté que possible; mais, autant qu'il est nécessaire, ils lui prennent

hommes de haute valeur comme M. Reclus et le prince Kropotkine et Mlle Louise Michel, qui est une femme assurément très respectable parce qu'elle est sincère, mais chez qui le mysticisme a dérangé peut-être l'équilibre des facultés cérébrales.

sa liberté pour le courber sur le travail obligatoire.

Leur conception ne suppose pas, comme la conception anarchiste, une humanité parfaite qui pratiquera le bien par amour du bien. Elle laisse subsister une autorité sociale qui imposera à tous l'exécution de ses obligations envers la société, qui forcera chacun à produire selon le besoin social, pour consommer selon ses besoins individuels.

La formule du collectivisme n'est pas comme le disaient les socialistes de 1848 et comme le programme de M. Joffrin l'a répété à Montmartre : De chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins.

Aujourd'hui, la classe ouvrière est « exploitée. Les « employeurs » tirent de chaque « employé » tout ce que peuvent donner ses forces et rétribuent son effort non pas selon tous les besoins de l'ouvrier, mais dans la mesure rigoureusement suffisante pour qu'il puisse se conserver et « se reproduire ».

Si la société collectiviste continuait à exiger « de chacun selon ses forces même en rendant à chacun selon ses besoins » elle différeraitpeu de l'ordre actuel. Elle serait encore « exploitrice ».

Dans la société collectiviste, chacun sera astreint à un travail dont la durée variera selon le besoin de la collectivité. Par exemple, les bûcherons travailleront plus en cette saison de l'année où on a besoin de bois et moins en cette autre saison où le bois est moins nécessaire. Mais dans cette dernière saison ils recevront, comme dans la première, tout ce qui leur sera indispensable pour satisfaire leurs besoins. Le collectivisme supprime le marchandage, la concurrence, la loi de l'offre et de la demande et tous ses effets désastreux pour le producteur qui subit le contrecoup de crises dont il n'est pas l'auteur, qu'il ignore même, qui le font passer de l'aisance quand la demande est abondante à la misère quand la demande fait défaut. Le collectivisme ou le

communisme est donc un système social fondé sur la solidarité des travailleurs entre eux. En période collectiviste, chacun sera intéressé à apporter dans l'industrie un perfectionnement qui, en développant dans une certaine mesure la puissance de production de la machine, réduira dans la même proportion la durée nécessaire de l'asservissement de l'homme au travail, et tous seront intéressés à la découverte de chacun.

Dans la société actuelle, il y a antagonisme entre la machine et l'ouvrier, parce que la machine est une propriété individuelle exploitée par un ou plusieurs individus. Ce qu'elle produit va à son propriétaire qui l'accumule. La machine n'a pas fait réduire d'un quart d'heure la journée de travail ouvrier. Elle n'a pas apporté une amélioration, si petite qu'elle soit, à la condition des travailleurs. Au contraire, elle a décuplé les profits du patron.

Les ouvriers peuvent la considérer comme leur ennemie. Elle les fait chasser des ateliers

où elle travaille plus vite qu'eux, mieux qu'eux et à meilleur prix.

Les collectivistes, en faisant rentrer dans l'avoir social la machine la feront travailler pour tous. L'idéal du collectivisme serait une mécanique si développée, si perfectionnée qu'elle produirait d'elle-même, presque sans le concours des hommes ; ce serait la servitude absolue de la matière et des éléments sous l'humanité et à son profit.

Le progrès mécanique qui, il faut bien le reconnaître, n'est avantageux aujourd'hui qu'aux capitalistes et nuit aux travailleurs à qui il retire leur gagne-pain (que deviendraient, par exemple, les compositeurs-typographes si la machine à composer, qui est aujourd'hui inventée, mais qui n'est pas encore utilisable, était demain assez perfectionnée pour être mise en exploitation), ce progrès mécanique qui aujourd'hui fait des pauvres servirait à tous en société collectiviste. Il augmenterait le bien-être de chacun en diminuant le travail collec-

tif sans que la production nécessaire à la consommation sociale soit diminuée.

Pourquoi les socialistes modernes, qui tendent au communisme, qui sont communistes, ont-ils adopté ce mot nouveau de *collectivisme ?*

Communisme et collectivisme sont synonymes.

Les communistes de notre temps se sont appelés collectivistes pour deux raisons : d'abord pour n'être pas confondus avec les utopistes du communisme sentimental ; ensuite, parce que, dans leur esprit, l'état communiste où tend l'humanité et qui est un état où la consommation et la production se feront en commun, doit être précédée d'une période de transition. Dans cette période transitoire, il y aura dans la société une part de communisme et une part d'individualisme. La production en période collectiviste se fera en commun ; mais la consommation restera individuelle, chacun re-

cevant sous une forme quelconque le produit intégral de son travail et l'employant à son caprice. C'est l'influence du milieu collectiviste qui détruira dans l'humanité les instincts individualistes et qui la mènera à la consommation en commun qui, combinée avec la production également en commun, est l'élément essentiel de l'état communiste pur.

Le collectivisme est donc un minimum de communisme que ses docteurs croient immédiatement réalisable et même imminent.

Ce qui est remarquable chez ces théoriciens révolutionnaires, ce par quoi ils se distinguent de leurs devanciers, c'est qu'ils ne prétendent pas faire la révolution par des décrets. Si les collectivistes étaïent demain les maîtres des pouvoirs publics, ils ne promulgueraient pas des lois pour « nationaliser » *tout* le capital. Ils s'empareraient seulement des industries monopolisées et des grandes industries (grands magasins, forges, etc.). Ils ne toucheraient pas à la petite industrie, au petit commerce. Ils lais-

seraient s'achever l'œuvre de centralisation des capitaux par la concurrence. Cette fois la concurrence ne ruinerait pas les petits capitalistes au profit des grands capitalistes, mais au profit de la société représentée par l'État, qui auraient remplacé ces derniers dans leurs exploitations.

Il va de soi, qu'au pouvoir, les collectivistes prendraient des mesures pour accélérer cette rentrée à la société de tous les moyens de production. Ils précipiteraient l'évolution par tous les moyens possibles, mais la laisseraient s'accomplir.

Quand les collectivistes disent, d'après Marx, que la force est l'accoucheuse des sociétés, quand ils indiquent comme moyen « le recours à la force », ils ne se posent pas en émeutiers. Les révolutionnaires, par cela même qu'ils croient à la fatalité de la révolution comme terme de l'évolution sociale, sont patients. C'est très sincèrement qu'ils conseillent à leurs troupes d'être calmes dans la rue, de ne pas se porter

à des violences dont elles seraient les victimes et qui, jetant l'effroi dans le pays, feraient perdre au socialisme du terrain et « reculeraient l'échéance ».

XV

LE COLLECTIVISME ET LA PATRIE

La théorie marxiste de la lutte des classes exclut le patriotisme. Dès lors qu'il n'y a plus dans tout l'univers qu'une classe capitaliste qui exploite une classe ouvrière, qu'importe que l'exploiteur et l'exploité habitent en deçà ou au delà de telle ou telle frontière?

L'exploitation est internationale ; la solidarité des travailleurs doit être internationale et internationale la révolution.

Les révolutionnaires ne laissent jamais échapper l'occasion d'affirmer leur cosmopolitisme.

Dans les meetings, à Paris, on a bien sou-

vent entendu lire des adresses des socialistes allemands, italiens, etc. On se souvient encore des incidents qui marquèrent les obsèques de Jules Vallès. Il y eut une bataille autour de la couronne portée par les Allemands.

Sur ce point de l'anti-patriotisme des révolutionnaires les preuves abondent et sont connues de chacun. La plus concluante est l'identité des programmes socialistes dans tous les pays de l'Europe.

Le parti ouvrier français dit dans son programme :

Considérant :

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1° La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

2° La forme collective, dont les éléments matériels

sont constitués par le développement même de la société capitaliste ;

Considérant :

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y comrpis le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation.

Le parti démocrate socialiste allemand dit :

Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation; et attendu que le travail utile n'est possible que par la société, le produit du travail tout entier appartient à la société, c'est-à-dire à tous ses membres, à la condition qu'à chacun incombe le devoir du travail. Dans la société actuelle, tous les moyens ou instruments du travail ont été monopolisés par la classe capitaliste; de là la dépendance de la classe ouvrière, la cause de toute misère et de tout esclavage.. Pour émanciper le travail, il faut que les moyens ou instruments de travail deviennent la propriété commune de la société. Les partis politiques n'agissant qu'en vue de garantir leur privilèges aux possédants, la classe ouvrière doit s'orgnaniser en parti distinct, ayant pour but d'obtenir enfin son affranchissement économique. Tout mouvement doit tendre vers ce but.

Le parti des ouvriers hongrois dit :

Les deux sources de toute richesse et de toute production sont la terre et le travail : l'une la mère, l'autre le père de tous les produits. Tant que le sol et les instrumens de travail appartiendront à une minorité, le progrès et l'augmentation de la richesse ne profiteront qu'à cette minorité, dont le joug pèse et pèsera plus lourd sur le prolétariat.

Par ces motifs,

Le parti des ouvriers hongrois déclare qu'il poursuivra sans relâche la transformation sociale par la socialisation de la terre et de tous les moyens de production.

Le parti socialiste du travail aux États-Unis dit :

Nous demandons que les ressources de la vie, les moyens de production, de transport et de communication, terre, machines, chemins de fer, télégraphes, canaux, etc., deviennent autant que possible la propriété commune du peuple entier, afin d'abolir le salariat (1).

Le parti socialiste belge dit :

Ce que nous poursuivons, c'est la réalisation d'une organisation sociale qui concilie la plus grande liberté d'action de l'individu avec une appropriation com-

(1) Cependant, aux États-Unis, beaucoup d'ouvriers sont individualistes. La puissante association des Chevaliers du Travail n'est pas collectiviste.

mune des matières premières fournies par le globe et une participation égale de tous dans les bénéfices du travail commun.

Le parti des socialistes polonais dit :

Les instruments de travail doivent cesser d'appartenir aux individus et devenir propriété collective... La réalisation de ces idées doit être l'œuvre de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité.

La Fédération socialiste milanaise dit :

Ce n'est pas seulement une partie, mais la société tout entière qui doit être transformée en devenant une grande et unique famille de travailleurs ou de producteurs ayant pour base la propriété collective de la terre et des autres instruments de travail.

Le parti socialiste ouvrier espagnol dit :

La transformation de la propriété individuelle en propriété sociale ou appartenant à la société tout entière est la base sûre et ferme sur laquelle doit reposer l'émancipation des travailleurs... Pour renverser les obstacles, les ouvriers doivent conquérir le pouvoir politique...

Le parti démocrate socialiste danois dit :

... Nous voulons l'abolition du salariat et du système de production capitaliste qu'il entraîne pour lui sub-

stituer le système de production en commun organisé par l'État, qui assurera à chaque travailleur le produit intégral de son travail (1).

Par ces citations, on voit que si l'Internationale n'existe plus, sa pensée est bien vivante. La doctrine de Karl Marx est universellement répandue au grand dommage des idées particulières de nationalité. Elle substitue les haines sociales aux haines de race. Dans un ouvrier allemand elle fait voir à un ouvrier français un ami, un allié ; et dans son patron français un ennemi. Au sujet de la patrie, comme sur beaucoup d'autres sujets, les théories des socialistes froissent un sentiment noble et bien vivace, ce sentiment qui n'est pas fils du matérialisme, qui procède au contraire de l'idéalisme, et qui nous fait aimer la terre où nous sommes nés, la « terre des pères » sur laquelle ils ont joui et souffert.

Il faut dire à l'honneur de la classe ouvrière française que, parmi les prolétaires qui crient

(1) Voir les ouvrages de Benoît Malon. *Passim.*

le plus fort : Vive la révolution! A bas les frontières! il en est bien peu qui, pris à part, ne seraient point bons patriotes et qui, mis dans l'alternative de servir la patrie ou de la trahir, ne la serviraient pas (1).

(1) Voici, à titre de curiosité, un manifeste des socialistes d'Alsace-Lorraine aux socialistes français :

« Citoyens,

« Plus que jamais la bourgeoisie a intérêt à fomenter les haines nationales et le patriotisme chauvin, si propre à détourner les yeux du peuple de son véritable ennemi les exploiteurs: le capital est international; il ne connaît pas de frontières et toutes les bourgeoisies sont d'accord quand il s'agit de défendre les intérêts de la haute finance contre un peuple en armes pour sa liberté ou lorsqu'il s'agirait d'écraser l'Internationale des travailleurs. Mais le flot de la révolution sociale grandit. Les ouvriers français, après la sanglante et héroïque défaite de 1871, relèvent la tête, leur parti fait de nouveau trembler la bourgeoisie et se prépare pour la lutte décisive; le parti allemand, obligé d'agir secrètement par les infâmes lois contre les socialistes, n'en est nullement affaibli et n'attend que le moment de se débarasser de ses oppresseurs; l'œuvre socialiste enfin pénètre dans les coins les plus éloignées du globe et réunit tous les opprimés autour du drapeau rouge.

« Les ouvriers de l'Alsace-Lorraine, dont on voudrait faire un objet de discorde entre les deux peuples les plus grands du continent, ont une mission bien noble. Unis à la France par presque un siècle de glorieuses révolutions, une annexion des plus injustes, les faits combattu contre le même ennemi que les ouvriers allemands, contre ce gouvernement impérial qui lui aussi contribua pour sa part au massacre des prolétaires en 1871. Cette situation impose au prolétariat Alsacien-Lorrain la noble

tâche de servir de lien entre les prolétariats français et allemands.

« Vive la république universelle, démocratique et sociale!

« *L'Union des Travailleurs alsaciens, lorrains et allemande de l'Alsace-Lorraine.* »

On doit remarquer dans cette adresse que les socialistes d'Alsace-Lorraine ne font dater leur union avec la France que de la « Révolution ». Cependant la réunion de l'Alsace fut faite sous Louis XIV et celle de la Lorraine sous Louis XV. Ce n'est pas là assurément une preuve d'ignorance de l'histoire; c'est une nouvelle manière de l'écrire. Les socialistes alsaciens-lorrains considèrent qu'une conquête les a *annexés*, mais que seul « un siècle d'efforts faits en commun avec la France *pour s'affranchir* » les a *unis* à notre pays.

XVI

LES FEMMES

Le mouvement des femmes vers l'émancipation de leur sexe n'est qu'un épisode dans l'histoire du parti socialiste en France.

D'abord la revendication féminine fut une revendication de sentiment que les révolutionnaires accueillirent très mal (1).

(1) On se souvient de la correction outrageante infligée à Théroigne de Mirecourt pendant la Révolution. Elle fut fouettée, en plein jour, aux Champs-Elysées. Des autres femmes celèbres de cette époque, deux furent guillotinées, Mme Roland et Olympe de Gouge. Rose Lacombe, la maîtresse de Challier, de Lyon, fut épargnée parce qu'elle fréquentait le club hébertiste de l'Évêché.

Pendant la période révolutionnaire, les femmes formèrent quelques associations que les philosophes encouragèrent, mais que le pouvoir vit avec déplaisir. Le mouvement féminin commença réellement sous Louis-Philippe avec les prédications des utopistes communistes.

Sous Louis-Philippe, entre 1830 et 1848, des rêveurs généreux avait parlé d'établir l'égalité politique et sociale de l'homme et de la femme. Les communistes Owen, Cabet, Fourrier étaient les apôtres des « droits de la femme ». Ils trouvèrent des alliées parmi les femmes. En 1848, ces femmes firent paraître un journal : *La Voix des femmes, journal socialiste et politique, organe des intérêts de toutes* (1). La directrice était Mme Eugénie Riboyet. Cette dame n'en était pas à son début. En 1834, elle avait fondé à Lyon *le Conseiller des femmes;* ensuite, à Paris *l'Ami des familles, la Paix des Deux-Mondes, l'Avenir, journal des intérêts de tous.*

Mme Riboyet était donc en 1848 un vétéran du journalisme.

Dans son premier numéro, la rédactrice en chef exposa ce que voulaient les femmes : à

(1) Les recherches nécessaires à l'auteur pour écrire cet historique du mouvement féminin ont été faites par un érudit sagace, M. Albin Rousselet.

l'intérieur, l'égalité de *tous* et de *toutes :* la *citoyenneté* pour les femmes comme pour les hommes; à l'extérieur, l'union universelle des peuples.

« Une grande révolution, dit-elle, vient de s'accomplir. Cataclysme moral d'idées plus rapides que l'onde; en quelques heures elle a débordé Paris, en quelques jours elle a débordé la France, en quelques mois, peut-être, elle aura débordé l'Europe... Pourquoi donc, à son tour, la femme ne mêlerait-elle pas sa voix à ce *Te Deum* général, elle qui donne des citoyens à l'État, des chefs à la famille? La *Liberté*, l'*Égalité*, la *Fraternité* appellent le genre humain aux mêmes prérogatives; honneur à cette trinité sainte qui accordera aux femmes des droits de citoyenneté, leur permettant de s'élever *intellectuellement et moralement* à l'égal des hommes...

« Il n'est plus permis aux hommes de dire : « *l'humanité, c'est nous* »... Aucun ne songe à nier l'influence de la mère dans la famille;

c'est à elle qu'appartient la première éducation de l'enfant, l'éducation du cœur et de la conscience...

« *La liberté pour tous, c'est la liberté pour toutes* »...

« Que les hommes, chefs de la famille par la transmission du nom, représentent dans l'État la grande famille nationale, c'est un droit qui ne leur est pas contesté. Mais, *dans une succession, tous les ayants droit* sont représentés ; pourquoi donc, lorsqu'il s'agit d'un bien commun, chacun n'a-t-il pas son délégué?... Nous ne pouvons associer l'idée de *privilège* et l'idée de *démocratie ;* cependant, quand le moins intelligent citoyen a droit de vote, la plus intelligente citoyenne est encore privée de ce droit...

« Le journal que nous fondons prend au sérieux sa mission ; rien d'impur, rien d'immoral ne saurait donc y trouver place.

« Nous n'oublierons pas qu'aux yeux de *Dieu* (nous sommes en 48), tous les hommes sont

frères, et que, s'il est prématuré de proclamer l'alliance spontanée des peuples, il est imprudent de ne pas la préparer par des moyens raisonnables que l'esprit d'union sait inspirer à chaque écrivain.

« Au lieu de blâmer avec amertume les rois oppresseurs, ne serait-il pas plus sage de les attirer pour les guider dans la voie du progrès? Les étrangers qui viennent en France n'y laissent pas seulement leur or, ils y laissent leurs préjugés et s'en retournent avec des idées de liberté qu'ils déposent en germe au cœur de leur nation, où elles se fécondent...

« La grande croisade des peuples s'organise pour marcher à la conquête d'une Jérusalem nouvelle : le *principe de l'unité universelle*. La France a marqué le pas et sert d'avant-garde.

« Au premier cri de victoire poussé à Paris par les vainqueurs des barricades, les étrangers se sont émus. Bientôt, cependant, l'enthousiasme général les a gagnés; mais à leur

joie s'est mêlé un regret, car derrière eux est un coin de terre qu'ils appellent la patrie, n'osant croire encore à cette sublime pensée : la *fraternité universelle.* Prouvons-leur que nous les aimons ; qu'un jour il n'y aura plus ni confins, ni limites, mais un seul peuple uni d'affections et d'intérêts. »

La rédaction expose ensuite son système d'éducation des femmes.

Elle se plaint, avec raison, de l'insuffisance de l'instruction des jeunes filles et s'en prend au gouvernement déchu.

« Il y a quelques jours, écrit Mme Riboyet avec une certaine naïveté, de toutes parts la corruption veillait : les hommes se vendaient ; les femmes se livraient sans amour ; on comptait la dot, non les vertus, et cependant le cœur n'était pas mort, la cupidité seule lui imposait silence... Toucher le piano, danser ou chanter, tel était le fond de ce qu'on appelait une brillante éducation. Brillante, oui ; solide, non.

« L'éducation des femmes doit être faite par les femmes. La patrie qui a vaincu par ses fils, doit, dans la paix, penser à ses filles; elles aussi ont le dévouement du cœur. Elles aussi veulent leur pays libre... Les citoyens ont conquis la victoire; les citoyennes maintenant contribueront à l'éterniser, en donnant l'exemple de ces douces vertus que la mère transmet aux enfants !

« Non seulement il devrait y avoir des catéchismes classiques du jeune citoyen, mais aussi des catéchismes de famille où l'enfant pût apprendre de sa mère *ce qu'il doit à l'État, ce qu'il doit au foyer, ce qu'il doit à lui-même*.

« La citoyenneté ! ce droit ne revient pas seulement à l'homme qui donne son sang pour la patrie, elle appartient aussi à la femme qui lui donne ses larmes, ses vœux et son cœur ! A elle donc aussi les bénéfices de l'enseignement, ce flambeau de l'intelligence qui conduit l'homme à lire dans son propre destin et

lui fait saisir le moment donné d'une transformation sociale! »

A la suite de ce manifeste lancé par Mme Eugénie Riboyet, le journal commença sa campagne. M. Ernest Legouvé, alors professeur au Collège de France, était particulièrement recommandé à toutes les femmes désireuses de s'instruire.

A partir du 22 mars, le journal *la Voix des femmes* devint quotidien, et la rédactrice redoubla de zèle déclamatoire.

« La tête et le bras de l'humanité, c'est l'homme, écrivait-t-elle; le cœur de l'humanité, c'est la femme. Unis, ils résument ensemble une trinité sainte : *l'amour*, *l'intelligence et la force*. »

Ces phrases étaient suivies d'un manifeste au Gouvernement provisoire et au Peuple Français signé par de nombreuses femmes artistes, ouvrières, littérateurs, professeurs et autres, et lancé par Antonine-André de Saint-Gieles.

Le journal féminin ne négligea aucune ré-

clame pour sa cause. Les plus petites bonnes actions des femmes étaient racontées dans la *Voix des femmes*. Tout ce qui les concernait mis en lumière. Une adresse de Robert Owen, envoyée de Londres, où l'utopiste anglais demandait l'égalité de l'homme et de la femme, est publiée, commentée, célébrée dans le journal. Une femme a-t-elle donné ses bijoux à la patrie? Vite un entrefilet. La générosité de quelques femmes propriétaires qui firent remise des termes arriérés à leurs locataires fournit un beau thème à la *Voix des femmes*.

Une de ces propriétaires, Mme Lebreton, 218, rue du Faubourg-Saint-Martin, avait annoncé sa charitable résolution par l'affiche suivante, qui est une pièce rare, aussi rare que la générosité de Mme Lebreton chez les propriétaires :

Mme Lebreton, propriétaire de la maison sise rue du Faubourg-Saint-Martin, nº 218, sur la demande de M. Lanier, son gérant, voulant autant qu'il est en elle pouvoir apporter remède à la gêne qui pèse sur la classe ouvrière, prévient les locataires de

ladite maison qu'elle est dans l'intention de faire, à ceux qui en justifieront le besoin, remise :

1° Des termes échus et non payés;

2° De moitié du terme à échoir le 1er avril prochain.

Ces avantages ne seront faits qu'aux locataires restants et qui acquitteront l'autre moitié dudit terme d'avril avant la fin de mai;

3° La remise entière de ce dernier terme aux locataires auxquels il a été donné congé, à la condition expresse qu'ils déménageront le 8 dudit mois;

4° Des meubles laissés pour garantie des loyers par les locataires déménagés depuis neuf mois. Aux effets ci-dessus, MM. Lebreton fils et Lanier recevront les réclamations des locataires le dimanche, 2 avril prochain, de 10 heures à 3 heures.

Cependant les élections approchaient. Les femmes avaient un club, situé cité d'Antin, à la salle d'Antin. Celles qui voulaient en faire partie devaient s'inscrire chez un nommé Suan, demeurant 39, rue de la Chaussée-d'Antin. Dans ce club, comme dans leur journal, elles exprimaient toujours deux préoccupations : faire voter pour M. Legouvé; faire voter pour Georges Sand.

M. Legouvé est l'homme des femmes de

1848. « C'est celui que portent collectivement tous leurs vœux. »

« Femmes, dit un manifeste, entraînez vos « frères à chaque leçon qu'il fait le mercredi ; « entraînez vos frères ! puis, de retour au logis, « soyez bonnes au point qu'on vote de cœur, « *selon votre inspiration*, pour M. Legouvé, « qui vous a révélées à vous-mêmes par ses en- « seignements. »

Georges Sand est, aux yeux de Mme Eugénie Riboyet, « le type *un* et *une*, l'être mâle par sa virilité, femme par l'intuition divine, la poésie. Sand est une puissante et n'effraye personne ; c'est elle qu'il faut appeler par le vœu de toutes au vote de tous. »

Les femmes, dans cette campagne, recrutèrent quelques alliés parmi les hommes. Le club des Jacobins, qui se tenait au musée de Cluny, mit Georges Sand sur la liste de ses candidats. Les femmes se réjouissaient des progrès de leur cause, quand l'être *un* et *une* leur écrivit qu'il ne voulait pas être candi-

dat, qu'il trouvait leur initiative de très mauvais goût.

Privées de leur candidate, les femmes conseillèrent aux hommes de voter pour les candidats républicains.

« Arrière, réactionnaires de Paris et de la province, arrière donc! dit la *Voix des femmes*. Arrière pour vous-mêmes, si vous craignez de recommencer 93. Soyez de loyaux amis et de bons frères. Soyez consciencieux surtout, si vous aimez votre patrie et vos foyers! Envoyez à la Constituante de vrais représentants du peuple, de sincères républicains, ou sans cela, je vous le dis, votre Assemblée ne siégera pas quinze jours au Palais-Bourbon! »

Quelques jours avant les élections, le gouvernement avait reçu une pétition des femmes, que Mme Hubertine Auclert ne lira certainement pas sans plaisir :

Aux Membres du Gouvernement provisoire de la République française.

Les citoyennes soussignées, membres de la Société et rédactrices du journal *la Voix des femmes*,

Après en avoir délibéré mûrement,

Ont considéré :

Que la glorieuse révolution de Février 1848 ouvre l'ère de la *fraternité universelle* pour *tous* les êtres humains sans exception ;

Que le régime d'*égalité* et de *liberté* qu'elle a mission d'inaugurer ne peut admettre d'*ilotisme* perpétuel pour aucune catégorie sociale ;

Que la civilisation n'entre dans la première phase de son développement que par la concession de la liberté corporelle et des droits civils de l'épouse ;

Que le degré de liberté accordé à la femme est le thermomètre de la liberté et du bonheur de l'homme ;

Que l'état d'immobilité des *patriarcaux*, des *sauvages* et des *barbares*, qui soumettent le sexe à toutes les tortures du servage physique et moral, atteste l'impuissance du *sexe fort* à réaliser seul le progrès de la civilisation ;

Qu'une fois les *premiers droits civils* concédés, la logique, d'accord avec le bon sens et l'équité, contraignent l'autre sexe à concéder *successivement* l'émancipation intégrale qui, seule, aura puissance de donner une signification à la formule républicaine : *liberté, égalité, fraternité ;*

Qu'en particulier, les femmes de certaines contrées jouissent *actuellement* de l'exercice de leurs droits civiques ;

Que si la France est considérée par tous les peuples

comme la *mère-patrie* et le foyer de la civilisation, c'est que nos mœurs ont toujours été plus équitables que nos lois envers le sexe faible;

Que parmi les Françaises *adultes*, un petit nombre seulement ont un *protecteur légal et direct*, le mariage n'étant accessible qu'à une imperceptible minorité dans une société où la misère est le partage du grand nombre.

Par ces considérations,

Supplient le Gouvernement provisoire de la République de rendre immédiatement un décret qui consacre, *en principe*, la reconnaissance *absolue* des droits civiques de la femme et admettre les *majeures veuves et non mariées* à jouir de l'exercice du *droit électoral* sur la simple présentation d'actes authentiques constatant leur majorité ou leur émancipation légale.

Salut et fraternité.

LE COMITÉ DE RÉDACTION DE LA *Voix des femmes*.

Cette pétition, on le sait, n'eut aucun succès. Les femmes attendent encore leur émancipation (1).

Le coup d'État de décembre 1851 arrêta le

(1) Il est dans cette agitation féminine de 1848 quelques particularités curieuses et ignorées. Nous n'allons pas parler des *vésuviennes*.

Une des « oratrices » du club de la cité d'Antin était une Anglaise, miss Kueght, qui avait débuté dans la carrière politique en demandant l'abolition de l'esclavage,

mouvement féminin, qui recommença sous la Commune. Le gouvernement insurrectionnel

L'iniquité dont la race noire était victime ayant disparu, miss Kneght, dans son zèle émancipateur, se mit à travailler à l'affranchissement de son sexe. Une autre dame, également très impatiente du joug des hommes et qui tenait chez elle, 16, rue du Cloître-Saint-Merry un petit club féminin, s'appelait Mme Allix. Ce nom est justement celui d'un fou qui s'est constitué en notre temps le champion des droits de la femme.

Les femmes de 1848 étaient pleines d'entregent. Elles frappaient à toutes les portes pour obtenir des adhésions à leur cause. Elles allèrent un jour chez Victor Hugo qui leur écrivit les lignes suivantes, pleines de politesse, mais vides de tout engagement :

« Quand donc les gens de lettres comprendront-ils le parti qu'ils pourraient tirer, dans les vers, des qualités infinies et des grâces de la femme, qui a tant de soucis et si peu de véritables bonheurs ici-bas.

Ce serait honorable pour nous, littérateurs et philosophes, de chercher dans nos ouvrages à éveiller l'intérêt en faveur des femmes un peu déshéritées par les hommes, convenons-en, dans l'ordre de la société que nous avons faite pour nous plutôt que pour elles.

« Je leur dédierais volontiers toute ma poésie. »

Parmi toutes les affiches que nous avons trouvées dans les collections de M. Rousselet, il en est deux qui nous ont paru plus curieuses que les autres. C'est d'abord une affiche de Rouen, par laquelle les femmes séparées de leurs maris demandent à divorcer. Voici le texte de ce placard :

« DEMANDE EN DIVORCE

« *Par les femmes séparées judiciairement, habitant le département de la Seine-Inférieure.*

« Les *femmes* qui n'auraient point encore fait leur demande sont invitées par leurs compagnes d'infortune de la faire dans le plus bref délai.

de Paris en 1871 ne fit, du reste, rien pour l'affranchissement des femmes. Il se contenta

« Cette demande, se fait par pétition adressée à l'honorable citoyen Frédéric Deschamps, commissaire du gouvernement provisoire du département de la Seine-Inférieure.

« Nous implorons la protection et l'opinion de nos très chers compatriotes, nos frères, nos amis.

« SALUT, FRATERNITÉ.

« *VIVE LA RÉPUBLIQUE !*

« Rouen, ce 25 mars 1848. »

L'autre document qui nous a frappé est un manifeste des femmes pauvres aux femmes riches. Il est écrit avec une grande éloquence simple, et qui donne une haute idée de l'honnêteté un peu naïve de cette époque sentimentale de 1848 :

« L'humanité, disent les ouvrières aux femmes riches, vous fait une loi de ne point vous ensevelir au fond de vos séduisants boudoirs, ainsi que la timide fauvette au fond de son nid; ne boudez point la République, acceptez franchement ce qui est fait, ne soyez point vous-mêmes l'instrument de tous vos maux.....

« Soyez humaines, soyez justes; que le faste de la grandeur n'éteigne point en vous le flambeau divin de la charité !

« Montrez-vous dignes de porter le glorieux nom de citoyennes françaises.....

« Qu'est-ce que nous vous demandons ? De ne point interrompre le cours de vos dépenses ; l'hiver a fui, le soleil, par ses doux rayons, commande à la terre d'ouvrir ses riches trésors et chasse les noirs frimas.

« Soyez donc aussi pour nous un soleil bienfaisant. Réchauffez-nous au feu de vos sympathies. Apprenez-nous à bénir votre nom, ne soyez pas plus ingrates que la terre, notre mère.....

« L'argent dans une petite main blanche et délicate

d'admettre à la répartition des subsides les femmes non mariées aussi bien que les femmes mariées.

Est-ce par reconnaissance ou « par égarement obsidional » que des femmes se battirent pour la Commune. Il y en eut qui firent le coup de feu : on en fusilla ; on en déporta.

Mais revenons vite aux femmes d'aujourd'hui, et examinons leur position vis-à-vis du socialisme.

Le socialisme se préoccupa d'abord de la

sied moins que ces jolis riens nouveaux qui donnent à la jeune ouvrière tant de peine à confectionner pour attirer de vous un sourire d'envie, un regard de convoitise :

« Vous êtes le bras droit, la force matérielle, physique et morale des femmes industrielles. Ne vous énorgueillissez point des blasons de vos aïeux.....

« Unissez-vous donc, femmes du grand monde, venez en aide à vos sœurs malheureuses ; faites que nous trouvions dans chacune de vous, unité d'âme et de cœur. Faites pour nous enfin ce qu'ont fait les hommes pour leurs frères ! »

Comme ce bon et timide langage est différent des grossiers discours de nos femmes d'attaque !

1848 vit les premiers efforts tentés en France par les femmes pour entrer dans les professions masculines. Un collège médical de dames où professait le docteur Malatier fut ouvert sous la seconde République. La révolution de Février a donc ouvert chez nous l'ère des doctoresses.

femme par entraînement sentimental. La machine fit considérer la question féminine à un autre point de vue.

La mécanique, remplaçant l'artisan par le manœuvre, par le servant de machine, introduisit dans les usines, dans les ateliers, des femmes et même des enfants. Le patron eut intérêt à employer la femme à moindre salaire que son mari. C'est alors que la question féminine se posa devant les économistes et devant les socialistes.

Les premiers congrès ouvriers corporatifs essayèrent de rendre l'emploi des femmes difficile et même onéreux dans les atetiers, en demandant pour elles seules la limitation de la durée de la journée de travail. Les partis ouvriers socialistes, qui veulent pour les travailleurs des deux sexes cette protection de la loi, revendiquent pour les femmes un salaire égal à celui de l'homme pour une même durée de travail.

En un mot, ils poursuivent tous l'égalité

économique des sexes. Tous professent que cette égalité économique doit avoir pour corollaire l'égalité politique. Mais les uns croient que la femme doit être immédiatement mise en possession de ses droits politiques. Les autres, au contraire, soutiennent que l'émancipation économique de la femme doit précéder l'émancipation politique, que celle-ci doit être la résultante de celle-là.

Cette question féminime est un des rares points de doctrine sur lesquels les possibilistes et les guesdistes soient vraiment en désaccord. MM. Brousse, Malon et leurs amis demandent l'émancipation immédiate des femmes. M. Guesde et les marxistes sont partisans de cet affranchissement. Mais ils le renvoient à une époque indéterminée... après la victoire.

La polémique a été très vive sur cette question entre les frères ennemis du parti ouvrier. M. Guesde accusa M. Brousse de substituer hypocritement « la lutte des sexes à la lutte des classes ». Les possibilistes ont tenu bon.

En 1881, à Paris, ils ont posé la candidature d'une des leurs, Mme Léonie Rouzade. Cette manifestation n'a obtenu aucun succès.

A l'heure présente, les femmes qui aspirent à devenir des hommes ne font pas parler d'elles : elles aspirent en silence.

Leur cause, défendue avec une âpreté chicanière par Mlle Hubertine Auclert, a perdu de son sérieux par les fantaisies de celles qu'on a appelées les « femmes d'attaque » et de leur chef, M. Jules Allix, qui est un aliéné. Ces citoyennes, dans leur club de la rue Saint-Honoré, ont donné à rire par leurs plaisantes manifestations et par le titre même qu'elles se sont données.

L'origine du mot *femmes d'attaque*, qui a eu une telle fortune pendant la période électorale de 1885, est à raconter. M. Henry Fouquier, qui était alors rédacteur en chef du *XIXe Siècle*, écrivit le premier, en parlant des violentes oratrices du club féminin, qu'elles étaient « d'attaque ». La citoyenne Barberousse trouva

le mot, le releva, le reprocha à M. Fouquier et déclara à la tribune qu'elle et ses camarades s'en enorgueillissaient et le feraient passer à l'histoire, comme les insurgés des Pays-Bas ont rendu glorieuse l'injure du duc d'Albe qui les avait appelés des *gueux*.

La question des femmes est une question économique et n'est pas, en France, dans l'état de nos mœurs, étant donnés si on veut nos préjugés, une question politique. Puisque les industriels, à la recherche du meilleur marché, engagent des femmes à moindre salaire que les hommes, il faudra certainement un jour ou l'autre aviser et que l'État intervienne pour empêcher cette immorale concurrence du mari et de la femme (1).

(1) Les plus en vue des femmes politiciennes sont : Mlle Louise Michel, Mme Léonie Rouzade, Mme Paule Munck. Il sera question de Mlle Louise Michel au chapitre *Anarchie*. Mme Léonie Rouzade est une possibiliste, grande prédicante de libre-pensée. Elle est toute fluette, non pas inélégante. Elle parle avec facilité et bonne humeur. C'est une oratrice pleine d'ironie qu'on entend sans déplaisir. Elle cherche plus à faire rire qu'à donner à son auditoire la chair de poule.

Mme Paule Minck, a épousé un Méridional, M. Négro.

Elle s'appelle maintenant Mme Négro-Minck. Elle parle avec conviction, chaleur et clarté. Après Mlle Louise Michel, elle est l'oratrice la plus en vogue dans son monde. On sait que Mme Paule Négro-Minck a eu deux fois des démêlés avec la municipalité de la ville où elle habite, en raison des prénoms qu'elle voulait donner à ses enfants. Le premier né devait s'appeler Lucifer-Blanqui-Vercingétorix. On refusa de l'inscrire à l'état-civil. Mme Négro-Minck et M. Négro firent un beau tapage par leurs protestations. Tout cela est connu. Mais ce qu'on ignore, c'est qu'un anarchiste reprocha à Mme Négro-Minck d'avoir voulu donner à son fils le nom d'un « traîneur de sabre », Vercingétorix!

Mme Négro-Minck est l'amie de M. Guesde, sans être pour cela guesdiste.

XVII

BLANQUI

Auguste Blanqui a laissé après lui une petite troupe d'amis fidèles à sa mémoire comme ils l'avaient été à sa personne, et qui constituent, dans le parti révolutionnaire, une élite d'hommes d'action.

Les blanquistes forment dans le grand courant socialiste contemporain un petit courant qui ne s'est pas mêlé aux eaux ambiantes. Ils sont demeurés blanquistes, autonomes, ni guesdistes, ni possibilistes, mais révolutionnaires sans épithète.

L'homme qui créa ce petit parti à la physionomie originale, Auguste Blanqui, avait

une grande intelligence et des qualités très remarquables : une indomptable ténacité, une volonté d'acier, l'art de parler aux hommes et de les séduire et un grand désir de domination.

Blanqui fut en France au XIXe siècle le premier communiste *révolutionnaire*. Tandis que les utopistes parlaient de concilier dans une société idéale les intérêts antagonistes de ceux qui possèdent et de ceux qui ne possèdent pas, Blanqui devina la lutte des classes ; dans ses écrits, dès sa première jeunesse, il préconisa l'emploi de la force pour faire cesser les « iniquités sociales ». Tous les actes de sa vie furent une « progagande par le fait » de l'emploi de la force (1). Blanqui a donc devancé Karl Marx. Il est le frère aîné du grand socialiste allemand. Entre eux la doctrine seule est commune. Les tempéramments diffèrent. Blanqui était un Niçois, mi-français, mi-italien, à l'ima-

(1) De 1830 à 1880, c'est-à-dire pendant cinquante ans, Blanqui fut libre seulement treize ans. Il passa trente sept années en prison.

gination ardente et à l'esprit calculateur ; un cœur chaud et une tête froide. Il concevait vite, exprimait clairement. Il agissait avec promptitude et décision. C'était un homme nerveux, fait pour l'action : un homme de coup de main. Karl Marx n'avait pas tant d'audace ; homme d'études, philosophe, constructeur de systèmes il laissait Blanqui bien au-dessous de lui. Dans une entreprise où il aurait fallu donner de sa personne, Blanqui serait passé avant lui. Karl Marx disait que la force est l'accoucheuse des sociétés. Il n'aurait probablement pas su faire l'accouchement révolutionnaire, si les circonstances s'y étaient prêtées, Blanqui l'aurait fait.

Blanqui vit avec joie la formation de l'Association internationale des Travailleurs, mais la composition et les tendances de la section parisienne de l'Internationale ne lui plurent pas. On a vu dans les premiers chapitres de ce livre que la section parisienne comprenait des ouvriers pacifiques qui poursuivaient des réformes économiques,

Les ouvriers avaient vu 1848, la sanglante répression de juin.

Leur exécration pour Cavaignac s'était étendue à tous les politiciens bourgeois. Ils croyaient que les classes ouvrières n'étaient point intéressées dans les questions politiques, qu'elles devaient seulement se préoccuper des conditions économiques et sociales; et ils n'étaient point éloignés de penser, s'ils ne le disaient point, que ces améliorations pouvaient être l'œuvre de la monarchie aussi bien que d'une république.

Cette indifférence pour la république effrayait Blanqui qui espérait tout d'un mouvement violent. Il avait la haine des parlementaires; il faisait écrire des brochures contre les membres de l'opposition au Corps législatif impérial (1). Il voulut « *déparlementariser, révolutionariser* » la section parisienne de l'Internationale. En 1865, il donna l'ordre à ses amis restés en France d'envoyer des délé-

(1) Voir la note à la fin du chapitre.

gués au Congrès internationaliste de Genève. Avec des souscriptions recueillies dans les faubourgs, cinq délégués purent partir. C'était MM. Alphonse Humbert, Protot, Jeunesse, Lalourcey, ouvrier menuisier; Jeanon, ouvrier tailleur (1). A leur arrivée à Genève, le Congrès leur refusa le droit de siéger, parce qu'ils ne représentaient pas une section de l'Internationale. Ils s'assirent alors au milieu du public. Et c'est de leur banc qu'ils interrompirent les orateurs, prononcèrent des discours, dénoncèrent la section parisienne comme « pleine de mouchards, vendue à l'Empire ». Ils firent un scandale, au beau milieu duquel arriva de Blanqui, par l'intermédiaire de son principal lieutenant, l'ordre de cesser. Blanqui, changeant brusquement d'opinion, avait pensé qu'il ne retirerait aucun avantage de l'attaque contre les internationalistes parisiens. Il envoya aussitôt défense à M. Alphonse Humbert et à

(1) A ces délégués se joignit un amateur, M. Calavas. que l'on appelait Calavas-bey dans les cafés d'étudiants. M. Calavas est maintenant libraire à Paris.

ses amis de continuer. Les cinq délégués, fait inouï dans les annales du blanquisme, refusèrent d'obéir « au Vieux ». Ils répondirent que leur voyage ayant été payé par des ouvriers parisiens, leurs véritables mandants c'était leurs souscripteurs, et non pas Blanqui, et que seuls ces souscripteurs avaient le droit de leur donner des consignes.

Aux yeux des blanquistes, c'était un crime si grand d'avoir « désobéi » à Blanqui qu'à leur retour les délégués de Genève furent mis en accusation. Le parti s'assembla au café de la Renaissance, où les délégués se défendirent assez bien pour être acquittés (1).

Blanqui fut, à la fin de l'Empire et au commencement du siège le chef du mouvement démagogique. Après son arrestation, le 31 octobre, ses disciples gardèrent les premiers rôles dans l'agitation révolutionnaire. Il serait

(1) On se souvient que la police arrêta les juges et les accusés, à la fin de « l'audience ». Ce fut « *l'affaire de la Renaissance* ».

injustes de dire que la Commune de Paris a été une œuvre blanquiste, car ce douloureux événement a des causes bien complexes. Mais quand l'insurrection fut commencée, les blanquistes en furent les chefs.

Blanqui, à la fin de l'Empire, avait formé tout un corps d'officiers révolutionnaires. Il avait connu à Sainte-Pélagie, en 1862 ou 1863 des étudiants qui publiaient au quartier Latin des petits journaux (1), dans lesquels ils commettaient contre la religion, contre la personne de l'empereur des peccadilles de presse. Ces jeunes gens s'appelaient Tridon, Jaclard, Protot, Villeneuve, Germain Casse, Dr Régnard et quelques autres.

Ces « aspirants » souhaitaient qu'on les enseignât, qu'on les dirigeât. Blanqui sut les conquérir. Il parlait av. c éloquence, d'une voix douce. Il avait cet air imposant des hommes d'apparence débile qui ont accompli des choses extraordinaires et qui ont de grandes ambi-

(1) *La Jeunesse, — Les Ecoles de France, — Le Travail, etc.*

tions. Il se forma ainsi une petite troupe, admirablement disciplinée dont Blanqui se servit : 1° au congrès de Liège de 1864, pour faire une manifestation révolutionnaire et socialiste dans une assemblée libre-penseuse (1) et libérale ;

2° Pour faire la manifestation de Ménilmontant, où les étudiants, en plein jour, allèrent crier : Vive la République ! On les arrêta. Il y eut une bousculade dans laquelle des ouvriers prirent parti contre les agents pour les manifestants (2). En prison, ces ouvriers et ces étudiants se lièrent. Le blanquisme envahit ainsi les faubourgs ;

3° Pour faire attaquer, au Congrès de Genève, les internationalistes parisiens qui se montraient rebelles à son enseignement ;

4° Pour attaquer, au mois d'août, le poste

(1) Tous les jeunes gens que nous avons cités plus haut étaient délégués à ce Congrès, où M. Protot fit un discours d'une surprenante violence.

(2) Ces ouvriers s'appelaient : Gentois, Subis Bazin, Meunier

des pompiers du boulevard de la Viliette et tenter de révolutionner Paris (1).

Pendant la Commune, les blanquistes, qui s'étaient introduits dans le Comité central et qui comptaient une minorité très active dans l'Assemblée communale, furent les têtes de la résistance (2).

On a vu qu'après la répression de la révolte parisienne, les blanquistes se réfugièrent à Londres, où ils entrèrent au Conseil général de l'Internationale, avec l'arrière-pensée de se rendre les maîtres de l'Association. Karl Marx déjoua leurs projets en faisant transférer à New-York le Conseil général. Après cette déception, les blanquiste formèrant à Londres le groupe de la *Commune révolutionnaire*. Ils attendirent

(1) Au mois d'août, une troupe d'hommes armés attaqua un poste de pompiers à la Villette. C'était Blanqui et ses amis. Ils espéraient soulever le faubourg, puis Paris tout entier. Les armes dont les conjurés étaient pourvus avaient été payées par un des leurs, M. Granger.

(2) Dans la Commune, il y avait neuf blanquistes : Raoul Rigault, Théophile Ferré, Tridon, Vaillant, Ranc, Eudes, Protot, Cournet, Ranvier.

l'amnistie qui leur permit de rentrer en France, où ils retrouvèrent en liberté leur maître, Auguste Blanqui. Il avait, après l'élection de Bordeaux en 1879, pu sortir de la prison de Clairvaux.

Avec les amis anciens et quelques nouvelles recrues, en très petit nombre, qu'il put faire, car la vogue, dans la classe ouvrière, était au parti collectiviste, Blanqui organisa ses cadres. Il fonda le « parti révolutionnaire ». Ce parti a des comités dans beaucoup d'arrondissements. Les comités sont tous reliés au *Comité révolutionnaire central.* Les comités et leurs adhérents eurent pendant quelque temps un journal quotidien : *Ni Dieu ni maître*, qui, après avoir publié une trentaine de numéros, devint hebdomadaire.

Ni Dieu ni maître aujourd'hui a disparu (1).

(1) Dès sa naissance, *Ni Dieu ni maître* eut à soutenir un procès singulier. Les bureaux du journal étaient établis dans le passage de l'Opéra. Sur la porte de l'imprimerie, Blanqui avait fait tracer en grandes lettres noires sur un fond rouge le titre de son journal.

Le comte de X..., propriétaire du passage, demanda

La dernière année de la vie de Blanqui fut une année de propagande active. Les ouvriers écoutait ce petit vieillard, dont l'esprit était obscurci par l'âge et la voix cassée, avec la déférence qu'on doit aux ancêtres. Ce dernier effort de Blanqui n'eut pas une grande efficacité révolutionnaire. Il mourut le 31 décembre 1880. Il avait été condamné à mort cinq fois et succomba à une congestion, chez un de ses amis qui l'avait recueilli, boulevard d'Italie (1).

Le blanquisme a survécu au vieil insurgé. Les blanquistes ont gardé la tradition de leur maître. Ce sont plutôt des politiciens que des économistes et des sociologues. Ils sont communistes et hébertistes. Les hébertistes, sur

que les mots *Ni Dieu ni maître*, qui offensaient ses convictions, disparussent de sa propriété. Blanqui fut condamné à gratter son enseigne.

C'est peut-être la seule fois de sa vie qu'il comparut en justice sans être condamné au moins à la prison perpétuelle.

(1) Blanqui est mort non pas dans le dénûment, car ses amis ne l'abandonnèrent pas, mais dans une grande pauvreté.

lesquels un des blanquistes, Tridon, a écrit une curieuse brochure, veulent établir la dictature de la commune de Paris sur toutes les autres communes de France. Ils veulent d'abord que « le peuple de Paris » s'empare du pouvoir. « Le peuple de Paris », quand les blanquistes en parlent ainsi, c'est eux. Quand « le peuple » sera donc au pouvoir, « il agira révolutionnairement, par tous les moyens possibles ». Cette formule est dans le genre de celles que les blanquistes affectionnent parce qu'elles ne peuvent mécontenter personne. Ils ne veulent pas prendre parti, en effet, dans les querelles de doctrines. Leur tempérament autoritaire les a rapprochés de M. Guesde, en qui ils ont reconnu un bon autoritaire, un tempérament frère du leur. Mais ils ne sont pas pour cela les ennemis des possibilistes. Ils restent neutres au-dessus de toutes les disputes. Ils sont révolutionnaires, hommes de courage et d'audace. Que les événements permettent de tenter un coup, on les trouvera; ils seront en

avant. Les entreprises aventureuses, hasardeuses, sont de leur compétence. Mais tant qu'il s'agit de savoir si on doit mettre en tête d'un programme les considérants de l'Internationale ou les considérants du programme du Havre, les blanquistes hochent la tête avec indifférence. Comme le soldat qui doit toujours « marcher au canon », ils vont partout où il entendent parler de révolution.

Il y a cependant un parti avec lequel les blanquistes ne s'entendent pas du tout : c'est c'est le parti anarchiste. Il est vrai que les anarchistes sont en désaccord avec toutes les autres factions révolutionnaires. Il y a eu des luttes à mains plates, à poings fermés et à coups de dossiers de chaises entre blanquistes et anarchistes dans les meetings (1).

Cette hostilité des blanquistes et des anar-

(1) Le champion blanquiste de ces batailles était un géant nommé Parisel, artiste peintre de sa profession. Parisel, qui n'avait rien de commun avec le membre de la Commune dont il portait le nom, est mort il y a quelques mois. Il avait fait partie de la délégation française envoyée l'an dernier en Hongrie.

chistes ne tient pas à une rivalité d'ambition. Elle tient à la différence des tempéraments. Les anarchistes sont des hommes de désordre; les blanquistes sont des hommes d'ordre. Ils ont l'instinct de gouvernement, du sens politique. Jamais on ne les voit refuser un concours d'où qu'il vienne : ce sont vraiment des opportunistes. M. Ranc, qui est un ancien blanquiste, a pu écrire que Blanqui était le fondateur de l'opportunisme. On doit noter, à l'appui de cette observation, que presque tous les anciens blanquistes qui n'ont pas persisté sont entrés dans les partis de gouvernement. M. Ranc a été l'ami, le confident, le conseiller de Gambetta; hommes de gouvernement, M. Levrault, au Conseil municipal, M. Villeneuve et M. Germain Casse, à la Chambre, etc.

Les principaux blanquistes sont M. Eudes, ex-général; M. Vaillant, conseiller municipal; M. Granger (1), M. Chauvière, M. Margue-

(1) M. Granger, qui est tout dévoué à sa cause, qui lui a donné toute sa fortune, est la tête du Comité révolution-

ritte, M. Goullé, M. Rouillon. Les différents comités révolutionnaires, adhérents au Comité révolutionnaire central, comptent peut-être deux cents membres militants; c'est une poignée, mais c'est la bonne poignée du parti révolutionnaire. Les cadres d'insurrection sont là et point parmi les parleurs des autres sectes (1).

tionnaire central, devant lequel M. Eudes, avec sa grosse voix et ses anciens galons, fait la parade.

(1) Auguste Blanqui, qui eût été certainement, s'il avait pris une autre voie, un homme d'Etat de premier ordre, commettait parfois de graves erreurs de calcul. C'est ainsi qu'il avait projeté de soulever Paris un Mardi-Gras et de faire dégénérer une fête en bataille. C'est ainsi encore que, pour le « coup de la Villette », il fit attaquer un poste de pompiers. Les pompiers sont et ont toujours été justement populaires. Le peuple aurait plutôt pris parti pour eux. Contre les sergents de ville, Blanqui aurait eu raison devant la foule. Il ne le comprit pas.

Cet homme sans pitié, à l'âme de fer dans un corps si frêle, qui eût sacrifié l'univers à son ambition, avait gardé en lui une certaine tendresse. Jusqu'à la fin de sa vie il eut la main droite couverte d'un gant noir. C'était pour dissimuler une bague et un bracelet ayant appartenu à sa femme et auxquels il tenait beaucoup.

Une intéressante trouvaille à faire serait celle des brochures que Blanqui fit écrire par ses jeunes disciples, à la fin de l'Empire, contre les membres de l'opposition du Corps législatif. Ces pamphlets, que Blanqui revit tous, ne furent jamais imprimés. Où en sont les manuscrits? M. Vil-

leneuve, qui écrivit la brochure sur Pelletan, ne pourrait-il pas nous le dire?

Nous n'avons pas parlé dans cette courte notice de Blanqui écrivain. Il avait un très grand talent.

Il le déploya surtout pendant le siège, dans son journal la *Patrie en danger*, où il fit montre de clairvoyance et de connaissances militaires étendues. Cet homme avait étudié toutes les sciences dont un dictateur ne doit pas être ignorant?

M. J.-J. Weiss a publié une intéressante étude critique sur la *Patrie en danger*.

XVIII

ANARCHIE

L'anarchie n'est plus aujourd'hui la vieille hydre des déclamations conservatrices. Ce n'est plus un fantôme dont on puisse effrayer le bourgeois timide. C'est un système social. Et quel système !

L'anarchie est la réalisation du fameux décret de Rochefort : « Il n'y a plus rien ». Dans la société anarchique, l'individu est « autonome », c'est-à-dire qu'il ne relève que de lui-même. Il n'est dominé par aucune législation, par aucune réglementation. Il vit libre, il fait ce qu'il veut, à sa guise. Il s'associe si bon lui semble et rompt l'association quand bon lui

semble. Et nul n'a droit de trouver mauvais qu'il suive son caprice, chacun étant libre de s'abandonner au sien.

Tous les partis que nous venons d'examiner ont dans leur doctrine une certaine part de vérité. Les blanquistes, qui veulent révolutionner la France par la dictature de la Commune de Paris, ne sont pas dans l'absurde. On imagine encore une société collectiviste où, le capital étant la propriété commune, chacun devra contribuer à sa mise en œuvre dans la mesure du besoin collectif. Mais l'anarchie est l'incompréhensible.

Les anarchistes procèdent, quoi qu'ils en disent, du principe individualiste. C'est à contresens qu'ils se proclament communistes. Leur autonomie de l'individu, le droit à l'arbitraire qu'ils reconnaissent à chacun, même au détriment des autres, sont la négation de la solidarité sur laquelle seule peut se fonder une société communiste. Ne pas vouloir réglementer même le travail dans une société où la

mécanique, à laquelle on demande chaque jour d'avantage, exige un service d'une ponctuelle exactitude, c'est vouloir se priver du concours de la mécanique; c'est se condamner à périr. Si les anarchistes, à qui on ferait valoir cette nécessité de réglementer au moins le travail, consentaient à cette réglementation, ils cesseraient d'être anarchistes : au-dessus de l'autonomie de l'homme, ils placeraient donc une loi qui restreindrait dans son exercice la liberté individuelle.

Quelques nobles esprits ont vu l'anarchie dans un rêve. MM. Elisée Reclus et Kropotkine sont de ces grands visionnaires. C'est eux qui servent d'enseigne au parti anarchiste. Ils sont ses porte-respect, comme dans les banques véreuses l'ancien soldat, médaillé et décoré, qu'on place dans l'antichambre, couvre de sa respectabilité l'indignité des administrateurs.

Le parti anarchiste européen est d'origine slave. Michel Bakounine l'apporta de Russie, où l'absolutisme du czar, brutalement exercé

par ses gendarmes, fait tant haïr l'autorité aux lettrés qui connaissent l'Occident, ses constitutions et ses libertés.

Par ambition, pour rivaliser avec Karl Marx, Bakounine systématisa l'anarchie. Il trouva en Suisse, dans ce pays de protestantisme sombre, où l'hypocrisie calviniste est si despotique, sous des mots de libre examen et de liberté de conscience, un bon terrain. L'anarchie, apportée de Russie, s'acclimata en Suisse. De la Suisse, elle déborda sur l'est de la France, sur la région lyonnaise, où elle poussa quelques racines. C'est seulement dans cette partie de la France qu'il y a des anarchistes.

On en a vu, à Paris, mais c'était moins des anarchistes que des frondeurs violents. Le premier anarchiste marquant que nous ayons eu dans notre pays, après M. Elisée Reclus, bien entendu, est M. Émile Gautier. M. Émile Gautier est un jeune homme d'une grande valeur, éloquent comme les dix meilleurs orateurs qu'il y ait en France, ambitieux et ombrageux.

Il était de ce petit groupe d'étudiants que connut M. Jules Guesde à son retour de Suisse. Il fut le seul peut-être qui ne voulut pas subir l'ascendant du prêcheur collectiviste. Il s'isola, cherchant sa voie, envieux de l'ascendant que M. Guesde prenait sur ses camarades, l'accusant d'ambition, l'attaquant même dans son honneur. Un duel au pistolet marqua les commencements de la rivalité du chef des collectivistes avec le fondateur de l'anarchisme en France. M. Emile Gautier, quand se fit le groupement révolutionnaire du parti ouvrier, créa dans le Ve arrondissement un groupe anarchiste. Il fut aidé par M. Arsène Crié, un jeune homme qui n'avait pas les mêmes arrière-pensées que lui et qui entra dans l'anarchie sans calcul, parce que c'était le groupe « le plus avancé ». C'est pour le même motif que le parti anarchiste recruta à Paris deux ou trois cents ouvriers. Quelques-uns de ces pauvres gens, voyant les chefs guesdistes et possibilistes se disputer sans cesse, allèrent au groupe

où l'on disait: « *Plus de chefs, ni Dieu, ni maître* ». La police, on le sait maintenant aida, au recrutement anarchiste. Le premier journal anarchiste fondé à Paris le fut avec les fonds secrets du préfet (1). L'an dernier le *Cri du Peuple* fournit la preuve que deux ou trois des plus violents orateurs anarchistes étaient des agents secrets des brigades des recherches. Le pouvoir introduisit ces « indicateurs » parmi les anarchistes pour augmenter la confusion que les compagnons avaient apportée chez les révolutionnaires. Les anarchistes, ennemis de toute autorité, insultaient tous les socialistes autoritaires, c'est-à-dire tous les socialistes. Ils troublaient les réunions publiques, s'y battaient, empêchaient les orateurs de parler, les résolutions d'être prises. Ils organisaient sur la voie publique des réunions illégales qui permettaient aux agents de faire du zèle, et qui donnaient prétexte à des arresta-

(1) La *Révolution sociale.* Voir les souvenirs de M. Andrieux, ancien préfet de police.

tions, à des perquisitions. On comprend très bien que les préfets de police n'aient pas dédaigné de tels alliés et qu'ils aient envoyé parmi eux des agents chargés de les exciter dans leur œuvre de dislocation.

Mlle Louise Michel a été, pour le parti anarchiste, un grand renfort. Les anarchistes la circonvinrent, s'emparèrent d'elle. Ils la firent écrire dans ce journal d'espions : la *Révolution sociale*. Cette femme égarée, et dont les intentions sont honnêtes, crut que les vrais amis du peuple étaient parmi ces « compagnons » qui, certainement, n'avaient pas d'ambition, puisqu'ils voulaient détruire l'objectif de tous les ambitieux: le pouvoir. Elle n'examina pas si l'anarchie était possible. Elle trouva que là était le « bien », « le mieux ». On lui dit que l'anarchie était une société où tous les hommes seraient bons, où chacun ferait son devoir sans contrariété, par amour du devoir. Et elle alla à l'anarchie comme elle serait allé partout ail-

leurs à la poursuite de son idéal de justice (1).

Mlle Louise Michel est sincèrement anarchiste. Elle est peut-être seule sincère dans son parti, parce qu'elle n'a jamais dû chercher à savoir ce qu'il y a sous le mot anarchiste et sous la phraséologie des « compagnons. » Elle ne sait pas très bien ce qu'elle dit ni ce qu'elle fait. Mais jamais elle n'a une arrière-pensée intéressée. C'est une femme très charitable et très dévouée à ses amis, et qui commettrait, au nom de l'humanité et avec une entière « bonne foi », des atrocités. L'espèce de ses tendres bourreaux est assez nombreuse.

Les anarchistes, qui veulent supprimer tous les pouvoirs, ne sont pas candidats. Ils prêchent l'abstentien. Ils ne comptent que sur la force. L'extrait suivant d'un manifeste anar-

(1) Ce jugement sur Mlle Louise Michel étonnera peut-être quelques personnes; mais l'auteur n'a pas écrit ce livre pour flatter les passions des lecteurs. On ne doit donc pas être surpris de lire ici que Mlle Louise Michel est une personne respectable, qui peut mériter des rigueurs, mais qui ne mérite pas une insulte.

chiste contient en quelques lignes l'exposé de leurs tendances politiques :

Les anarchistes, conséquents avec eux-mêmes, avec leurs revendications et leurs espérances, renient absolument la religion du bulletin de vote, et, loin de considérer le suffrage universel comme une panacée, comme un instrument d'émancipation, ils y voient, au contraire, *un odieux instrument de domination*, LA PLUS GRANDE MYSTIFICATION DU SIÈCLE !

Le suffrage universel, en effet, n'est, au fond, que le droit de choisir nous-mêmes nos maîtres, de désigner la sauce à laquelle nous préférons être mangés.

Ne donnons donc pas à notre misérable condition, à notre infériorité subie, le caractère inexpiable d'une servitude volontaire, d'une misère *acceptée*, CONSENTIE, VOTÉE !!!

Ce n'est pas à nous de choisir des verges pour nous fouetter...

Voilà pourquoi les anarchistes sont partisans de l'abstention; voilà pourquoi ils prêchent la grève électorale.

Entendons-nous !

Il ne s'agit pas de l'abstention stérile et lâche qui consiste à ne rien faire, et à tendre docilement le cou au joug et les mains à la férule.

Notre abstention s'arrête au bord des urnes.

Elle ne nous empêche pas de nous mêler à l'agitation électorale, mais seulement pour en démontrer l'inanité, pour préconiser nos idées et faire au tribunal de la foule le procès de tous les candidats et de toutes les candidatures.

Nous refusons de souscrire à notre propre asservissement, mais en revanche, nous voulons substituer à l'action parlementaire, qui fait des dupes et des sceptiques, l'action révolutionnaire qui fait des convaincus.

Ce que nous conseillons, c'est l'abstention ACTIVE!

Au lieu de nous en remettre à d'autres du soin de notre salut, nous voulons accomplir nous-mêmes, directement et sans intermédiaires, nos revendications et notre affranchissement.

La souveraineté ne se délègue pas : elle s'exerce!

Les anarchistes ne voulant plus d'aucun pouvoir politique, d'aucune souveraineté, même nationale, au-dessus de l'individu, ne pouvaient pas conserver le mot de « citoyen », qui signifie proprement « homme libre dans l'Etat et participant à la souveraineté ». Ils ont adopté le mot « compagnon », qui n'a aucun sens politique. Quand on entend un orateur dire : compagnons, cet orateur est anarchiste.

Le parti anarchiste, en outre des quatre ou cinq personnes marquantes dont nous venons de parler (1), est la fraction la moins estimable

(1) M. Emile Gautier n'est plus anarchiste depuis un an qu'il est sorti de prison ; il semble s'être rapproché du

du parti révolutionnaire. Les anarchistes sont en général des ouvriers grossiers, ignorants, complètement illettrés. Ils sont brutaux. Leurs discours n'ont pas l'étudié et le substantiel des discours des collectivistes, qui, eux, ne sont pas sans savoir. Ce sont de vulgaires, plates et violentes déclamations. Ils insultent et ne raisonnent pas. Les attentats inutiles sont le fait des anarchistes. La police, quand elle le voulut, les décida à déposer une boîte de sardines remplie de dynamite sous les pieds de la statue de M. Thiers, à Saint-Germain. Ils ont fait des explosions de dynamite, sans effet, à Lyon. Ces pastiches des procédés terribles des nihilistes russes constituent ce que les anarchistes appellent la propagande par le fait. Il y a dans la bande de bons farceurs. De ce nombre était certainement le chimiste qui donnait, dans les journaux anarchistes de Lyon, la recette pour fabriquer les « produits antibourgeois ».

parti opportuniste. Il est correspondant de l'*Akhbar*, journal d'Algérie, et cherche l'obscurité.

C'est par ces procédés d' « épatement » que les anarchistes croient faire du terrorisme.

Il faut cependant établir une distinction entre les anarchistes parisiens et les anarchistes lyonnais. Si l'anarchisme, à Paris, est si mal composé, c'est parce que Paris est une ville gaie, peu haineuse, où les ouvriers s'amusent encore. Lyon, avec ses couvents, et grâce au voisinage de la Suisse, est plus triste. Le mouvement anarchiste y a pris pendant quelque temps une certaine importance. On a vu, dans le procès Kropotkine, quelques accusés qui ne manquaient ni de savoir, ni d'éloquence, ni même de courage.

Les anarchistes ont en France une soixantaine de groupes, qui portent tous des noms terribles ou burlesques. Cela va de la *Panthère des Batignolles* aux *Criminels*, en passant par les *Indignés*, les *Révoltés*, la *Vengeance*, la *Révolte*, l'*Audace*, les *Cœurs de chêne*, les *Nihilistes*, l'*Eclair*, le *Tocsin*, l'*Aiguille*,

la *Sentinelle*, le *Glaive*, les *Forçats*, les *Exploités*, etc.

Chacun de ces groupes compte deux membres ou dix membres au plus. Bien qu'il existe entre eux une fédération, les groupes anarchistes n'ont jamais rien entrepris d'important.

Ils ont organisé deux ou trois fois des meetings sur la voie publique. Mais ces manifestations n'ont eu aucune influence sur le mouvement socialiste (1).

(1) Les anarchistes les plus marquants sont les compagnons Emmery-Dufoug, Maria, Ferré, Duprat, Montaut, Tortelier. Les autres ne valent pas qu'on les nomme. C'est une cohue d'hommes rudes et violents. Une fois, en 1882, les anarchistes crièrent victoire. Ils avaient converti le citoyen Penet. Le citoyen Penet était conseiller municipal à Levallois-Perret. Il donna sa démission « pour se consacrer entièrement à l'action révolutionnaire et à la propagande par le fait ». Penet est « le triomphe » des anarchistes. Leurs journaux de Lyon se glorifièrent longuement de la conversion de Penet.

XIX

LA PRESSE RÉVOLUTIONNAIRE

Les révolutionnaires, depuis 1871, n'ont pas possédé en France beaucoup de journaux. Jusqu'en 1877, ils n'en eurent pas un seul, le premier journal socialiste révolutionnaire ayant été l'*Egalité*, de M. J. Guesde.

Avant l'*Egalité*, nous avons vu que les socialistes étaient accueillis dans certaines feuilles radicales : les *Droits de l'Homme* et le *Radical*, de M. Sigismond Lacroix, entre autres. Mais c'est comme républicains très avancés et non pas comme socialistes qu'ils reçurent l'hospitalité des radicaux. Quand M. Guesde commença sa campagne d'enseignement collecti-

viste, la direction des *Droits de l'Homme* crut devoir déclarer qu'elle n'était aucunement solidaire de son collaborateur, que celui-ci était indépendant. Les socialistes, dans la presse radicale bourgeoise, furent donc traités comme « des artistes en représentation ». Avant les *Droits de l'Homme* et le *Radical* de 1877, dont les colonnes leur furent ouvertes, ils avaient trouvé des égards à la *Vérité* de M. Portalis, au premier *Radical* de M. Mottu (1), enfin dans les journaux du radicalisme politique, qui ne voulaient pas rebuter des alliés aussi remuants que les socialistes.

L'*Egalité* fut donc le premier journal révolutionnaire publié en France. Quelques mois après sa naissance, il lui vint un petit frère dans la personne du *Prolétaire*. Nous avons vu les querelles de ces deux journaux et mentionné aussi l'*Emancipation* de Lyon, que M. Benoît Malon créa avec M. Guesde et qui vécut un mois et demi.

(1) 1872.

Jusqu'à la publication du *Citoyen* de Paris, il n'exista pas dans notre pays de journal quotidien socialiste. Le *Citoyen* fut fondé par M. Achille Secondigné avec l'argent d'un financier qui sombra dans un krach. Il servit longtemps aux guesdistes pour tenir tête aux possibilistes (1). Le *Citoyen* vivait encore quand M. Lissagaray fonda la *Bataille*. Après une courte carrière, la *Bataille* fit sa jonction avec le *Citoyen*, dont le nom disparut bientôt. Avant que M. Jules Vallès fît paraître le *Cri du Peuple*, la *Bataille* fut le seul représentant du socialisme dans la presse parisienne(2).

Le *Cri du Peuple* porta malheur à la *Bataille*, comme celle-ci avait porté malheur au

(1) Voir le chapitre : *Division des états-majors*.

(2) Les journaux les plus avancés, que le public confond avec les révolutionnaires, n'ont jamais eu que de la bienveillance pour les socialistes. M. Malon, à l'*Intransigeant*, est un collaborateur très intermittent et qui n'engage pas la politique du journal. M. Henri Rochefort publie volontiers toutes les communications des groupes socialistes, mais il fait sa politique à lui, tout à fait indépendante. On peut dire la même chose de la *France libre*, où M. Maujan n'est, pour les révolutionnaires, qu'un hôte facile.

Citoyen. Après une rivalité longue et violente, surtout à la fin, la *Bataille* dut céder le terrain à son concurrent. Aujourd'hui le seul champion quotidien du socialisme à Paris, et même en France, est le journal de Vallès, que dirige avec un certain bonheur son amie, Mme Sévérine.

Il semble donc qu'il n'y ait de clientèle en France que pour une feuille révolutionnaire, puisque, chaque fois qu'il en a existé deux simultanément, l'une d'elles a été ruinée par l'autre.

Si la grande presse quotidienne a toujours été réduite à un ou deux représentants, la petite presse hebdomadaire a été, en revanche, toujours nombreuse. Il existe actuellement trois publications socialistes : la *Revue socialiste*, le *Socialiste* (1), le *Prolétaire*, sans compter le *Révolté*, de Genève, qui fut transféré

(1) Le *Socialiste* est le continuateur de l'*Égalité*. Il est rédigé par MM, Guesde, Lafargue et Deville. C'est un journal de doctrines, écrit par des hommes qui savent.



à Paris, il y a quelques mois, et qui paraissait récemment encore.

Pendant ces dernières années, nous avons vu tomber beaucoup de petites feuilles révolutionnaires. Dans ce tas de ruines on distingue surtout des ruines anarchistes. La *Révolution sociale* de l'agent Serreaux, que la préfecture de police subventionnait, est morte ; morts aussi le *Droit social*, l'*Etendard*, le *Drapeau noir*, la *Lutte*, journaux anarchistes de Lyon, où s'était introduit un nommé Valadier, agent de la préfecture du Rhône ; mourant s'il n'est pas mort, le *Révolté*, où le prince Kropotkine publia une grande partie des chapitres de son livre : *Paroles d'un révolté* ; mort le *Forçat* de Lille, etc... ; morte la *Commune*, de Félix Pyat ; mort-née la *Revanche*, d'Achille Secondigné.

Le *Cri du Peuple*, qui n'a plus de concurrent depuis que la *Bataille* a disparu, est un journal très militant et qui a beaucoup fait pour rétablir l'union parmi les révolutionnai-

res. Jules Vallès et surtout son successeur ont travaillé efficacement à la réconciliation des frères ennemis du socialisme, en composant une rédaction où toutes les nuances révolutionnaires sont représentées.

Les guesdistes Jules Guesde, Gabriel Deville, Massard, se trouvent en contact, au *Cri du Peuple*, avec le possibiliste Demay, avec le blanquiste Goullé. Les anarchistes Elisée Reclus et Kropotkine envoient quelquefois des articles au journal de M[me] Sévérine. A côté de ces chefs de sectes on trouve des indépendants comme M. Duc-Quercy, le héros malheureux de la triste affaire Ballerich (1), comme M. Basly, M. Camélinat, qui écrivent de temps à autre. Il ne manque au *Cri du Peuple* pour être le journal de tous les révolutionnaires, que la colloboration d'un homme qui est le meilleur écrivain du parti socialiste, M. Lissagaray.

(1) On pourrait classer M. Massard parmi les indépendants. Il est resté l'ami de M. J. Guesde, mais il n'appartient plus au groupement guesdiste.

M. Lissagaray est un journaliste de premier ordre et un esprit d'une rare clairvoyance politique. La campagne qu'il a faite dans la *Bataille*, pendant la période électorale de 1885, est un modèle. Le grand talent d'écrivain de M. Lissagaray se double d'un grand talent d'orateur. Mais en lui on trouve tous les travers des hommes de son parti : violence exagérée, mauvaise foi dans la polémique.

Tel qu'il est, avec ses qualités et ses défauts personnels, l'ancien rédacteur en chef de la *Bataille* est, dans le journalisme révolutionnaire, ce que M. J. Guesde est parmi les orateurs de son parti : le premier. Des animosités personnelles semblent devoir l'écarter toujours du *Cri du Peuple* (1).

(1) M. Lissagaray, dont le talent est bien supérieur au caractère, a écrit une histoire de la Commune de Paris, qui est un très beau pamphlet historique, plein de pages remarquables.

XX

DIVISIONS DES ÉTATS-MAJORS RÉVOLUTIONNAIRES

Dans les chapitres précédents, nous avons raconté les querelles des factions révolutionnaires. Il convient maintenant de résumer toutes ces disputes.

M. Jules Guesde qui créa, de 1876 à 1879, le parti ouvrier, est un tempérament entier.

C'est un esprit absolu. Son grand talent de polémiste et d'orateur excitait contre lui l'envie de ses amis. Ses allures, et son ton autoritaire d'apôtre qui est sûr de ne pas se tromper, firent éclater la guerre. On l'accusa de dictature. M. Guesde était en ce temps-là rédacteur du *Citoyen*. Sous l'attaque, il ne

plia point. Il prétendit tenir tête et entraîner avec lui la masse des *groupes d'études sociales*. La lutte dura deux ans, au bout desquels le *parti ouvrier* fut scindé en deux tronçons.

Les guesdites, pour justifier leur intransigeance, invoquèrent le programme, les décisions des Congrès du parti. Leurs ennemis, MM. Brousse, Malon, Joffrin, Labusquière, Daynaud, etc., arguèrent de l'inopportunité des affirmations révolutionnaires des considérants (1) qui effaraient les masses électorales et faisaient perdre aux candidats ouvriers plus de voix qu'ils ne leur en valaient d'autre part. Les amis de M. Brousse plaidèrent encore la cause libérale de l'autonomie des groupes, le danger de la dictature. En 1882, la scission longuement préparée et déjà faite dans les esprits fut officiellement proclamée au Congrès de Saint-Étienne. M. Guesde et les guesdistes, malgré tous les services rendus à la

(1) Voir le chapitre : *Déchirement du parti ouvrier.*



cause révolutionnaire, furent solennellement exclus du parti. Ils quittèrent Saint-Etienne et allèrent tenir un Congrès à Roanne. Ainsi l'Eglise se partagea en deux chapelles rivales.

Dans le partage, M. Guesde garda la qualité, sinon la quantité. La plupart des groupes d'études sociales à qui on avait fait peur de la tyrannie naissante suivirent les ennemis de Jules Guesde et devinrent les instruments de l'ambition de MM. Brousse et Joffrin, les principaux des anti-guesdistes.

Le parti guesdiste, qui se réclamait de Karl Marx, se réduisit à quelques groupes à Paris dans le Nord et dans le Sud-Est. Mais l'élite du parti ouvrier resta fidèle à son fondateur.

Bien entendu, d'un camp à l'autre, on se traita de Turc à Maure. Ce fut une guerre de calomnies qui rendit toute réconciliation impossible.

Voilà donc deux états-majors brouillés, celui de M. Jules Guesde et celui de M. Brousse.

Ces messieurs s'excommuniaient encore

lorsque M. Lissagaray fonda la *Bataille*. Jusqu'alors, les ennemis de M. Guesde avaient eu le dessous dans la guerre de plume. Ils avaient bien exclu leur adversaire des congrès ouvriers. Mais celui-ci avait un journal quotidien, le *Citoyen*, et ses ennemis ne disposaient que d'une feuille hebdomadaire, le *Prolétaire*.

M. Lissagaray, en quête d'une clientèle pour son journal, crut que M. Brousse et ses amis pourraient faire lire la *Bataille* par tous les membres des groupes du parti ouvrier qui adhéraient au comité national, dont ces messieurs étaient et sont encore les membres permanents.

M. Lissagaray se trompait. Les gens du Comité national du parti ouvrier, les ennemis de M. Guesde, lui firent un journal doctrinaire, lourd, ennuyeux. Ils ne lui donnèrent pas un lecteur. Ces citoyens, qui n'avaient rien apporté à l'œuvre commune, prétendaient en tirer seuls parti. Ils se servaient de la *Bataille* pour satisfaire leurs haines et servir les intérêts de

leur coterie. Enfin ils prétendaient que M. Lissagaray ne devait point, quoique fondateur et directeur du journal, avoir plus d'autorité que chacun d'eux sur la politique. Ils voulaient faire du parlementarisme dans la rédaction. M. Lissagaray, qui est hébertiste (1), hait le régime parlementaire. C'est un monsieur qui veut être le maître chez lui. Il mit à la porte MM. Brousse et consorts.

Cette mésaventure amusa beaucoup les rédacteurs du *Citoyen*, MM. Guesde et Cie. Les évincés entrèrent en fureur. Ils citèrent M. Lissagaray à comparaître à la barre du peuple et l'accusèrent de haute trahison. L'accusé alla se défendre et couvrit ses accusateurs de sarcasmes et d'injures.

La polémique continua dans la *Bataille*, jusqu'à la disparition de ce journal (2), sur le dos des rédacteurs remerciés. De temps à autre elle

(1) M. Lissagaray est hébertiste, mais il n'est pas blanquiste. C'est un révolutionnaire qui croit que la révolution doit se faire par Paris.

(2) En novembre 1885.

recommençait, quand M. Lissagaray était de mauvaise humeur.

Entre lui et les membres du comité national du parti ouvrier, la réconciliation est aussi impossible qu'entre ceux-ci et M. Guesde.

La *Bataille*, allégée des possibilistes, ne réussit pas au gré de M. Lissagaray, car il chercha un moyen d'entrer au journal des guesdistes, le *Citoyen*. Ce journal n'était pas non plus dans une très grande prospérité. Son propriétaire, un imprimeur, accueillit les propositions du directeur de la *Bataille*. Il fut convenu que M. Lissagaray aurait le titre de rédacteur en chef dans un nouveau journal qui s'appellerait le *Citoyen et la Bataille*, et que M. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, un des rédacteurs du *Citoyen*, ennemi personnel de M. Lissagaray, se retirerait (1). Les guesdistes refusèrent de sacrifier M. Lafargue et d'accepter un rédacteur en chef. Ils consen-

(1) Cette animosité de MM. Lissagaray et Paul Lafargue a des causes intimes.

tirent seulement à admettre M. Lissagaray en qualité de rédacteur, membre du conseil de rédaction, au même titre et aux mêmes conditions qu'eux Mais M. Lissagaray qui, par la clientèle de la *Bataille*, apportait au *Citoyen* un accroissement, voulait en retour quelques avantages Il ne transigea pas; les autres ne transigèrent pas. Conséquence : l'expulsion des guesdistes du *Citoyen* et leur remplacement par M. Lissagaray. Le nouveau journal prit le titre de le *Citoyen et la Bataille*. Pour lui faire concurrence, M. Guesde et ses amis essayèrent de fonder un nouveau *Citoyen*, mais les tribunaux de la « justice bourgeoise » les en empêchèrent. M. Guesde se trouva sans journal. Ce fut au tour des possibilistes de rire.

Après les avoir expulsés de son journal, M. Lissagaray expulsait leurs ennemis d'un journal dont ceux-ci se croyaient les propriétaires. La farce était excellente.

Conséquences de tous ces incidents :

Trois états-majors irréconciliables pendant longtemps :

1° MM. Brousse et Cie, ennemis de MM. Guesde et consorts, parce qu'ils ont chassé du parti MM. Guesde et consorts ;

2° Les mêmes Brousse et Cie, ennemis de M. Lissagaray, parce que M. Lissagaray les a chassés de son journal ;

3° MM. Guesde et consorts, ennemis des possibilistes qui les ont exclus du parti ouvrier ; et ennemis de M. Lissagaray, parce qu'il les a délogés de leur journal ;

4° M. Lissagaray, ennemi des possibilistes et des guesdistes pour les avoir chassés et remplacés les uns les autres.

Tandis que le parti ouvrier s'organisait et se déchirait, et pendant toutes ces querelles de journaux, le parti blanquiste s'était réorganisé. Les blanquistes qui sont autoritaires, qui aiment la domination, voyaient d'un œil jaloux se former une organisation, en dehors de la

leur, où ils n'entraient point, et qui leur prenait des adhérents.

Les blanquistes se réjouissaient des disensions du parti ouvrier. Ils gardaient une neutralité absolue entre tous les belligérants. Ils se tenaient prêts à profiter de tant de divisions.

C'est un nouveau parti, le parti anarchiste, qui en profita tout d'abord. Dans les groupes d'études sociales, quand on vít que les chefs passaient tout leur temps à se quereller, on pensa qu'il ne fallait pas de chef et on prêta l'oreille aux conseils de M. Emile Gautier.

Nous avons fait connaître ailleurs le parti anarchiste, M. Émile Gautier et les raisons qui menèrent ce jeune homme de grande valeur à l'anarchisme. Nous n'avons pas, dans ce résumé de la situation révolutionnaire, à revenir sur ces sujets.

Les anarchistes, parmi lesquels la police recruta ou fit entrer beaucoup de ses agents (1),

(1) Se reporter au chapitre sur la *Presse révolutionnaire*.

se proclamèrent les ennemis de tous les partis déjà existants et hiérarchiquement organisés. Ils insultèrent les broussistes, les guesdistes, les blanquistes, qui, d'ailleurs, le leur rendirent bien. Ils allèrent dans les réunions publiques pour empêcher leurs adversaires de parler. Enfin, ils accrurent la confusion.

XXI

CONCENTRATION RÉVOLUTIONNAIRE
M. HENRI ROCHEFORT

Dans cette mêlée, la nécessité de la concentration apparut aux plus avisés des socialistes. Les blanquistes et les guesdistes, que des tendances autoritaires communes rapprochaient, qui ne se divisaient que sur la question de l'opportunité, de la définition du programme communiste (1), s'unirent pour résister, dans les meetings, aux coups de force des anarchistes.

(2) On a vu aux chapitres sur les blanquistes que ces révolutionnaires sont plutôt des politiciens que des économistes.

De son côté, M. Lissagaray, qui n'était d'accord avec aucune des petites bandes organisées, cherchait à attirer la foule, en lui montrant qu'on ne la faisait servir qu'aux intérêts de quelques hommes ambitieux et que toutes les disputes retardaient la révolution.

Dans son journal la *Bataille*, il prêchait l'union aux masses et non pas aux chefs. Cette tactique fut imitée par le *Cri du Peuple*.

Elle était très habile. En effet, si les simples adhérents, les socialistes sans prétention et sans nom, les masses confuses que les rivalités des chefs troublaient, se rapprochaient dans une action commune, les chefs, pour ne pas se trouver isolés, se réconcilieraient. Le meilleur moyen de gagner les généraux, c'est d'embaucher leurs armées.

La réconciliation conseillée par la *Bataille* et par le *Cri du Peuple* fut essayée aux élections du mois d'octobre 1885. Les deux journaux où dominaient des hommes si hostiles présentèrent des listes où figuraient, les uns

auprès des autres, des noms d'adversaires qu'on croyait implacables.

Ce premier effort ne fut pas bien récompensé. Mais bientôt un secours inattendu arriva aux socialistes.

M. Henri Rochefort est le « juif errant » de la politique. Il ne se fixe jamais. Il marche, il marche toujours en avant. Quand le parti radical, qu'il avait servi avec tant de constance et tant de succès depuis dix ans, eut triomphé des opportunistes, M. Rochefort se retourna contre ses amis de la veille. Il quitta leurs rangs pour courir à l'avant-garde révolutionnaire. M. Henri Rochefort n'appartient à aucune école socialiste. Il n'a pas de doctrine. Il est révolutionnaire par instinct frondeur, par habitude, par un certain désir de justice sociale louable, enfin par aversion inconsciente de grand seigneur contre le parvenu, contre le boutiquier, contre le « traitant », contre l'homme d'argent.

M. Henri Rochefort avait eu jadis maille à

partir avec les anarchistes et avec M. Guesde. Il les avait cruellement fouaillés.

Cependant, en arrivant parmi les révolutionnaires d'avant-garde, il ne distingua pas entre les petites bandes rivales. Il se présenta comme homme de la révolution, étranger à toutes les querelles passées. La masse, qui cherchait un nom de ralliement, trouva celui de M. Henri Rochefort.

Les anciens sectateurs de M. Brousse, qui avaient approuvé l'exclusion de M. Guesde du parti, ne se seraient pas rangés derrière M. Guesde sans répugnance; les guesdistes, qui accusent M. Brousse de trahison, n'auraient pas voulu se grouper autour de lui, même s'ils avaient découvert en lui les qualités d'un général. Les blanquistes n'auraient consenti à marcher derrière personne, et eux-mêmes n'avaient personne à mettre devant.

L'union révolutionnaire ne pouvait se faire que derrière un homme neutre, qui n'eût pas été mêlé aux petites disputes des groupes, et

qui fût un homme populaire. M. Henri Rochefort a apporté du ciment à la mosaïque révolutionnaire. Il est arrivé avec son ancien prestige de noble démocrate, avec le prestige de son immense réputation, avec sa renommée de désintéressement, d'homme qui ne veut rien être. Il a donné pour la première fois de la cohésion aux fractions éparses du parti révolutionnaire. Il a accompli l'œuvre entreprise par M. Lissagaray, et pour laquelle celui-ci était impropre, car il y avait contre lui dans le parti des défiances, des animosités et des envies personnelles.

M. Henri Rochefort a dans le parti révolutionnaire une situation exceptionnelle. Il n'a aucun des sentiments envieux qui animent la plupart des socialistes. Qu'envierait-il ? Il a joué un grand rôle historique ; il a été l'homme le plus populaire de France; il est un des premiers écrivains du journalisme français. Il excelle dans tous les genres : on ne peut lui reprocher que de manquer parfois d'émotion.

Mais il a plus d'esprit que personne, plus de vigueur que personne. Il est âgé de plus de cinquante ans, et son talent est un fort et vigoureux talent d'homme de quarante ans.

Il a été député, quand il l'a voulu. Des foules l'ont acclamé. Il gagne beaucoup d'argent, autant qu'il veut en dépenser pour la satisfaction de tous ses goûts. M. Henri Rochefort ne peut rien envier à personne. Sa popularité, qu'on dit diminuée, est toujours très grande. Le public voit en lui un homme d'esprit, qui se trompe quelquefois, mais qui toujours est brave. Le résultat de l'élection du 18 octobre 1885, où M. Henri Rochefort passa le dernier de la liste « radicale socialiste », a servi à ses adversaires pour lui décocher de nombreuses épigrammes.

La place que Paris a donnée à M. Rochefort indique qu'il est beaucoup plus populaire que la plupart de ceux qui ont obtenu plus de suffrages que lui.

Puisque M. Rochefort est passé le dernier, lui qui se trouvait sur toutes les listes, c'est que beaucoup de citoyens ont rayé son nom. Ceux qui l'ont laissé figurer sur la liste, ceux qui ont voté pour lui l'ont donc fait de propos délibéré : ils ont laissé le nom de Rochefort sur la liste, parce qu'ils l'ont voulu et non point parce qu'il était sur la liste. Le vote pour Rochefort a été un vote réfléchi. On ne l'a pas accepté pour la raison qu'il était « dans le tas ». Il est un des rares candidats qu'on a discutés. Les voix qu'il a obtenues sont des voix personnelle. Ceux qui ont mis son nom dans l'urne voulaient qu'il fût député ; ils tenaient à lui personnellement. Combien d'élus ne pourraient pas en dire autant? Combien étaient indifférents à leurs électeurs, en étaient inconnus et le sont eneore? On fait quelquefois dans les salons le jeu des académiciens. Ce jeu consiste à écrire les noms de Quarante. Personne ne gagne. On pourrait faire le jeu des députés de la Seine, qui consisterait à écrire le nom des

quarante-deux élus de Paris. Personne ne gagnerait.

M. Henri Rochefort, élu le dernier, après tant d'hommes obscurs, a été vraiment plébiscité. Ceux qui ont voté pour lui ont su ce qu'il faisaient. Ce qu'on a voulu interpréter comme un échec est au contraire un succès. Les électeurs qui l'ont élu sont ses électeurs, sa clientèle.

En apportant, au moment opportun, le renfort de son nom, de sa grande popularité aux socialistes, M. Henri Rochefort leur a rendu un bon service et à la société un mauvais service. Il a contribué à cette œuvre d'union qui se poursuivait lentement et qui se continue aujourd'hui avec succès. En effet, ici et là, les querelles s'apaisent. Les socialistes n'ont à Paris qu'un journal quotidien (1). Dans ce journal, des hommes qui se sont insultés avec la

(1) Ce journal est le *Cri du Peuple*. L'*Intransigeant* n'est pas lu exclusivement par des socialistes. Il est acheté par beaucoup de politiciens radicaux et par la clientèle personnelle de M. Rochefort, qui est très nombreuse.

dernière violence sont maintenant collaborateurs. Tout récemment, dans l'élection pour remplacer M. Henri Rochefort, le candidat révolutionnaire a réuni cent mille votes, sur lesquelles on peut, sans exagération, compter soixante-dix mille voix socialistes. Jamais ce parti n'était apparu si uni ni si fort. Au 18 octobre, il avait présenté trois listes. A la dernière élection, il s'est concentré autour d'un seul candidat. Un dissident, soutenu par une chapelle, n'a eu qu'un nombre infime de voix.

La concentration révolutionnaire, préparée par l'indifférence des masses aux querelles de leurs chefs, commencée sous l'empire de la nécessité de se défendre contre l'ennemi commun, les anarchistes, continuée aux élections d'octobre 1885 par les efforts des hommes les plus intelligents du parti, a donc été déterminée par l'arrivée de M. Rochefort parmi les socialistes.

Entre eux les révolutionnaires ne se disputent plus. Les dernières récriminations de quel-

ques chapelains dépossédés de leurs bénéfices n'ont pas d'écho. Le parti révolutionnaire est enfin un parti. Il a conquis l'unité sur lui-même

---

XXII

LES RÉFORMATEURS CHRÉTIENS

Le socialisme révolutionnaire procède du principe de la lutte des classes. Il pose en axiome qu'il y a antagonisme entre le capital et le travail, que le capitaliste qui prélève un bénéfice sur le travailleur « le vole ».

Quelques catholiques bien intentionnés ont fait le rêve généreux de réconcilier, avec l'aide de la religion chrétienne, la classe des riches et la classe des pauvres. Ils ont cherché un *modus vivendi* du capital et du travail. Ils croient l'avoir trouvé. L'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers poursuit l'établissement de ce *modus vivendi*.

Les fondateurs de cette Œuvre sont M. le comte Albert de Mun et M. le comte de la Tour du Pin. Ces messieurs, qui sont deux anciens officiers, eurent en Allemagne, pendant la captivité, l'idée de grouper les catholiques en un parti chrétien de réformes sociales qui combattrait la propagande révolutionnaire et préserverait les ouvriers, en les faisant entrer dans les cadres d'une forte organisation, du contact des socialistes. A leur retour en France, MM. de Mun et de La Tour du Pin entrèrent en rapport avec M. Meignan, directeur du Cercle catholique ouvrier du boulevard Montparnasse. Ils étudièrent l'organisation de ce cercle; et, dès 1872, ils se mirent en campagne. Le gouvernement laissa M. de Mun faire sa propagande. Le jeune orateur, secondé par le clergé et par la presse catholique, obtint bientôt quelques succès. Il existe aujourd'hui en France environ quatre cents cercles catholiques.

L'Œuvre des cercles vise à rétablir l'accord

entre les ouvriers et les patrons, à faire comprendre aux patrons qu'ils ont vis-à-vis de leurs ouvriers des devoirs, comparables à ceux de la paternité, que ces devoirs découlent de leur responsabilité patronale ; aux ouvriers, elle veut faire reconnaître la supériorité des patrons, non pas seulement dans l'atelier, mais dans la société, et leur inspirer pour le patron les sentiments qu'on doit à ceux que la Providence a placés au-dessus de vous.

Aux patrons, l'Œuvre des cercles catholiques demande pour leurs ouvriers de la bienveillance, de la justice, de la charité ; aux ouvriers, elle commande la résignation à leur état présent, la volonté de l'améliorer par le travail et par l'épargne, et, envers leurs patrons, le respect.

Mais il y a souvent, dans les questions de salaires, d'administration intérieure des ateliers et des usines, des désaccords, des conflits, même entre les ouvriers et les patrons.

Pour trancher ces différends, les réforma-

teurs chrétiens constituent une justice de paix sociale, qui est la religion, représentée par les comités des cercles catholiques.

Si la législation permettait aux auteurs de cette louable tentative de réconciliation sociale de mettre en application leur système, la société française redeviendrait une société théocratique ; elle deviendrait un immense cercle catholique, car c'est à l'image de leurs cercles que les réformateurs chrétiens la façonneraient.

Le cercle catholique d'ouvriers rappelle par plus d'un point le préau du collège, où les élèves sont libres de se récréer sous la surveillance du maître et dans les limites fixées par le règlement. Dans le cercle, les élèves sont les ouvriers ; le maître, c'est le directeur nommé par le comité, représentant du comité, et qui promulgue en son nom les règlements.

L'initiative de la fondation d'un cercle appartient aux riches. Dans une ville, ou dans un quartier d'une grande ville, des hommes

considérables s'assemblent, se concertent et décident d'ouvrir aux ouvriers un local où ils puissent se réunir, se distraire en commun, et recevoir l'enseignement social chrétien et conservateur. Le comité fournit le local et fait les frais de premier établissement.

Aux ouvriers qui se font admettre incombent la charge d'entretenir le cercle, de renouveler les jeux, etc... C'est avec les cotisations des membres et avec les souscriptions volontaires du comité que l'on fait face à toutes des dépenses.

Le gouvernement du cercle est exercé nominalement par le conseil intérieur, dont les membres, issus à l'origine de l'élection, sont inamovibles. Quand l'un des membres de ce conseil vient à quitter ses fonctions ou meurt, c'est le conseil qui choisit son successeur parmi les membres du cercle. Le président du cercle, qui doit toujours appartenir au conseil intérieur, est élu pour un an par l'assemblée génerale. Il n'exerce presque aucune autorité ;

c'est le soliveau de cette petite République. Le conseil intérieur juge les différends entre les membres du cercle. Il sert d'arbitre dans les querelles. Son rôle se réduit à rien.

Tout le pouvoir réside dans le comité et dans son délégué, le directeur du cercle, qui préside le conseil intérieur.

Le directeur sert d'intermédiaire entre le cercle et le comité. Il est le ministre de l'autorité souveraine, et en quelque sorte, de droit divin, qui appartient au comité.

Le comité dirige la « fondation » par son secrétariat.

Le secrétaire du cercle est chef du pouvoir exécutif. Son administration est partagée en quatre sections :

1° La section de propagande ;

2° La section du gouvernement ;

3° La section de l'administration ;

4° La section des études.

La section de propagande est chargée des relations sociales. C'est elle qui recherche les

patrons de l'œuvre, qui recrute le comité, qui correspond avec la presse et organise, au dehors du cercle, les conférences. C'est la section du prosélytisme.

La section du gouvernement choisit le directeur et entretient avec les ouvriers les rapports indispensables au maintien du bon accord entre les deux catégories des membres du cercle.

La section d'administration s'occupe de tous les détails d'ordre intérieur, d'économat, de l'organisasion des fêtes, etc...

La section des études donne dans l'intérieur du cercle l'enseignement économique, historique et chrétien.

Cette organisation des fondations locales reproduit exactement l'organisation du comité général de l'Œuvre qui siège à Paris.

Ce comité général, lui aussi, à son secrétariat qui est le pouvoir exécutif. M. le comte Albert de Mun est secrétaire général depuis la fondation.

Il est également divisé en quatre sections qui, en raison de l'importance de leurs travaux, se subdivisent en directions.

La première section du comité général, celle de la propagande dont M. Victor de Marolles, ancien magistrat, est le président, comprend trois directions, celle de la parole (conférences), celle de la presse et celle des relations mondaines.

La deuxième section, celle du gouvernement des fondations, reçoit les adhérents (1) et veille au maintien de l'unité de l'Œuvre, empêchant les hérésies de se produire (2).

La troisième section du comité général orga-

(1) Quand un cercle catholique se fonde dans une ville, il demande son investiture au comité général, qui ne lui donne d'autre concours qu'un concours moral et qui lui fournit seulement la bannière.

(2) L'Œuvre des cercles catholiques a divisé la France en sept *zones :* Paris, — le Centre, — le Nord, — l'Est, — l'Ouest, — le Sud, — le Sud-Est. — Chaque zone est partagée en *provinces* qui elles-mêmes se subdivisent en *diocèses.* Un comité organisé sur le modèle du comité général, avec un secrétaire qui de droit fait partie du comité général, sert d'intermédiaire dans chaque zone entre les cercles et le comité directeur de l'Œuvre à Paris.

nise les quêtes et administre financièrement l'Œuvre.

La quatrième section, à laquelle se rattache le conseil des études composé d'économistes, élabore la doctrine économique chrétienne, examine les écrits de propagande et publie la revue : *l'Association catholique*.

Les cercles catholiques d'ouvriers sont un moyen, ce n'est pas le but où visent les réformateurs chrétiens. Leur but est le rétablissement de la corporation, non pas telle qu'elle existait sous l'ancien régime, M. de Mun et ses amis sont des hommes trop intelligents pour méconnaître les nouvelles conditions économiques, mais encore sur le modèle antique. Dans les cercles catholiques nous avons vu que les deux couches sociales, la couche haute et la couche basse, la couche instruite et l'autre, les bourgeois et les prolétaires, les capitalistes et les ouvriers entrent en contact. Les comités d'études enseignent que l'apaisement social résultera de l'association des ouvriers et des

patrons d'une même industrie ou d'une même usine dans une *corporation* que dirigerait un conseil corporatif.

Le conseil corporatif serait une commission mi-ouvrière, mi-patronale qui déterminerait les salaires, fixerait les jours de paye administrerait la caisse corporative (1), etc. Quand un désaccord surgirait entre le patron et les ouvriers, le conseil corporatif le trancherait. Si les deux fractions du conseil n'arrivaient point à s'entendre, on recourrait alors à l'arbitrage du cercle catholique qui déléguerait un de ses membres. La décision de l'arbitre ferait loi.

On le voit, le programme d'apaisement social des réformateurs chrétiens n'est pas un programme de novateurs. Ils s'efforcent par la prédication évangélique d'éteindre les haines sociales, de rendre les patrons moins avides, plus généreux, et les ouvriers moins exigeants.

(1) Cette caisse serait alimentée par les souscriptions des ouvriers et des patrons *associés*, par les amendes, par les dons volontaires, etc...



Aux uns ils prêchent la charité, aux autres la résignation.

Si ces sentiments ne sont pas assez forts pour maintenir l'harmonie entre les deux antagonistes, le capital et le travail, ils recourrent à l'arbitrage.

Mais si les ouvriers n'acceptent pas l'arbitrage, les contraindra-t-on par la force à s'y soumettre? Si c'est le patron qui trouve trop onéreuse la décision de l'arbitre, si réellement cette décision est contraire à ses intérêts et le met dans l'impossibilité de soutenir la concurrence, les réformateurs chrétiens l'obligeront-ils à continuer son industrie? Pourront-ils l'empêcher de fermer son usine et de jeter ses ouviers à la rue? Et s'ils le peuvent, que devient le principe de la propriété?

Les réformateurs chrétiens, nous n'avons pas dit socialistes, parce qu'ils ne veulent pas toucher au fondement de la société qui est la propriété individuelle, les réformateurs chrétiens sont d'honnêtes gens, la partie saine de

l'aristocratie et de la haute bourgeoisie. Des hommes comme MM. de Mun, de La Tour du Pin, de Marolles, de La Bouillerie, etc., méritent tous les égards. Nul n'est mieux intentionné qu'eux.

Mais sur quoi construisent-ils ? Sur un terrain qui s'effondre.

On pouvait parler de résignation aux pauvres pendant les âges de foi, avant les révolutions morales et politiques, quand la presse quotidienne n'avait pas fait encore sa propagande d'irréligion, quand les dirigeants étaient encore des nobles dont le peuple reconnaissait la suprématie de naissance et n'étaient pas des parvenus d'autant plus arrogants que leur fortune les étonnent eux-mêmes. En ce temps-là la religion était un modérateur. Mais aujourd'hui ?

Et quel compte les réformateurs catholiques tiennent-ils de la concentration des capitaux, de jour en jour plus grande, en un nombre de jour en jour moins grand de mains ?

Quel compte tiennent-ils de la division du travail, de l'introduction des femmes et des enfants dans les ateliers, de l'universalisation du marché?

Ces honnêtes gens apportent-ils, nous ne dirons pas une solution à la question sociale, mais un remède au mal social qui fasse prendre le mal en patience? Sont-ils aussi pratiques que pleins de bonne volonté?

XXIII

LE RECRUTEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Il faut conclure.

Nous avons fait connaître les doctrines et les hommes du parti révolutionnaire.

Ces doctrines sont-elles en progrès? Oui. Le parti socialiste est aujourd'hui plus fort que jamais et son recrutement ne s'arrête pas. Pourquoi?

La situation générale est favorable aux socialistes. La société est sur une pente au bas de laquelle il y a au moins du socialisme d'État; c'est-à-dire que lorsqu'on se trouvera au bas de cette pente, il faudra faire de grandes concessions.

L'instruction publique a reçu de grands développements. La presse a pris de plus grands développements encore. En cultivant les esprits, la société moderne fait naître des ambitions. En créant des ambitieux qui tous ne peuvent pas monter où ils aspirent, la société crée des déclassés. Il en sort chaque année des collèges, des lycées, des écoles spéciales. Les jeunes gens ne peuvent pas trouver tous l'emploi de leurs capacités.

Ils le trouvent d'autant moins facilement que la crise fait diminuer l'importance des affaires. Dans toutes les industries, dans toutes les administrations, on réduit le nombre des employés, des ingénieurs, des agents de tous ordres. La production des capacités ne diminue pas. Elle grandit ; elle est chaque année plus abondante. On fait plus de bacheliers que jamais aujourd'hui. En faisant des bacheliers, condamnés pour la plupart à rester inoccupés, à vivre de misères, on fait des mécontents, on prépare des révoltés.

La diffusion dans les classes pauvres de l'instruction incomplète qu'est l'instruction publique en France a donc un résultat révolutionnaire. Les fils de paysans ou de petits boutiquiers, qui ont été élevés péniblement par leurs parents, ne peuvent en obtenir, après le collège, presque aucun secours. Dans ces dernières années, nous avons traversé une crise qui a semé le terrain social de ruines. La spéculation financière a pris presque toutes les économies des petites gens. En échange, elle leur a donné des titres qui aujourd'hui peuvent se vendre au poids du papier. Il a fallu que le paysan vendît sa terre ou l'hypothéquât; l'ayant hypothéquée, il faut qu'il paye l'intérêt au prêteur. Il se dépouille ainsi de la part qu'il économisait avant son emprunt. Il n'a plus de superflu.

Le petit commerce et la petite industrie n'ont pas été moins éprouvés. Dans ces dernières années, le nombre des faillites s'est considérablement élevé. La loi des faillites est

d'une impitoyable dureté. D'un homme malheureux elle fait un paria. Le failli même honnête, et parmi les petites gens c'est la majorité (il n'y a que les catastrophes des millionnaires qui enrichissent « leurs victimes »), est marqué d'indignité civile par la loi. La société, en le déshonorant, le désintéresse de sa conservation. Elle en fait un indifférent, quand elle n'en fait pas un ennemi.

Voilà donc trois machines à fabriquer des socialistes :

Le développement démocratique de l'instruction publique, la facilité de l'hypothèque, la multiplication des prêteurs et la loi des faillites.

Les crédits fonciers, les banques de prêts sur biens fonciers accomplissent une œuvre révolutionnaire. Ils défont lentement l'œuvre des gouvernements monarchiques et l'œuvre de la Révolution de 1789.

La grande Révolution a donné la terre au paysan. Les gouvernements monarchiques qui

se sont ensuite succédé ont fait tous leurs efforts pour reconstituer l'aristocratie terrienne. En constituant la grande propriété campagnarde à côté de la petite propriété paysanne, on arrivait au même résultat conservateur; on établissait la suprématie du gentilhomme terrien, du « land lord », sur les petits cultivateurs-propriétaires. Mais on intéressait aussi celui-ci par ce fait qu'il était propriétaire, qu'il ne travaillait que pour lui, à l'établissement social.

Le partage entre les héritiers a commencé le démembrement des grandes propriétés qui ont été divisées entre les paysans : en même temps, il est vrai, la petite propriété, par le jeu de la même loi des héritages, s'émiettait.

Les crédits fonciers sont venus. Ils ont continué la démolition de l'aristocratie campagnarde en lui prêtant des sommes élevées, qu'en majorité elle n'a pas pu payer, et en l'expropriant ensuite. Les paysans se sont partagé ces dépouilles des riches expropriés. Mais

le financier a fondu sur les campagnes. Les « bas de laine » se sont vidés dans les caisses des maisons de jeu. Les krachs sont arrivés. A son tour, la petite terre s'est hypothéquée. Souvent son propriétaire, après une mauvaise récolte, après une opération mal conduite, ne peut plus payer l'intérêt du prêt. Alors ilest exproprié au profit, non pas du noble ni du riche bourgeois, dont l'homme du peuple accepte encore la suprématie, parce que l'aristocrate de naissance est ordinairement un homme poli, mais au profit du parvenu du village, d'un égal de la veille. Le propriétaire dépossédé est obligé de devenir le valet de ferme, le salarié de son acquéreur. Le froissement des orgueils, les rancunes du malheureux contre le plus fortuné allument lentement dans les campagnes des haines sociales, préparent des Jacques.

Le travail révolutionnaire se poursuit par la centralisation des capitaux industriels et par l'accumulation des richesses dans un

nombre de mains de jour en jour moins grand.

La petite industrie est tuée par la concurrence de la grande industrie; le petit commerce de détail est ruiné par le grand magasin. Le grand magasin fabrique lui-même ou paye comptant; il profite d'escompte. Le petit commerce paye à tempérament et subit ainsi une perte. Il ne peut donc pas livrer la marchandise au même prix que son puissant concurrent. La clientèle l'abandonne. Il faut fermer la boutique, quand ce n'est pas l'huissier qui vient la fermer.

Le nombre des propriétaires, des patrons, des indépendants diminue donc dans la société: celui des salariés, des employés augmente.

Toute l'exploitation des capitaux est dirigée par des travailleurs. L'ancien « patron », l'unique propriétaire de l'usine, de l'atelier, qui le dirigeait lui-même, a fait place presque partout au directeur appointé d'une société d'actionnaires. Le capitaliste n'a presque aucune part à la production. Il n'en a que les profits.

Il ne connaît pas ceux qui mettent en œuvre son capital; il n'a aucune relation avec eux. Entre eux et lui, aucun lien, aucune solidarité, aucune sympathie. Le socialisme vient dire alors à l'oreille de tous ces gens qui travaillent à faire fructifier le capital des oisifs : Puisque tu es seul à produire, pourquoi partages-tu avec celui qui ne produit pas? Et le régime actionnaire, la disparition de la direction patronale, le remplacement du patron par des contremaîtres sont encore des causes de progrès révolutionnaire.

La « classe » des non-possédants s'accroît; celle des possédants devient de jour en jour moins nombreuse. La « catégorie » capitaliste ne constitue pas, si on le veut, une classe ; elle est ouverte. Il ne faut remplir aucune condition particulière de naissance ou d'éducation pour y être admis. Mais comme on ne peut acquérir un capital sans capital : que, du moins, rien n'est plus difficile, et que, d'autre part, le petit capital finit par être absorbé par le grand,

effet de la concurrence, la classe possédante est une classe qui ne semble ouverte que pour qu'on en sorte. A chaque recrue qu'elle fait d'un nouveau riche répond l'élimination de plusieurs ruinés.

Il y a donc chaque jour moins d'hommes intéressés à la conservation sociale intégrale, puisqu'il est convenu que seul est conservateur celui qui possède; qui n'a rien ne peut rien désirer conserver.

Qui profite de cet apauvrissement de tous les petits propriétaires? Un très petit nombre de familles.

Le drainage des économies du peuple par les spéculateurs a été fait au profit de quelques gros coffres-forts de banque. La Bourse est un champ clos où les petits succombent un à un devant les grands. L'épargne publique s'en va, par mille petits ruisselets, tomber dans l'océan de richesses de la haute banque qui dévore, qui engloutit tout dans un travail incessant d'absorption.

En résumé, nous voyons une nation, la France, où la richesse est plus grande que jamais et où le nombre des pauvres grandit tous les jours. La richesse créée en bas est aspirée en haut, où elle s'immobilise en partie, ou bien d'où elle est exportée à l'étranger par des possesseurs qui ne veulent pas que tout leur avoir soit concentré dans un même pays, à la merci d'une seule bourrasque.

Croit-on que la situation actuelle pourra se prolonger encore pendant vingt années. La France aurait aujourd'hui beaucoup de peine à parer aux dépenses d'une grande guerre. Elle est écrasée sous le fardeau de sa dette.

Il viendra peut-être un jour où, cette dette s'étant accrue, il faudra, si on veut continuer à en payer les intérêts intégralement, renoncer à assurer les services publics. Que les conservateurs de toutes opinions, et nous sommes conservateur, c'est-à-dire individualiste, n'oublient pas qu'ils se trouveront, plus tôt qu'ils ne s'y attendent peut-être, devant cette alter-

native : ou ne pas payer leurs fonctionnaires, c'est-à-dire laisser suspendre la vie nationale, ou ne pas payer leurs rentiers.

A tous ces maux quels sont les remèdes?

Sont ils dans l'honnête mais rétrograde ordonnance sociale de M. Albert de Mun et des réformateurs chrétiens, ou dans le collectivisme de M. Jules Guesde?

Ne les trouverait-on pas ces remèdes au mal social dans les articles *immédiatement réalisables* du programme ouvrier. Il ne faut pas rejeter ce programme *a priori* à cause des affirmations collectivistes, des considérants. Il faut en étudier les articles qui sont discutables, même dans leurs paragraphes les plus révolutionnaires. La nécessité forcera sans doute un jour les hommes d'État à aller demander des inspirations aux socialistes.

Les affaires de la société actuelle prennent en effet une mauvaise tournure. Le parti socialiste n'est plus une petite bande d'émeutiers sans idées; c'est une grosse masse con-

seillée, menée par des renégats de la bourgeoisie. Or toujours les révolutions contre les classes ont été faites par les transfuges des classes attaquées.

Ce n'est pas seulement le prolétariat qui se laisse entamer par la propagande socialiste, c'est la petite bourgeoisie. Il y a de vieilles redingotes à côté des blouses dans les meetings. Et cette coalition est grave.

Karl Marx terminait son Manifeste communiste de 1847 par cet appel : *Prolétaires de toutes les nations, unissez-vous !*

Que tous les conservateurs s'unissent ! Qu'ils soient unis non pour faire à un courant qui les emporterait un barrage inutile ; mais qu'ils soient unis pour accorder de sang-froid les sacrifices auxquels il leur faudra consentir. Ces sacrifices nécessaires seront immenses. Mais ils feront moins de victimes qu'on ne le croit, le jour où la nécessité s'imposera, car alors la centralisation des capitaux sera achevée. Unissez-vous donc pour être prêts aux concessions

et pour les accorder généreusement quelque temps avant qu'on ne les exige de vous. Il vaut mieux donner ce qu'on ne peut pas garder que de se le voir prendre. Il y a toujours, à ne pas se laisser battre, l'économie d'une humiliation.

L'incendie socialiste demandera qu'on lui fasse sa part large, énorme. Si on ne la lui fait pas, il brûlera tout.

Conservateurs unissez-vous pour capituler au moins avec dignité, et pour sauver, au moins, les fondations de l'édifice !

APPENDICE

I

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LES PREMIERS CONGRÈS OUVRIERS

Voïci une petite publication très curieuse par l'exaspération dont elle témoigne chez les blanquistes réfugiés à Londres. Elle fut écrite à Londres, imprimée à Bruxelles et introduite à Paris secrètement en 1877. Aujourd'hui on ne la trouverait nulle part. Le lecteur y verra avec quel emportement et quel mépris le révolutionnaire parle du peuple quand il ne le do-

mine pas. Il est vrai que, de leur côté, les conservateurs n'ont d'égard pour les ouvriers que quand ils les mènent.

LES SYNDICAUX ET LEUR CONGRÈS

Nous voulons renverser par la force une société qui ne se maintient que par la force.
« *Aux Communeux* », p. 7.

Le *Congrès ouvrier* vient de terminer ses séances comme il les avait commencées, au milieu des bravos bourgeois. Journaux de droite et journaux de gauche rivalisent d'éloges. La presse réactionnaires de l'étranger fait chorus ; elle s'écrie qu'en France « l'ère des révolutions » est close ; que les derniers révolutionnaires sont tombés avec la Commune et que l'avenir appartient à ces ouvriers corrects et doux, pleins de sagesse, qui viennent d'étonner le monde et de charmer la bourgeoisie par leur modération, leur éloquence et leur soumission.

Dans la ville de la Révolution, cinq ans après la lutte de la Commune, sur la tombe des massacrés, devant le bagne de Nouméa, devant les prisons pleines, il semble monstrueux que des hommes aient pu se trouver osant prendre le caractère de représentants du prolétariat pour venir en son nom faire amende honorable à la bourgeoisie, abjurer la Révolution, renier

la Commune. — Ces hommes se sont rencontrés, ce sont les syndicaux, et ils viennent de tenir leur Congrès.

Par cela même que, pour eux, la Révolution est une lutte incessante sur tous les points où elle peut être portée, les communeux ne nient pas la nécessité et la valeur du mouvement qui produit : chambres syndicales, caisses et sociétés de résistances, grèves, unions de métiers, etc. Loin de là, ils y voient les armes défensives du travail opprimé dans sa lutte de chaque jour ; ils y voient la manifestation de la conscience grandissante qu'a le travailleur de son existence comme classe, de son oppression et de sa volonté de délivrance ; ils y voient le commencement, le point de départ de cette organisation de combat, qui, mettant la force entre les mains du prolétariat, seule peut lui assurer la victoire par la lutte efficace, décisive : la lutte armée.

Mais quand les initiateurs de ce mouvement viennent proposer comme but, comme solution, ce qui n'est qu'une nécessité, un premier pas, un point de départ, on est en droit de leur demander d'où ils viennent, qui ils sont, ce qu'ils veulent, et c'est un devoir de les démasquer.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils datent ces étireurs de formules filandreuses, embourbés dans les doctrines informes des charlatans économistes et qui se croient grands hommes parce que, comme leurs modèles, ils couvrent le vide de leurs idées du galimatias de leurs discours (1). Nous les connaissons, nous

(1) *Banquet syndical.*— Le CIT. CHABERT : « Vous avez, nous disent nos ennemis, quelque capacité économique. »

les avons déjà vus à l'œuvre, alors qu'après la Commune, comme des crapauds après l'orage, ils émergaient de tous les points de l'horizon, et libres par leur insignifiance, préludaient dans leurs réunions syndicales aux prouesses du Congrès.

Nous connaissons la race, vieille comme la trahison, et, à défaut de leurs hauts faits, ceux de leurs aînés (1) suffiraient à nous avertir. Même langage, mêmes théories, même politique, c'est-à-dire, même hypocrisie: c'est à ne plus distinguer les syndicaux de formation versaillaise des internationaux de formation impériale. Ils suivent la même voie, iront-ils jusqu'au bout ; les verrons-nous, eux aussi, marcher au massacre de ceux dont ils auraient su se faire des électeurs et aboutir comme les Tolain et les Héligon dans les régions hautes et basses de la police versaillaise ?

Nous parlons des habiles, des meneurs, non de ceux qu'ils calomnient en prétendant les représenter ; nous, nous ne parlons même pas de quelques entraînés, qui, intimidés, n'ont pas su protester, mais qui sauront se retrouver (2).

Nous devons aussi reconnaître qu'à cette période de leur développement quelque sincérité se mêle à

(1) Il ne s'agit ici que de la partie dite française de l'Internationale, la seule qui ait mérité la honte de ce rapprochement, il s'agit de ces internationaux qui surent être agréables à l'Empire comme les syndicaux à Versailles.

(2) Nous avions raison d'excepter une partie des délégués; on nous affirme que pendant le Congrès les protestations les plus vives se sont produites mais ont été étouffées par le bureau et la majorité réactionnaire.

tant de perfidie dans les actes de ces hommes. Ils n'ont pas besoin d'excitation étrangère pour parler et agir ainsi, et Versailles n'a pas à les stipendier pour obtenir d'eux les services qu'ils lui rendent. Cette manière d'être est leur état naturel, le résultat de leur caractère, de leur tempéramment, de leur nature intime. Plus ils iront, plus se précipiteront les conséquences de leurs actes, et ils se trouveront entraînés plus rapidement même qu'ils ne voudraient sur ce chemin de trahison où tout vestige de bonne foi disparaît bien vite.

Mais ce qui les fait ce qu'ils sont, ce qui les caractérise et les classe, c'est cette passion maîtresse qui les agite et les mène: la haine de la Révolution; et quelles que soient les différences d'intérêts, c'est cette haine commune qui les unit indissolublement, quoi qu'ils en disent, aux partis bourgeois. Ils sont, dans le monde ouvrier, les auxiliaires, le point d'appui du monde bourgeois. L'opposition qu'ils lui font est, comme toute opposition légale, une aide, un soutien.

De là : grande satisfaction de la bourgeoisie. Imaginant par ce congrès que, même après la Commune, tous les travailleurs ne sont pas passés à la Révolution, elle espère, renfort inattendu, voir une masse ouvrière venir prendre rang dans l'armée versaillaise et donner à la Société de nouveaux défenseurs. Elle prend pour un parti une poignée d'intrigants et quelques défections pour une division. Dupe ou faisant semblant de l'être, elle a lieu d'être satisfaite de ses syndicaux et de leur congrès (1).

(1) Les syndicaux sont la queue des radicaux, sinon pis. ils l'ont montré sans cesse, malgré leur « exclusivisme

Que pouvait-elle leur demander de plus ?

A l'ombre protectrice des conseils de guerre bonapartistes, traquant comme aux premiers jours les débris de la Commune, dans le silence de la terreur versaillaise et à son abri, les syndicaux sont venus insulter à ce Paris révolutionnaire qu'ils tentent vainement de déshonorer. Ils sont venus déclarer, au nom, par eux usurpé, de ce même prolétariat, qui hier encore, les armes à la main, luttait pour renverser une société qu'ils veulent conserver, ils sont venus déclarer qu'ils acceptaient cette société, ses institutions, ses classes, sa propriété ; qu'il leur sufisait qu'on voulût bien leur permettre de la réformer, de la perfectionner et de s'y accommoder de leur mieux. Ils ont déclaré qu'ils n'attendaient plus leur émancipation de la force et du combat, mais de la liberté octroyées, du suffrage universel, du progrès des idées et des mœurs, de leur sagesse et de la bonne volonté de leurs maîtres. Ils ont déclaré, dans leur ardeur civile, qu'ils n'aspiraient qu'à s'asseoir au foyer de la bourgeoisie, d'où les banissait une défiance injuste ; qu'ils avaient donné assez de gages pour que le privilège les appelât à ses conseils et ne fit plus sans eux ces lois : « *qu'ils savent respecter alors même qu'elles ne sont pas conformes à la justice.* (1)» Ils ont déclaré qu'ayant horreur de la violence et des révolutions, ils venaient volon-

ouvrier » chaque jour affiché ; ainsi, à l'une des séances du Congrès, un délégué indépendant, ayant attaqué les radicaux Lockroy, Allain-Targé, etc., ne fit que fournir à l'assemblée l'occasion d'acclamer les radicaux versaillais, eux aussi, complices de la chute et du massacre de Paris.

(1) La *Tribune*, 13 oct.

tairement apporter ces garanties d'ordre, de sécurité, de tranquillité inutilement cherchées dans de sanglantes répressions; qu'ils ne voulaient pas être méconnus plus longtemps et confondus avec les révoltés; qu'ils voulaient non la destruction, mais l'union, la conciliation des classes, l'accord avec le capital; que s'ils demandaient à entrer dans la société légale c'était pour la défendre; qu'enfin ils n'avaient tenu ce Congrès que pour dissiper des soupçons immérités et tendre à la bourgeoisie rassurée une main fraternelle en lui donnant de leur alliance contre la Révolution cet éclatant témoignage: « *Bien que nous soyons le nombre et la force, nous n'entendons faire violence à aucune conscience; il faut affirmer l'éclatante vérité qui est sortie du sein de ce Congrès: Nous ne sommes pas les révolutionnaires, nous sommes les pacificateurs.* (*Triple salve d'applaudissements.*)

Les représentants élus des syndicaux iront donc aux parlements versaillais fraterniser avec les représentants de la bourgeoisie. Au lieu d'une occasion d'opposition à tous les partis, d'agitation révolutionnaire, de propagande, d'organisation et d'action, le conflit des partis bourgeois (périodes électorales, etc.) ne serait plus pour le prolétariat, tel que le voudraient façonner les syndicaux qu'une occasion de manifester son abandon de la Révolution, sa participation à l'ordre légal de la société, un moyen d'aller par représentation siéger au milieu des législateurs versaillais et de devenir complice de leur gouvernement.

Le suffrage universel, moyen exact de répartir les fonctions dans une société égalitaire, ne peut jamais devenir une arme de délivrance; il est pour

les classes dirigeantes, dans les mains de masses soumises, ce qu'est le fusil du soldat : un instrument de règne.

Enfin, les syndicaux l'ont découverte, cette parole magique, cette formule cabalistique, cette puissance mystérieuse, qui mettra fin aux misères du travailleur et qui est, à elle seule, la « solution de la question sociale » : « LA COOPÉRATION » car : « c'est ainsi, dit le rapporteur, qu'à l'unanimité, votre commission, citoyens, s'est prononcée en faveur de l'association coopérative comme moyen radical d'affranchissement du travail et de suppression du paupérisme. » (Rapport de la 6me commission (1).)

C'est ainsi, en effet, que dans cette société de privilèges conservés, de propriété individuelle maintenue, de classes consacrées, comme il y a 80 ans la petite propriété fit la bourgeoisie, de même aujourd'hui la coopération non moins funeste entre les mains des syndicaux, viendrait constituer une nouvelle classe, la classe des petits capitalistes associés, une *quatrième* classe venant resserrer d'une oppression plus étroite et plus dure l'écrasement du travailleur, à qui, pour les consoler, ils ouvrent l'attrayante perspective d'une création continue de nouveaux Tolains, chargés d'aller porter dans des Versailles successifs les doléances et les témoignages de soumission de leurs électeurs.

Il faudrait tout citer, tout répéter de cet étonnant Congrès dont chaque parole, chaque conclusion décèle l'esprit réactionnaire et bourgeois. De telles choses ne se discutent pas et nous n'en aurions pas parlé si nous

(1) *Droits de l'Homme*, 14 octobre 1876.

n'avions pas cru devoir souffleter au passage ce mensonge impudent qui prétend parler au nom de Paris et de la France.

Pour nous, communeux, nous n'avons qu'à nous féliciter de ce que ces hommes aient ainsi produit au grand jour leurs idées réactionnaires. Par là même, ils ont cessé d'être un danger. Ils pourront trouver quelques complices, ils ne trouveront ni dupes, ni partisans dans ce prolétariat qu'ils voudraient arracher à la Révolution pour l'égarer à leur suite dans le labyrinthe de leurs vaines réformes et de leurs intrigues.

Ce n'est pas au prolétariat révolutionnaire qui a déclaré une guerre sans merci à la bourgeoisie et qui, vaincu, n'a pas capitulé, qu'il faut parler d'entreprises de détail, de coopération, de suffrage et autres farces réactionnaires. Il n'y voit qu'un procédé hypocrite d'escamotage de la Révolution.

Les mensonges du Congrès ne cacheront pas la vérité. Pour qui n'est ni syndical, ni bourgeois, les progrès de l'idée révolutionnaire sont évidents : la Révolution n'est plus localisée dans une ville, elle rayonne sur le pays entier.

Le prolétariat français n'a pas désarmé; — il sait qu'il n'est, avec la bourgeoisie, ni conciliation, ni trêve possibles : un abîme de sang et d'iniquités les sépare. La force décidera.

Le parti de la Révolution ne cessera de lutter que lorsque, par l'anéantissement de la bourgeoisie, il aura établi l'égalité parmi les hommes.

LA COMMUNE RÉVOLUTIONNAIRE.

Londres, le 14 *octobre* 1876,

APPENDICE

Nous signalerons un incident caractéristique entre tous. Au cours du congrès, un citoyen, soupçonné probablement d'avoir des idées moins réactionnaires que l'assemblée, se voit refuser la parole sous prétexte que, n'ayant ni carte électorale, ni états de service militaire, il ne peut établir sa quatité de Français. Il proteste, déclare qu'il est Français par le cœur sinon par la loi et que, pendant la guerre, il combattait dans un corps franc; rien n'y fait : il est mis à la porte par ces chauvins altérés de légalité. Ils lui auraient accordé la parole s'il eût pu prouver qu'il avait porté la livrée versaillaise et sans doute ils ne se seraient pas inquiété de savoir à quel moment, — si c'était en 1871, en compagnie de la horde des bandits, assassins de Paris.

Les citations suivantes sont tirées du journal radical la *Tribune*, le véritable promoteur du Congrès, qui a pu, dans son numéro du 3 octobre, se rendre ce témoignage : « La *Tribune* a fait tout ce qui était humainement possible pour le Congrès; elle en a semé l'idée, elle l'a fait germer, rien n'a pu nous détourner de *notre œuvre.* » Cet organe des radicaux a été l'organe officiel du « *Congrès ouvrier* » dont il publiait les communications, ainsi que les procès-verbaux complets.

Nous ne citons pas les paroles qui engagent plus spécialement la responsabilité de ceux qui les ont prononcées, nous citons celles (particulièrement remarquables) qui ont été publiées comme émanant du *Congrès* entier ou à la production desquelles il s'est associé par des applaudissements, par adhésion de

son bureau, ou par un vote. Nous ne faisons à cela qu'une exception, à propos des compliments aux ministres versaillais, c'était s'y associer que de les laisser dire.

SÉANCE D'OUVERTURE DU 2 OCTOBRE 1876
(*La Tribune*, 4 octobre).

Le CIT. GUILLON (*de Paris*) donne lecture du rapport suivant, au nom du comité d'initiative..... « Nous avons pensé que si tous les travailleurs pouvaient s'entendre, mettre en commun leurs aspirations, leurs projets, *nous trouverions peut-être au milieu des idées produites celles dont l'application amènerait la solution de la question sociale;* nous avons voulu également, avec le Congrès, montrer à *nos gouvernants*, à *nos classes dirigeantes*, qui se disputent et se battent pour s'emparer du gouvernement et s'y maintenir, qu'il y a dans le pays une fraction énorme de la population qui a soif de réformes et *dont on ne s'occupe pas assez.* »

..... Après ces préliminaires, citoyens, nous arrivons à la question du programme et du règlement. Le programme est aussi complet que possible; il touche à la question sociale par ses côtés les plus essentiels; avec le travail des femmes il veut empêcher le capitaliste d'opposer le travail de la femme à celui de l'homme, pour le rendre moins rémunérateur; avec les Chambres syndicales, il touche à l'organisation du travail en vue de défendre ses intérêts; les conseils de prud'hommes, c'est *la terminaison légale de tous les conflits qui peuvent s'élever entre le travail et le capital;* l'apprentissage et l'enseignement professionnel, c'est la possibilité pour l'ouvrier de connaître à fond son industrie et de produire beaucoup et mieux pour la

même somme de travail; la représentation directe du prolétariat au Parlement fournit aux travailleurs le moyen d'avoir dans les Chambres des hommes à eux, qui défendent leurs intérêts et connaissent leurs besoins; les associations coopératives de consommation, de production et de crédit, c'est le moyen de neutraliser par l'initiative individuelle tous les mauvais effets de l'organisation actuelle du commerce, de la production et du crédit; les caisses de retraite, d'assurances et des invalides du travail permettent à l'ouvrier d'être tranquille dans les mauvaises circonstances de la vie; l'association agricole et la nécessité des rapports entre les ouvriers de l'agriculture et ceux de l'industrie, c'est montrer que l'agriculture et l'industrie doivent se donner la main.

« Vous le voyez, citoyens, *si tous ces points du programme avaient une solution, la solution de la question sociale serait assurée.....* (1). »

Ce rapport, écouté dans un religieux silence, est accueilli par des applaudissements chaleureux.

(1) Le « socialisme » des radicaux, qui rayent en la calomniant la Commune de l'histoire du Prolétariat (v. p. 18 et 19), est, on le voit, de la même catégorie que le « socialisme » impérial de Hugelman et consorts. Rien donc d'étonnant que la voix du Congrès ait été dans la fange bonapartiste réveiller Fanfernot. Ravi, croyant son heure venue, le créateur des invalides civils, le secrétaire d'Hugelman, le protégé de Napoléon III, est accouru témoigner son allégresse et apporter à son tour une de ces idées chères au Congrès ou plutôt une de ces recettes miraculeuses, au milieu desquelles l'ingénieux Comité d'initiative syndical espère trouver celle qui résoudrait la question sociale. (V. *Droits de l'Homme*, 11 octobre 1876.)

SÉANCE DU 4 OCTOBRE 1876
(*La Tribune*, 6 *octobre*)

Le cit. Nicaise (*de Puteaux*), président. « ... Je suis heureux de constater *que le Congrès ouvrier a suivi les conseils qui nous ont été donnés à Domfront par* UN DE NOS PLUS SYMPATHIQUES MINISTRES : il faut nous habituer, *a-t-il dit*, à faire nos affaires nous-mêmes et à se passer du gouvernement.

« Je compte, citoyens, sur votre bienveillance comme vous pouvez compter sur mon impartialité » (*applaudissements*).

Le cit. Daniel... « Nous ne voulons rien renverser et les défendre *légalement et par les moyens pacifiques*. (*Nombreux applaudissements*)... L'orateur se résume... invite les membres du Congrès à organiser le *pétitionnement légal* dans toutes les villes de France pour demander l'abrogation de cette loi.... » (Ce discours est salué par de *nombreux applaudissements*.)

Le cit. Vonnois... « Des chambres syndicales, toujours, encore, voilà le moyen de nous émanciper, de relever et de maintenir à son vrai rang notre dignité et notre industrie nationales. » *(Salves d'applaudissements)*.

SÉANCE DU 4 OCTOBRE 1876
(*La Tribune*, 7 *octobre*)

Le cit. Président... « Le président se met également, pour les communications qu'ils (les journalistes) demanderaient, à la disposition des représentants de la presse *à quelque opinion qu'ils appartiennent.* » (*Applaudissements*.)

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 1876
(*La Tribune*, 8 *octobre)*

Le cit. Delhomme... (*de Paris*)... « Je sais que depuis

quelque temps ON fait de *louables efforts* pour développer l'instruction... »

LE CIT LAVY... « *Si nous n'avions d'une manière éclatante fait la preuve que nous ne sommes point des perturbateurs*, mais des esprits sérieux qui recherchent sérieusement des remèdes au mal social, je craindrais en parlant de cette école de la désigner à la persécution de nos ennemis. Mais *j'ai confiance en la loyauté de M. le ministre de l'instruction publique, et j'aime à le croire disposé à faire grandir cette pauvre petite école...* »

SÉANCE DU 7 OCTOBRE 1876

(La Tribune, 9 *octobre)*

LE CIT. CHABERT *(de Paris)*... Mais il y a, pour nous tous, *un devoir qui domine toutes choses, c'est que ce Congrès, qui a commencé dans des conditions qui ont amené le respect et de nos ennemis, doit continuer dans le même sens, afin qu'on sache* QUE NOUS RESPECTONS LA LOI, ALORS MÊME QU'ELLE N'EST PAS CONFORME A LA JUSTICE. » *(Très bien! Bravos!)*

SÉANCE DU 10 OCTOBRE 1876

La Tribune, 12 *octobre*

LE CIT. CORSIN *(de Paris)*... Le paysan aujourd'hui ne croit plus à cette funeste idée, le partage, qu'une réaction avait propagée de toutes ses forces... La dernière guerre a été un trait de lumière pour le paysan et l'a fait sortir de sa torpeur, mais qu'il sache que, *nous pas plus que lui nous ne voulons de révolutions*, elles n'apporte rien à notre situation...; *donc* l'ouvrier agricole *n'a qu'un but, arriver par le travail à posséder un peu de terre. Mais la condition actuelle réclame une amélioration...*

« La presse vénale, qui criait à cor et à cri que les délégués seraient des énergumènes enragés, est forcée de reconnaître *la modération parfois trop extrême de nos revendications*. Les abus y sont mis à nu, mais *avec sagesse, avec calme*... Et quand les travailleurs agricoles et les travailleurs industriels marcheront la main dans la main, alors nous aurons conquis la République, c'est-à-dire la Paix et la Liberté ! » (*Double salve d'applaudissements.)*

Rapport de la 2me commission...

« Considérant que le temps nous manque pour développer nos conclusions, nous proposons qu'il soit nommé une *commission spéciale composée de délégués de Paris, chargée de présenter à nos députés les plus autorisés les délibérations du Congrès*, afin que nos revendications soient défendues par *nos législateurs*, et que le Congrès nous trouve prêts à soutenir la question sociale qui est la base fondamentale de toutes les sociétés. »

L'assemblée consultée sur les conclusions de ce rapport les vote à une très grande majorité. (*Nombreux applaudissements.*)

SÉANCE DU 10 OCTOBRE

(*La Tribune*, 12 *octobre* 1876)

Après la lecture du 1er rapport de la 4me commission :

LE CIT. GUILLON (*de Paris*)... « Jusqu'à présent, citoyens, le Congrès a *étonné le monde entier par sa modération* et la dignité de ses opérations.

« Il ne faut pas que dans la dernière séance on puisse dire que nous nous sommes départis de *cette sagesse.*

« Je prends la liberté de rappeler l'Assemblée au calme. » (*Ces paroles sont fort applaudies.*)

SÉANCE DU 10 OCTOBRE 1871

LE CIT. PRÉSIDENT... « Je donne lecture de *l'adresse suivante adressée à nos frères les travailleurs des campagnes.*

... « *Tous les* DÉSORDRES *qui ont pu se produire et que l'on a mis à notre compte, toutes les utopies économiques, toutes les théories qui inquiétaient les intérêts, vous devez le voir maintenant, ne venaient pas de nous. Ils venaient de* FAUX OUVRIERS PAYÉS PAR LES ENNEMIS DE LA RÉPUBLIQUE, *individus qui veulent avoir le gouvernement du pays pour l'exploiter.* Serrez donc la main fraternelle et amie que nous vous tendons et marchons ensemble à la *conquête du progrès.* »

Voix diverses: On demande les noms.

De toutes parts: Le Congrès! Le Congrès!

LE CIT. PRÉSIDENT. « C'EST LE CONGRÈS TOUT ENTIER qui envoie cette adresse aux travailleurs des campagnes. » (APLAUDISSEMENTS.)

(*La Tribune, vendredi,* 13 *octobre* 1876).

La calomnie odieuse, qui attribuait à l'intrigue bonapartiste l'insurrection socialiste de juin, est ainsi ramassée par les syndicats et étendue par eux à toutes les révolutions populaires.

LE BANQUET FRATERNEL DU CONGRÈS

..... Le dîner terminé, le *cit. Bonne* se lève, monte à la tribune et s'exprime ainsi : « Citoyennes et citoyens, j'espère que ce banquet servira à resserrer les liens qui unissent les travailleurs de province et ceux de la

capitale, et que *ce Congrès aura contribué à fermer l'ère des révolutions violentes.* Je demande que l'assemblée veuille bien constituer un bureau. »

..... LE CIT. BONNE est nommé assesseur.

..... LE CIT. CHAMBERT (*de Paris*)..... DEPUIS CINQ ANS le mouvement ouvrier a eu cela de particulièrement remarquable, QU'IL A ÉTÉ CORRECT *dans sa ligne de conduite.*

..... L'œuvre commencée aujourd'hui, il faut la conserve, il faut la continuer sans relâche, sans temps d'arrêt et toujours avec cette fermeté que nous avons montrée jusqu'aujourd'hui et dont *l'exemple nous a* ÉTÉ DONNÉ, *il faut le reconnaître, dans* LES ANNÉES QUI ONT PRÉCÉDÉ 1870; car je ne veux pas médire de ceux qui ont travaillé dans ce-temps-là; *nous ne pourrions accomplir la tâche actuelle, s'ils n'avaient accompli* la leur. Nous devons leur rendre cette justice que s'ils n'avaient préparé la voie, jamais nous n'aurions pu la suivre, et quand nous regardons l'œuvre accomplie, quand nous sommes heureux de constater les progrès réalisés, n'oublions pas *de rendre justice à nos* AINÉS et de reconnaître qu'ils *ont bien commencé l'œuvre que nous continuons.* »

..... LE CIT. ROULEAU..... Il est désirable, pour assurer la réussite de ce Congrès, qu'on fasse disparaître la statue de Saint-Michel qui couronne la fontaine de ce nom. » (*Violentes récriminations, rires rumeurs.*)

..... LE CIT. BONNE, *au nom du bureau*, proteste énergiquement contre les paroles du *cit. Rouleau.*

« *Les ouvriers ne veulent rien renverser, ils ne songent qu'à édifier et à accomplir leur tâche par les moyens les plus pacifiques.* »

..... Le CIT. NICAISE (*de Puteaux*)... « Je vous propose

donc un toast au cit. Crémieux. » (*Applaudissements unanimes à toutes les tables.*)

LE CIT. BOUTIN... « *De tous les principes qui ont été mis en évidence, il en est un qui prime tous les autres et qui accordera au travailleur le bien-être, l'indépendance et la tranquilité matérielle,* C'EST LA COOPÉRATION, *avec elle nous mettrons fin au chômage.*

... « Mais, avant de descendre de la tribune, remercions toute la presse républicaine, qui dans notre entreprise du Congrès, nous a soutenus avec un patriotisme, un dévouement et une abnégation, au-dessus de tous éloges. » (*Bravos unanimes.*)

.... LE CIT. BONNE... « L'association est le moyen puissant d'action et aussi le *moyen de persuasion.*

« Il est nécessaire de dissiper les préjugés qui pèsent encore sur la classe des travailleurs et de réduire au silence les calomnies dirigées contre eux. Il faut enfin, citoyens, prouver que, *bien que nous soyons le nombre et la force, nous n'entendons faire violence à aucune conscience;* il faut affirmer l'éclatante vérité qui est sortie du sein de ce Congrès. NOUS NE SOMMES PAS LES RÉVOLUTIONNAIRES, NOUS SOMMES LES PACIFICATEURS. » (*Triple salve d'applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT GASTAING... « On a remercié le *cit. Crémieux* (*Oui! Oui!*) On a également remercié *la presse* (*Oui! Oui!*) et on a bien fait. Mais n'oublions pas non plus de remercier la *Compagnie du Nord* des autorisations qu'elle nous a accordées de voyager sur ses lignes à prix réduits. En nous traitant *sur le pied d'égalité avec les pélerineurs* et les membres des autres Sociétés, elle a montré qu'elle ne considérait pas les

travailleurs comme une *classe à part*, ainsi que l'on fait les autres Compagnies. » (*Applaudissements.*)

(LA TRIBUNE, vendredi 13 octobre 1876).

Il est intéressant de voir comment la presse bourgeoise de droite a accueilli le Congrès syndical et mérité, elle aussi, ses félicitations et ses remerciements. Nous extrayons des *Droits de l'Homme*, numéro du 6 octobre 1876, les citations suivantes :

Le Figaro : « Le Congrès lui fait l'effet d'être dirigé par des hommes sages. »

Le Pays : « Convient que les choses s'y passent fort convenablement, entre gens qui discutent paisiblement leurs intérêts, et sont animés d'intentions pratiques et pacifiques. »

Le Moniteur, rendant compte de la 2me soirée :

« Cette séance est presque terne à force de modération et de sagesse. »

L'Union : « Ceux qui, par devoir, sont obligés d'assister chaque jour aux séances de la Chambre des Députés et même du Sénat, auraient été stupéfaits du calme qui n'a cessé de régner dans le Congrès ouvrier. . . . . . . On s'est séparé après avoir donné des signes non équivoques de sagesse et de modération. »

La Défense : « Tout ce monde, je vous l'assure, avait digne tenue et grand air. On se sentait au milieu de bons, braves et honnêtes gens. »

Bruxelles. — Imprimerie de E.-J. Carlier, rue de l'Escalier, 14.

II

LE MANIFESTE DE 1847

Nous croyons qu'il est bon, dans ce livre, de publier un document où les doctrines du parti communiste sont exposées avec autant de clarté que des Allemands pouvaient en apporter en un sujet aussi complexe, et en 1847.

Ce document est le *Manifeste du parti communiste*. Il fut élaboré par Karl Marx et Frédéric Engels, rédigé par eux, et adopté par le Congrès de l'Union des communistes tenu à Londres en 1847. L'Union des communistes fut, on l'a vu, la première ébauche de l'Internationale.

Dans le manifeste de 1847, on remarque

avec étonnement des observations qui semblent n'avoir pu être faites au moment où écrivaient les rédacteurs. On dirait qu'ils ont eu la prescience des faits sur lesquels ils se fondent. En effet, en 1847, le progrès du machinisme n'était pas aussi avancé qu'aujourd'hui. Les moyens de communication étaient moins nombreux, plus coûteux, plus longs. Le marché n'était pas universel. La concentration des capitaux n'était pas accomplie. La petite industrie était encore prospère en de certaines régions où maintenant elle a disparu. Les économies des propriétaires n'avaient pas été absorbées par la spéculation; ils ne s'étaient point encore trouvés dans la nécessité de recourir aux Sociétés de prêts hypothécaires, dont nous avons indiqué le rôle socialiste (1). La machine, en 1847, n'avait pas déprécié comme aujourd'hui la valeur du travail ouvrier ou agricole.

Si Karl Marx et Fr. Engels écrivaient au-

(1) Voir le chapitre : *Recrutement révolutionnaire.*

jourd'hui le manifeste, ils ne peindraient pas la situation économique avec de plus noires couleurs. On peut donc faire au manifeste du parti communiste un reproche : il est pessimiste. Les deux socialistes ont décrit une société telle qu'elle serait à la veille d'une révolution nécessaire, et non pas la société de 1847, dans laquelle ils vivaient. La preuve qu'ils ont mal vu en 1847, qu'ils ont exagéré, c'est que la révolution, que causerait certainement un excès de mal comme celui qu'ils ont signalé, n'a pas éclaté.

Le manifeste est une pièce longue et d'une lecture qui ne réjouit pas. Il faut avoir l'esprit bien libre pour l'entreprendre. Ou considérera que ce document a été pensé par des Allemands, écrit en allemand, et que nous n'en publions que la traduction. Il y manque ce que des écrivains français n'auraient pas manqué d'y insérer, sept ou huit formules concises, très claires, résumant la doctrine communiste.

La pensée des rédacteurs s'éparpille en de longs paragraphes compacts, sans alinéas. Cette rédaction est bien germanique. Cependant, telle qu'elle est, c'est une pièce d'une haute éloquence.

Tel qu'il est, le manifeste est un document très important. Il contient en résumé tout le socialisme moderne; ceux qui voudront connaître bien ce socialisme liront le manifeste du parti communiste. On peut dire qu'il est inédit en France. Quelques publications socialistes, à circulation minime, l'ont édité depuis deux ans. Mais presque personne ne l'a lu. Il avait donc sa place marquée dans ce livre, dont l'auteur s'est efforcé de ne rien avancer que des documents ne justifiassent.

LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce

spectre : le Pape et le Czar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.

Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas relancé à ses adversaires de droite et de gauche l'épithète flétrissante de communiste ?

Deux choses ressortent de ces faits :

Déjà le communisme est reconnu par toutes les puissances d'Europe comme une puissance. — Il est grand temps que les communistes exposent à la face du monde entier leur manière de voir, leur but et leurs tendances ; qu'ils opposent aux contes du spectre du communisme un manifeste du parti lui-même. Dans ce but, des communistes de diverses nationalités se sont réunis à Londres et ont rédigé le manifeste suivant, qui sera publié en anglais, français, allemand, italien, flamand et danois.

I

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

L'histoire des sociétés n'a été que l'histoire des luttes de classes.

Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurandes et compagnons en un mot, oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée ; une guerre qui toujours finissait par une transformation révolutionnaire de la société tout entière ou par la destruction des deux classes en lutte.

Dans les premières époques historiques, nous rencontrons presque partout une division hiérarchique de la société, une échelle graduée de positions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens et des esclaves; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons et des serfs, et, dans chacune de ces classes, des gradations spéciales.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer aux anciennes de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte.

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'ère de la Bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer aux anciennes de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte.

La société se divise de plus en plus en deux grands camps opposés, en deux classes ennemies : la Bourgeoisie et le Prolétariat.

Des serfs du moyen âge naquirent les éléments des premières communes; de cette population municipale sortirent les éléments constitutifs de la Bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique, offrirent à la bourgeoisie naissante de nouveaux champs d'action. Les marchés de l'Inde et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, l'accroissement des moyens d'échange et des marchandises imprimèrent une impulsion extraordinaire au commerce, à la navigation, à l'industrie, et, par conséquent, un développement rapide à l'élément

révolutionnaire de la société féodale en dissolution.

L'ancien mode de production ne pouvait plus satisfaire aux besoins qui croissaient avec l'ouverture de nouveaux marchés. Le métier entouré de privilèges féodaux fut remplacé par la manufacture. La petite bourgeoisie industrielle supplanta les maîtres de jurandes; la division du travail entre les différentes corporations disparut devant la division du travail dans l'atelier même.

Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse et avec eux la demande. La manufacture à son tour devint insuffisante : alors la machine et la vapeur révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture; la petite bourgeoisie manufacturière céda la place aux industriels millionnaires, chefs d'armées de travailleurs, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé déjà par la découverte de l'Amérique. Le marché universel accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, de tous les moyens de communication. Ce développement réagit à son tour sur la marche de l'industrie, et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la Bourgeoisie grandissait, décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes transmises par le moyen âge.

Nous voyons donc que la Bourgeoisie est elle-même le produit d'une longue évolution, d'une série de révolutions dans les modes de production et de communication.

Chaque étape du développement parcouru par la

bourgeoisie était accompagnée d'un progrès politique correspondant.

Etat opprimé par le despotisme féodal, association armée se gouvernant elle-même dans la Commune; ici république municipale, là tiers état taxable de la monarchie; puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans les monarchies limitées ou absolues; base principale des grandes monarchies, la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est enfin emparée du pouvoir politique, à l'exclusion des autres classes, dans l'Etat représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité administratif des affaires de la classe bourgeoise.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle essentiellement révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens multicolores qui unissaient l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié, pour ne laisser subsister entre l'homme et l'homme d'autre lien que le froid intérêt, que le dur *argent comptant*. Elle a noyé l'extase religieuse, l'enthousiasme chevaleresque, la sentimentalité du petit bourgeois, dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation voilée par des illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, directe, brutale et éhontée.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les



professions jusqu'alors réputées vénérables et vénérées avec crainte. Elle a fait du médecin, du juriste, du prêtre, du poète, du savant, des ouvriers salariés.

La bourgeoisie a arraché le voile de poésie touchante, qui recouvrait les relations de famille, et les a ramenées à n'être que de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a démontré que la brutale manifestation de la force du moyen âge, si admirée de la réaction, se complétait naturellement par la plus crasse paresse. C'est elle qui, la première, a prouvé ce que peut accomplir l'activité humaine : elle a créé bien d'autres merveilles que les pyramides d'Egypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques; elle a conduit bien d'autres expéditions que les antiques migrations de peuples et les croisades.

La bourgeoisie n'existe qu'à la condition de révolutionner sans cesse les instruments de travail, par conséquent le mode de production, par conséquent tous les rapports sociaux. La conservation de l'ancien mode de production était, au contraire, la première condition d'existence de toutes les classes industrielles précédentes. Ce bouleversement continuel des modes de production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation, cette insécurité éternelles, distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux traditionnels et profondément enracinés, avec leur cortège de croyances et d'idées admises depuis des siècles se dissolvent; les idées et les rapports nouveaux deviennent surannés avant de se cristalliser. Tout ce qui était stable est ébranlé, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'exis-

tence et leurs relations mutuelles avec des yeux désillusionnés.

Poussée par le besoin d'un débouché toujours plus étendu, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il faut que partout elle s'implante, que partout elle s'établisse et crée des moyens de communication.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales sont détruites ou sur le point de l'être. Elles sont supplantées par de nouvelles industries dont l'introduction devient une question vitale pour toutes les nations civilisées; industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus éloignées, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans tous les coins du globe. A la place des anciens besoins satisfaits par les produits nationaux naissent de nouveaux besoins exigeant, pour leur satisfaction, les produits des contrées les plus lointaines et des climats les plus divers. A la place de l'ancien isolement local et national se développe un trafic universel, une dépendance mutuelle des nations. Ce qui se passe dans la production matérielle se reproduit dans la production intellectuelle. Les productions intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'exclusivisme et les préjugés nationaux deviennent de plus en plus impossibles; et des diverses littératures nationales et locales se forme une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement de tous les instruments de production et des moyens de communication,

la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est sa grosse artillerie pour battre en brèche les murailles de Chine et faire capituler les barbares les plus hostiles aux étrangers. Elle force toutes les nations, sous peine de mort, à adopter le mode de production bourgeois; elle les force à introduire chez elles la soi-disant civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle modèle un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a bâti d'énormes cités; elle a prodigieusement augmenté la population des villes aux dépens de celle des campagnes; et, par là, elle a préservé une grande partie de la population de l'idiotisme de la vie des champs. De même qu'elle a subordonné la campagne à la ville, les nations barbares et demi-civilisées, aux nations civilisées, de même elle a subordonné les pays agricoles aux pays industriels, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus l'éparpillement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle agglomère les populations, centralise les moyens de production et concentre la propriété dans les mains de quelques individus, la conséquence fatale de ces changements était la centralisation politique. Des provinces reliées entre elles seulement par des liens fédéraux, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, furent réunies en une seule nation, sous un seul gouvernement, une seule loi, un seul tarif douanier, un seul intérêt national de classe.

La bourgeoisie, depuis son avènement à peine séculaire, a créé des forces productives plus variées et plus

colossales que toutes les générations passées prises ensemble. La subjugation des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la canalisation des rivières, des populations entières surgissant comme par enchantement, — quel siècle précédent aurait jamais rêvé que de pareilles forces productrices dormaient dans le travail social!

Voici donc le résumé de ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange, servant de base à l'évolution bourgeoise, sont créés dans le sein de la société féodale; à un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produit et échange ses produits, l'organisation féodale de l'industrie et de la manufacture, en un mot les rapports de la propriété féodale, cessent de correspondre aux nouvelles forces productrices. Ils entravent la production au lieu de la développer. Ils se changent en autant de chaînes. Il faut les briser; et ils se sont brisés.

A leur place s'éleva la libre concurrence avec une constitution sociale et politique correspondante, avec la domination économique et politique de la classe bourgeoise.

Sous nos yeux, il se produit un phénomène analogue. La société bourgeoise moderne, qui a mis en mouvement de si puissants moyens de production et d'échange ressemble à ces magiciens qui ne savaient plus dominer les puissances infernales qu'ils avaient évoquées. Depuis trente ans, au moins, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est que l'histoire de la ré-

volte des forces productrices contre les rapports de production modernes, contre les rapports de propriété qui sont les conditions d'existence de la bourgeoisie et de sa suprématie. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par le retour périodique, mettent de plus en plus en question l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement, non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productrices elles-mêmes. Une épidémie s'abat sur la société, qui, aux époques précédentes, eût semblé un paradoxe, c'est l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement rejetée dans un état de barbarie momentanée : on dirait qu'une famine, qu'une guerre d'extermination lui enlève tous ses moyens de vie : l'industrie et le commerce semblent annihilés. — Et pourquoi. — Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productrices dont elle dispose, n'assurent plus les conditions de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces conditions, qui deviennent des entraves; et toutes les fois que les forces productrices sociales brisent les entraves, elles précipitent dans le désordre la société tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'une part, par la destruction forcée d'une masse de forces productrices; d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus parfaite des anciens. C'est-à-dire qu'elle prépare des crises plus générales et plus terribles et réduit les moyens de les prévenir.

Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui doivent lui donner la mort; elle a aussi produit les hommes qui doivent les manier — les ouvriers modernes, *les Prolétaires.*

Avec le développement de la bourgeoisie, c'est-à-dire du capital, se développe le Prolétariat, la classe des ouvriers modernes, qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent plus dès que leur travail cesse d'agrandir le capital. Les ouvriers, obligés de se vendre au jour le jour, sont une marchandise comme tout autre article du commerce; ils subissent par conséquent, toutes les vicissitudes de la concurrence, toutes les fluctuations du marché.

L'introduction des machines et la division du travail ont dépouillé le travail de l'ouvrier de son caractère individuel et par suite de son attrait. Le producteur devient un simple rouage de la machine et on n'exige de lui qu'une opération simple, monotone et vite apprise. Il s'ensuit que les frais de production de l'ouvrier se réduisent aux dépenses de sa subsistance et de la propagation de sa race. Le prix du travail, comme celui de toute autre marchandise, est égal au coût de sa production. Donc, plus le travail devient répugnant plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de travail s'accroît avec le développement de la machine et de la division du travail, soit par la prolongation de la journée de travail, soit par l'accroissement de l'intensité du travail, soit par l'accélération du mouvement des machines.

L'industrie moderne à transformé le petit atelier de l'ancien patron patriarcal en la grande fabrique du bourgeois capitaliste. Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisées militairement. Traités comme des soldats industriels, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète d'officiers et de sous-officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, du gouvernement bourgeois, mais encore, journellement et à toute heure, les esclaves de la machine, du contre-maître et surtout du maître de fabrique. Ce despotisme est d'autant plus mesquin, plus odieux et plus exaspérant qu'il prend ouvertement le profit pour but unique.

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, plus le travail des femmes est substitué à celui des hommes. Les distinctions d'âge et de sexe n'ont plus de signification sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail dont le prix varie d'après l'âge et le sexe.

Quand l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'il a reçu son salaire en argent comptant, il devient alors la proie d'autres membres de la bourgeoisie, du petit propriétaire, du petit boutiquier, du prêteur sur gages.

La petite bourgeoisie, composée de petits industriels, de marchands, de petits rentiers, d'artisans et de paysans propriétaires, tombe dans le Prolétariat; d'une part, parce que leurs petits capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté spéciale est dépréciée par les nou-

veaux modes de production. De cette manière, le Prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le Prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence dès sa naissance.

D'abord la lutte est engagée par des ouvriers isolés, puis par les ouvriers d'une même fabrique, ensuite par les ouvriers du même métier dans une localité contre le bourgeois qui les exploite directement. Ils ne se contentent pas de diriger leurs attaques contre le mode bourgeois de production, ils les dirigent contre les instruments de production : ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, brûlent les fabriques et s'efforcent de reconquérir les conditions perdues d'artisans du moyen âge.

A ce moment du développement, le Prolétariat forme une masse disséminée sur tout le pays et désunie par la concurrence. Si parfois les ouvriers agissent en masse plus ou moins compactes, cette action n'est pas encore ce résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses propres fins politiques, est obligée de mettre en mouvement le Prolétariat tout entier et qui, pour le moment, possède encore le pouvoir. Ce qui caractérise cette phase de leur développement historique, c'est que les prolétaires ne combattent pas encore leurs ennemis à eux, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les restes de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, les bourgeois non industriels et les petits bourgeois. Tout le mouvement historique est dirigé par la bourgeoisie,

toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise.

Mais le développement de l'industrie, non seulement grossit le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables : ils acquièrent des forces et acquièrent la conscience de ces forces. Les intérêts, les conditions d'existences des prolétaires s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. La croissante concurrence des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en résultent rendent les salaires de plus en plus incertains ; l'incessant perfectionnement des machines rend la position de l'ouvrier de plus en plus précaire ; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions de deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour le maintien de leurs salaires. Ils forment même des associations permanentes, afin d'être prêts pour des luttes éventuelles. Çà et là, la résistance devient émeute.

Parfois les ouvriers triomphent ; mais leur triomphe est momentané. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat, que la solidarité croissante des ouvriers. Cette solidarisation est facilitée par l'accroissement des moyens de communications, qui permettent aux ouvriers de localités différentes d'entrer en relations. Il ne reste plus qu'à les unir pour transformer ces luttes, qui revêtent partout le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique. Et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient

des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes l'établissent en quelques années avec les chemins de fer.

L'organisation du prolétariat en classe et par suite en parti politique est sans cesse détruite par la concurrence que les ouvriers se font entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. En profitant des divisions intestines des bourgeois, elle les oblige à garantir légalement certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple, la loi de dix heures de travail en Angleterre.

Les divisions de la société favorisent de différentes manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuelle ; d'abord contre l'aristocratie, puis contre cette catégorie de la bourgeoisie dont les intérêts entrent en contradiction avec les progrès de l'industrie, toujours enfin contre la bourgeoisie des pays étrangers. Dans toutes ces luttes elle est obligée de faire appel au prolétariat, d'user de son concours et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Par conséquent la bourgeoisie fournit au prolétariat les éléments de son progrès, c'est-à-dire des armes contre la bourgeoisie.

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des parties constituantes de la classe dominante sont rejetées tout entières dans le prolétariat par le progrès industriel, ou sont menacées dans leurs conditions d'existence. Elles apportent au prolétariat de nombreux éléments de progrès.

En dernier lieu, au moment où la lutte des classes approche de sa crise, le mouvement de dissolution de la classe régnante et de la société tout entière prend un caractère si aigu et si violent, qu'une fraction de la

classe régnante s'en détache, se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui représente l'avenir. Autrefois une partie de la noblesse se rangea du côté de la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie fait cause commune avec le prolétariat, principalement cette partie de la bourgeoisie pensante qui est parvenue à comprendre les lois et la marche du mouvement historique.

De toutes les classes actuellement adversaires de la bourgeoisie, le prolétariat seul est la classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes se désagrègent et disparaissent par le fait de la grande industrie; le prolétariat, au contraire, est son produit particulier.

La classe moyenne, les petits fabricants, les détaillants, les artisans, les paysans, luttent contre la bourgeoisie parce qu'elle compromet leur existence en tant que classe moyenne. Par conséquent, ils ne sont pas révolutionnaires, mais conservateurs. Qui plus est, ils sont réactionnaires, ils s'efforcent de faire rebrousser chemin à l'histoire. S'ils agissent révolutionnairement, c'est par la crainte toujours présente de tomber dans le prolétariat; ils défendent alors leurs intérêts futurs, et non leurs interêts actuels; ils renoncent à leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat.

La voyoucratie des grandes villes, cette lie putréfiée des dernières couches de la société, est ça et là entraînée dans le mouvement par une révolution prolétarienne; mais ses conditions de vie la prédisposent au contraire à se vendre à la réaction.

Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà détruites dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire est sans propriété; ses relations

de famille n'ont rien de commun avec celles de la famille bourgeoise. Le travail industriel moderne, qui implique l'asservissement de l'ouvrier par le capital, de même en France qu'en Angleterre, qu'en Amérique qu'en Allemagne, a dépouillé le prolétaire de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion, sont pour lui autant de préjugés bourgeois, derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes antérieures qui ont conquis le pouvoir ont essayé de consolider leur situation acquise en soumettant la société tout entière à leur propre mode d'appropriation. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productrices sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation et, par suite, le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont pas à se préoccuper de garanties pour une propriété qui leur fait défaut, ils ont au contraire à détruire toute garantie privée existante.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, des mouvements de minorités au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, dernière couche de la société officielle, ne peut s'élever sans bouleverser toutes les couches supérieures de cette société.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas *au fond* une lutte nationale, en revêt cependant la *forme*. Le prolétariat de chaque pays doit commencer par en finir avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant à grands trais les phases du développement prolétarien, nous avons suivi pas à pas l'histoire de la guerre civile plus ou moins occulte qui déchire la société, jusqu'au moment où éclate en une

révolution et que le prolétariat impose sa domination par l'écrasement de la bourgeoisie.

Toutes les sociétés antérieures, nous venons de le voir, ont reposé sur l'antagonisme de la classe opprisive et de la classe opprimée. Mais pour pouvoir opprimer une classe, il faut au moins lui garantir les conditions d'existence qui lui permettent de vivre en esclave. Le serf, en pleine féodalité, parvenait à se faire membre de la Commune; le bourgeois embryonnaire du moyen âge atteignait la position de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, au contraire, au lieu de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même du niveau des conditions vitales de sa propre classe. Le travailleur tombe à la charge de la société, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir le rôle de classe régnante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle ne peut plus assurer l'existence à son esclave, même dans les conditions de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser tomber dans une situation si précaire qu'elle doit le nourrir au lieu d'en être nourri. La société ne peut plus exister sous sa domination, ce qui revient à dire que son existence est désormais incompatible avec celle de la société.

La condition essentielle d'existence et de suprématie pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans des mains privées, la formation et l'accroissement du capital; la condition du capital est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la

concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès industriel, dont la bourgeoisie est l'agent passif et inconscient, remplace l'isolement des ouvriers par leur union révolutionnaire au moyen de l'association. Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation.

La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et le triomphe du prolétariat sont également inévitables.

II

PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES

Quelle est la l'attitude des communistes vis-à-vis des prolétaires pris en masse ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts distincts de ceux du prolétariat tout entier.

Ils ne proclament point de principes qu'ils voudraient imposer au mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis prolétariens que sur deux points : dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat entier, sans distinction de nationalité ; et dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, bien que n'acceptant aucune de ces phases comme définitive, ils défendent toujours la cause du mouvement général.

Pratiquement, les communistes sont donc la partie la plus résolue, la plus avancée des partis ouvriers de

tous les pays ; théoriquement, ils se distinguent avantageusement du reste du prolétariat par leur intelligence nette des conditions, de la marche et du but du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de toutes les fractions du prolétariat : organisation des prolétaires en parti de classe, destruction de la suprématie bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées et des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique évoluant sous nos yeux. L'abolition d'une forme donnée de la propriété n'est pas le caractère distinctif du communisme.

La forme de la propriété a subi de constants changements, de continuelles transformations historiques. La Révolution française abolit la propriété féodale en faveur de la propriété bourgeoise.

Le caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Or, la propriété privée bourgeoise est la dernière et la plus parfaite expression de la production et de l'appropriation des produits sur la base des antagonismes de classes, de l'exploitation des uns par les autres.

En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette proposition · *abolition de la propriéte privée.*

On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnelle acquise par le

travail, la propriété qui est la garantie de toute liberté, de toute activité de toute indépendance.

Par propriété acquise par le travail, entend-on la propriété du petit bourgeois, du petit paysan, antérieure à la propriété bourgeoise? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a déjà abolie, ou est en train de l'abolir.

Ou bien veut-on parler de la propriété privée, de la propriété bourgeoise moderne?

Mais est-ce que par son travail salarié le prolétaire acquiert de la propriété? Nullement, il crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié, et qui ne peut s'accroître qu'à la condition de créer du nouveau travail salarié, afin de l'exploiter encore. Dans sa forme présente, la propriété se meut entre les deux termes antinomiques : capital et travail salarié. Examinons les deux côtés de cet antagonisme.

Être capitaliste signifie occuper non seulement une position personnelle, mais encore une position sociale dans le système de la production. Le capital est un produit collectif; il ne peut être mis en mouvement que par les efforts combinés d'une masse d'individus: en dernier lieu, il exige même pour son fonctionnement les efforts combinés de tous les individus de la société.

Le capital n'est donc pas une force personnelle, mais une force sociale.

Dès lors, quand le capital est transformé en propriété commune, appartenant à tous les individus de la société, ce n'est pas une propriété personnelle qui est transformée en propriété sociale; il n'y a que le caractère social de la propriété qui soit transformé : il perd son caractère de propriété de classe.

Arrivons au travail salarié.

Le prix moyen du travail salarié est le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens d'existence dont l'ouvrier a besoin pour vivre en ouvrier. Par conséquent, ce que l'ouvrier salarié s'approprie par son activité est tout juste ce qui lui est nécessaire pour entretenir son existence. Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation personnelle des produits du travail indispensable à l'entretien de l'existence : cette appropriation ne laissant derrière elle aucun profit net qui donne du pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons, c'est supprimer les misères de cette appropriation, qui font que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital, et ne vit que dans la mesure exigée par les intérêts de la classe régnante.

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé ne sera qu'un moyen d'élargir et d'embellir l'existence des travailleurs.

Dans la société bourgeoise, le passé domine le présent; dans la société communiste, c'est le présent qui dominera le passé. Dans la société bourgeoise, le capital est indépendant et personnel, tandis que l'individu agissant est dépendant et privé de personnalité.

Et c'est l'abolition d'un pareil état de choses que la bourgeoisie flétrit comme l'abolition de la personnalité et de la liberté. En cela elle n'a pas tort. Car il s'agit effectivement de l'abolition de l'individualité, de l'indépendance et de la liberté bourgeoises.

Par liberté, dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, on entend la liberté du commerce, le libre échange.

Mais abolissez le trafic, et vous abolissez du même coup le trafic libre. Au reste, toutes les belles phrases sur le libre-échange, de même que toutes les forfanteries libérales de nos bourgeois, n'ont un sens que par opposition au commerce entravé, au bourgeois asservi du moyen âge ; elles n'en ont aucun lorsqu'il s'agit de l'abolition du trafic, de l'abolition des rapports de la production bourgeoise et de la bourgeoisie elle-même.

Vous êtes épouvantés parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société actuelle, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour les neuf dixièmes, qu'elle existe pour vous. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une propriété qui ne peut se constituer sans priver l'immense majorité de la société de toute propriété.

En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir votre propriété à vous. Et, en effet, c'est bien là notre intention.

Du moment que le travail ne peut plus être transformé en capital, en argent, en propriété foncière bref, en pouvoir social capable d'être monopolisé, c'est-à-dire du moment que la propriété individuelle ne peut plus être convertie en propriété bourgeoise, vous vous empressez de déclarer que l'individualité est supprimée.

Vous avouez donc que lorsque vous parlez de l'individu vous n'entendez parler que du bourgeois. Et cet individu-là, il est vrai, nous voulons le supprimer.

Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier sa part des produits sociaux, il n'ôte que

le pouvoir de s'assujétir, à l'aide de cette appropriation, le travail d'autrui.

Vous prétendez encore qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde. Si cela était, il y a beau jour que la société bourgeoise serait morte de fainéantise, car ceux qui y travaillent ne gagnent pas, et ceux qui y gagnent ne travaillent pas. Toute l'objection se réduit à cette tautologie, qu'il n'y a pas de travail salarié là où il n'y a pas de capital.

Les accusations portées contre le mode communiste de production et d'appropriation des produits matériels, ont été également portées contre la production et l'appropriation intellectuelles. De même que, pour le bourgeois, l'abolition de la propriété de classe est l'abolition de toute propriété, de même l'abolition de la culture intellectuelle de classe est l'abolition de toute culture intellectuelle.

La culture dont il déplore la perte signifie pour l'immense majorité le façonnement à devenir machine.

Mais cessez de nous critiquer tant qne vous jugerez l'abolition de la propriété privée d'après vos notions bourgeoises de liberté, de culture, de droit, etc. Vos idées sont elles-mêmes les produits des rapports de la production et de la propriété bourgeoises, comme votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, et comme cette volonté est elle-même créée par les conditions matérielles de la vie de votre classe.

La conception intéressée qui vous fait voir dans vos rapports de production et de propriété non des rapports transitoires dans le progrès de la production, mais des lois éternelles de la nature et de la raison,

cette conception illusoire, vous la partagez avec toutes les classes jadis régnantes et disparues aujourd'hui. Ce que vous concevez pour la propriété antique, ce que vous concevez pour la propriété féodale, vous ne le comprenez plus pour la propriété bourgeoise.

Abolir la famille ! Même les plus radicaux s'indignent de cette exécrable intention des communistes.

Quelle est la base de la famille bourgeoise de notre époque ? Le capital, le gain individuel. La famille n'existe à l'état complet que pour la bourgeoisie, mais elle trouve son complément dans la prostitution publique et dans la suppression des relations de famille pour le prolétaire.

La famille du bourgeois disparaît naturellement avec la disparition de son complément nécessaire, et l'un et l'autre disparaissent avec l'abolition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Nous avouons le crime.

Vous prétendez que nous brisons les liens les plus chers en substituant à l'éducation domestique l'éducation sociale.

Est-ce que votre éducation n'est pas, elle aussi, déterminée par la société, par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'intervention directe ou indirecte de la société à l'aide des écoles, etc.? Les communistes n'inventent pas l'influence de la société sur l'éducation, ils en changent seulement le caractère, ils arrachent l'éducation à l'influence de la classe régnante.

Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les tendres liens qui unissent les enfants aux parents, deviennent d'autant plus écœurantes

qu'avec la grande industrie toutes les relations familiales sont de plus en plus détruites pour les prolétaires, et que les enfants sont de plus en plus transformés en simples objets de commerce, en simples instruments de travail.

Mais de la bourgeoisie tout entière s'élève une clameur : vous autres communistes, vous voulez introduire la communauté des femmes !

Pour le bourgeois, sa femme n'est qu'un simple instrument de production. Il entend dire que les instruments de production seront mis en commun et il conclut naturellement qu'il y aura communauté des femmes.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément de donner à la femme un autre rôle que celui de simple instrument de production.

D'ailleurs, rien de plus comique que l'horreur ultra-morale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes chez les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes. Elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles de leurs prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocrite et dissimulée, une autre qui serait franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition des rapports de production actuels, la communauté des femme qui n déerive,

c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle, disparaîtra.

On accuse les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, se constituer en classe nationale chez soi, dans ses propres limites nationales, il est par là national lui-même, quoique nullement dans le sens bourgeois.

Les démarcations et les antagonismes nationaux des peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce et le marché mondial, avec l'uniformité de la production industrielle et les manières de vivre qui en résultent. L'avènement du prolétariat les fera disparaître plus vite encore. L'action commune des différents prolétariats, du moins dans les pays civilisés, est une des premières conditions de leur émancipation.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

Lorsque l'antagonisme des classes, à l'intérieur des nations, aura disparu, l'hostilité de nation à nation disparaîtra.

Quant aux accusations portées contre les communistes, au nom de la religion, de la philosophie et de l'idéologie, elles ne méritent pas un examen approfondi.

Est-il besoin d'une grande intelligence pour comprendre que les conceptions, les notions et les vues, en un mot, que la conscience des hommes se modifie

elle aussi, avec leurs relations sociales, avec leur existence sociale ?

Que nous prouve l'histoire de la pensée, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle? Les idées régnantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe régnante.

Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement le fait que, dans le sein d'une vieille société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que les vieilles idées se dissolvent avec la dissolution des anciennes relations sociales.

Quand l'ancien monde était à son déclin, les vieilles religions furent vaincues par la religion chrétienne : quand, au XVIIIe siècle, les idées chrétiennes cédèrent aux idées philosophiques, la société féodale livrait son dernier combat à la bourgeoisie alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience et de religion proclament seulement le règne de la libre concurrence dans le domaine de l'intelligence.

« Oui, dira-t-on, il est entendu que les idées religieuses, morales, philosophiques, politiques et juridiques se modifient dans le cours du développement historique. La religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit se sont maintenus à travers ces perpétuelles transformations.

Mais il y a de plus des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc., qui sont communes à toutes les conditions sociales. Or le communisme abolit les vérités éternelles, et, en cela, il est en contradiction avec tout le développement historique autérieur. »

A quoi se réduit cette objection? L'histoire de toutes les sociétés passées se meut au milieu des antago-

nismes des classes, qui ont revêtu des formes différentes à différentes époques.

Mais quelle que soit la forme prise par l'antagonisme, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles passés. Donc, rien d'étonnant à ce que la conscience de tous les âges, en dépit de toute divergence et de toute diversité, se soit toujours mue dans de certaines formes communes, dans des formes de conscience qui ne se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec les rapports de propriété traditionnelle, rien d'étonnant donc à ce que, dans le cours de son développement, elle rompe de la façon la plus radicale avec les vieilles idées traditionnelles.

Mais ne nous occupons plus des objections bourgeoises contre le communisme.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe régnante, la domination de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher graduellement tout capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe régnante, et pour augmenter le plus vite possible la masse des forces productrices disponibles.

Et ceci, naturellement, ne pourra être accompli au début que par une action despotique à l'égard des droits de propriété et des rapports de production bourgeoise, c'est-à-dire par la prise de mesures qui, au

point de vue économique, paraîtront insuffisantes et insoutenables, mais qui sont indispensables comme moyens de révolutionner le mode de production tout entier.

Ces mesures varieront sans doute d'après les différents pays.

Pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être applicables :

1. Expropriation de la propriété foncière et confiscation de la rente foncière au profit de l'État.

2. Impôt fortement progressif.

3. Abolition de l'héritage.

4. Confiscation de la propriété de tous les émigrants et de tous les rebelles.

5. Centralisation du crédit dans les mains de l'État, par le moyen d'une banque nationale avec le monopole exclusif.

6. Centralisation, dans les mains de l'État, de tous les moyens de transport.

7. Augmentation des manufactures nationales et des instruments de production dans les mains de l'État, défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées d'après un système général.

8. Travail obligatoire pour tous, organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.

9. Combinaison du travail agricole et industriel, mesures tendant à la fusion graduelle de la ville et de la campagne.

10. Éducation publique et gratuite de tous les enfants, abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc., etc.

Les antagonismes des classes une fois disparus dans le cours du développement, toute la production concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est l'organisation du pouvoir d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe régnante et, comme classe régnante, détruit violemment les anciens rapports de production, il détruit, en même temps que ces rapports de production, les conditions d'existence de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là, sa propre domination comme classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement pour tous.

III

LITTÉRATURE SOCIALISTE ET COMMUNISTE

I. *Le Socialisme réactionnaire.*

a. Le Socialisme féodal.

Par leur position historique, les aristocraties française et anglaise se trouvèrent appelées à lancer des libelles contre la société bourgeoise. Dans la révolution française de 1830, dans le mouvement réformiste anglais, elles avaient succombé une fois de plus sous les coups du parvenu abhorré. Pour elles, il ne pouvait plus désormais être question d'une lutte politique

sérieuse, il ne leur restait plus que la lutte littéraire. Mais, dans le domaine littéraire, la vieille phraséologie de la restauration était devenue impossible. Pour se créer des sympathies, il fallait que l'aristocratie fît semblant de perdre de vue ses propres intérêts et qu'elle dressât son acte d'accusation contre la bourgeoisie dans le seul intérêt de la classe ouvrière exploitée. Elle se ménagea de la sorte la satisfaction de pouvoir accabler ses nouveaux maîtres de railleries et d'injures, et de fredonner à ses oreilles des prophéties grosses de malheur.

C'est ainsi que naquit le socialisme féodal, mélange de jerémiades et de pasquinades, d'échos du passé et de vagissements de l'avenir. Si parfois sa critique mordante et spirituelle frappa au cœur la bourgeoisie, son impuissance absolue à comprendre la marche de l'histoire moderne finit toujours par le rendre ridicule.

En guise de drapeau, ces messieurs arboraient la besace du mendiant, afin d'attirer à eux le peuple; mais dès que le peuple accourut, il aperçut leurs derrières ornés de l'antique blason féodal et se dispersa avec d'irrévérencieux éclats de rire.

Une partie des légitimistes français et la *jeune Angleterre* ont réjoui le monde de ce spectacle.

Quand les champions de la féodalité démontrent que leur mode d'exploitation diffère de celui de la bourgeoisie, ils oublient seulement d'ajouter qu'ils exploitaient dans des conditions et des circonstances tout à fait différentes et aujourd'hui surannées. Quand ils prouvent que sous leur domination le prolétariat moderne n'existait pas, ils oublient seulement de dire que la bourgeoisie moderne est précisément un rejeton fatal de l'ordre social féodal.

Ils cachent si peu, d'ailleurs, le caractère révolutionnaire de leur critique, que leur premier chef d'accusation contre la bourgeoisie est justement d'avoir créé sous son régime une classe qui fera sauter tout l'ancien ordre social.

Encore n'est-ce pas tant d'avoir produit un prolétariat qu'ils imputent à crime à la bourgeoisie, que d'avoir produit un prolétariat révolutionnaire.

Dans la pratique politique ils prennent donc une part active à toutes les mesures violentes contre la classe ouvrière. Et dans la vie de tous les jours ils s'arrangent, nonobstant leurs discours boursouflés, pour récolter les fruits dorés, et pour troquer toutes les vertus chevaleresques, l'honneur, l'amour et la fidélité, contre de la laine, du sucre et de l'eau-de-vie.

De même que le prêtre et le seigneur féodal marchèrent jadis la main dans la main, de même voyons-nous aujourd'hui le socialisme clérical marcher côte à côte avec le socialisme féodal.

Rien n'est plus facile que de couvrir d'un vernis de socialisme l'ascétisme chrétien. Le christianisme, lui aussi, ne s'est-il pas élevé contre la propriété privée, le mariage, l'Etat? Et à leur place n'a-t-il pas prêché la charité et les guenilles, le célibat et la mortification de la chair, la vie monastique et l'Eglise? Le socialisme chrétien n'est que de l'eau bénite avec laquelle le prêtre consacre le courroux de l'aristocratie.

b. Le Socialisme des petits bourgeois.

L'aristocratie féodale n'est pas la seule classe supplantée par la bourgeoisie; elle n'est pas la seule classe qu'on ait vu s'étioler et dépérir dans la société bourgeoise moderne. Les petits bourgeois et les petits paysans du

moyen âge étaient les précurseurs de la bourgeoisie moderne. Dans les pays les plus arriérés quant au commerce et à l'industrie, cette classe continue à végéter à côté de la bourgeoisie qui s'épanouit.

Dans les pays acquis à la civilisation moderne, il se forme une nouvelle couche de petits bourgeois. Cette classe oscille entre le prolétariat et la bourgeoisie, et, comme élément complémentaire de la bourgeoisie, elle se constitue toujours de nouveau. Mais les individus qui la composent se voient sans cesse précipités dans le prolétariat par suite de la concurrence, et, qui plus est, avec la marche progressive de la grande industrie, ils voient approcher le moment où ils disparaîtront entièrement comme partie intégrante de la société moderne, et où ils seront remplacés dans les manufactures, dans le petit commerce et dans l'agriculture, par des contremaîtres, des garçons de boutique et des laboureurs.

Dans les pays comme la France, où les paysans constituent bien au delà de la moitié de la population, il était naturel que des écrivains, prenant fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie, critiquassent le régime bourgeois et défendissent le parti ouvrier au point de vue du petit bourgeois et du paysan. C'est ainsi que se forma le socialisme du petit bourgeois. Sismondi est le chef de cette littérature, aussi bien pour l'Angleterre que pour la France.

Ce socialisme analysa avec beaucoup de pénétration les contradictions qui ressortent des rapports de production modernes. Il dévoila les panacées hypocrites des économistes. Il établit d'une façon irréfutable les effets meurtriers de la machine et de la division du travail; il démontra la concentration des capitaux et

de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la destruction fatale des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses, la guerre d'extermination que les nations se font entre elles au moyen de la concurrence, la dissolution des vieilles mœurs, des vieilles relations familiales et des vieilles nationalités. Au fond, toutefois, ce socialisme des petits bourgeois ne fait que tendre soit à rétablir les anciens moyens de production et d'échange, et, avec eux, les rapports de propriété surannés et toute la société surannée, soit à renfermer les moyens modernes de production et d'échange dans le cadre étroit des anciens rapports de propriété qui avaient été brisés, et fatalement brisés par eux.

Le système des corporations pour les métiers des villes, et l'agriculture patriarcale pour la campagne, voilà son dernier mot.

Arrivé au dernier degré de son développement, ce socialisme ne sait plus que verser de lâches pleurs.

c. Le socialisme allemand ou le « Vrai socialisme. »

La littérature socialiste et communiste de la France, née sous la pression d'une bourgeoisie régnante, est l'expression littéraire de la révolte contre ce règne. Elle fut introduite en Allemagne au moment où la bourgeoisie commençait sa lutte contre l'absolutisme féodal.

Des philosophes, des demi-philosophes et des beaux esprits allemands se jetèrent avidement sur cette littérature, mais ils oublièrent que les relations sociales de la France n'avaient pas été importées en Allemagne

en même temps que sa littérature. Par rapport aux conditions allemandes, la littérature française perdit toute signification pratique immédiate et prit un caractère purement littéraire. Elle ne devait plus paraître qu'une spéculation oiseuse sur *la réalisation de l'être humain*. C'est ainsi que, pour les philosophes allemands du XVIIIe siècle, les revendications de la première révolution française n'avaient que le sens d'être les revendications de la raison pratique en général, que la manifestation de la volonté des bourgeois révolutionnaires de France n'était à leurs yeux que la manifestation des lois de la volonté pure, de la volonté telle qu'elle doit être, de la volonté humaine par excellence.

Le travail des littérateurs allemands se bornait à mettre d'accord les idées françaises avec leur vieille conscience philosophique, ou plutôt à s'approprier les idées françaises en les accommodant à leur point de vue philosophique.

Cette appropriation se fit de la même manière qu'on s'assimile une langue étrangère, par la traduction.

On sait de quelle façon les moines superposèrent sur les manuscrits des auteurs classiques du paganisme les absurdes légendes des saints catholiques. Les gens de lettres allemands agirent en sens inverse à l'égard de la littérature française. Ils insinuèrent leurs nonsens sous l'original français. Par exemple, à la place de la critique française de l'argent, ils écrivent : *aliénation de l'être humain*, à la place de la critique française de l'état politique bourgeois, ils écrivirent *annihilation du règne de l'universalité abstraite*.

Cette interpolation de la phraséologie philosophique au milieu des théories socialistes françaises, ils la baptisèrent « Philosophie de l'action », « Vrai socialisme »,

« Science allemande du socialisme », « Base philosophique du socialisme », etc.

De cette façon on émascula complètement la littérature socialiste et communiste française.

Et parce qu'elle cessa, entre les mains des Allemands, d'être l'expression de la lutte d'une classe contre une autre, le philosophe allemand se félicita de s'être élevé au dessus de l'étroitesse française, d'avoir revendiqué, non pas de vrais besoins, mais « le *besoin* du vrai », d'avoir défendu, non pas les intérêts du prolétaire, mais « les intérêts de l'être humain, de l'homme en général », de l'homme qui n'appartient à aucune classe ni a aucune réalité et qui n'existe que dans les brouillards de la fantaisie philosophique.

Ce socialisme allemand, qui prenait si solennellement au sérieux ses maladroits exercices d'écolier et qui les tambourinait si insolemment, perdit cependant petit à petit son innocence de pédant.

La lutte de la bourgeoisie allemande et prineipalement de la bourgeoisie prussienne contre la monarchie absolue et féodale, en un mot, le mouvement libéral devint plus sérieux.

De sorte que le *vrai* socialisme eut l'occasion d'opposer les réclamations socialistes au mouvement politique. Il put lancer les anathèmes traditionnels contre le libéralisme, contre l'état représentatif, contre la concurrence bourgeoise, contre la liberté bourgeoise de la presse, contre le droit bourgeois, contre la liberté et l'égalité bourgeoises; il put prêcher aux masses qu'elles n'avaient rien à gagner, mais qu'elles avaient au contraire tout à perdre à ce mouvement bourgeois.

Le socialisme allemand oublia, au moment voulu,

que la critique française, à laquelle il faisait niaisement écho, présupposait la société bourgeoise moderne avec ses conditions matérielles d'existence et une constitution politique correspondante, présupposait enfin une série de conquêtes qui pour l'Allemagne restent encore à faire.

Les gouvernements absolus de l'Allemagne, avec leur cortège de prêtres, de pédagogues, de hobereaux et de bureaucrates, se servirent de ce socialisme comme d'un épouvantail pour effrayer la bourgeoisie grandissante.

Il forma l'affadissant complément des terribles coups de fouets et des balles avec lesquels ces mêmes gouvernements écrasèrent les soulèvements des ouvriers allemands.

Si le *vrai* socialisme devint ainsi un arme entre les mains des gouvernements, il représentait directement, en outre, un intérêt réactionnaire, l'intérêt des petits bourgeois. La classe des petits bourgeois, transmise par le XVIe siècle et depuis lors sans cesse renaissante, constitue, pour l'Allemagne, la vraie base sociale des conditions existantes.

La maintenir est maintenir les conditions allemandes actuelles avec la domination industrielle et politique de la bourgeoisie : cette classe de petits bourgeois entrevoit sa destruction d'une part par la concentration des capitaux, d'autre part par la formation d'un prolétariat révolutionnaire. Le *vrai* socialisme était une pierre qui tuait ces deux oiseaux à la fois. Il se propagea comme une épidémie.

Le vêtement tissé avec les fils immatériels de la spéculation, brodé des fleurs du bel esprit et saturé d'une rosée sentimentale, le vêtement hyperphysique dans

lequel les socialistes allemands enveloppèrent leurs quelques maigres vérités éternelles, fut une réclame qui activa la vente de leur marchandise auprès de ce genre de clients.

De son côté le socialisme allemand comprit de mieux en mieux que sa vocation était d'être le représentant grandiloquent de cette petite bourgeoisie.

Il proclama la nation allemande la nation normale et le philistin allemand l'homme normal. Il donna à toutes leurs infamies un sens mystique, un sens socialiste et élevé qui les faisaient paraître le contraire de ce qu'elles étaient. Il tira la dernière conséquence en s'élevant contre la tendance « brutalement destructive » du communisme et en se déclarant au-dessus de tous les partis et de toutes les luttes de classe.

A quelques exceptions près, toutes les publications soi-disant socialistes et communistes qui circulent en Allemagne appartiennent à cette sale et énervante littérature.

2. *Le socialisme conservateur ou bourgeois.*

Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux maux sociaux dans le but d'assurer l'existence de la société bourgeoise.

Dans cette catégorie se rangent les économistes, les philanthropes, les humanitaires, les améliorateurs du sort de la classe ouvrière, les organisateurs de la bienfaisance, les protecteurs des animaux, les fondateurs des Sociétés de tempérance, les réformateurs en chambre de tout acabit. Et l'on est allé jusqu'à élaborer ce socialisme bourgeois en systèmes complets.

Citons, comme exemple, la *Philosophie de la misère* de Proudhon.

Les socialistes bourgeois veulent conserver les conditions de vie de la société moderne sans les dangers et les luttes qui en découlent fatalement. Ils veulent la société actuelle, mais avec élimination des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. La bourgeoisie, comme de juste, se représente le monde où elle domine comme le meilleur des mondes possibles. Le socialisme bourgeois élabore cette représentation consolante en système ou en demi-système. Lorsqu'il somme le prolétariat de réaliser ses systèmes et de faire son entrée dans la nouvelle Jérusalem, il ne fait pas autre chose au fond que de l'engager à s'en tenir à la société actuelle, mais à se débarrasser des haineuses conceptions qu'il nourrit à son égard.

Une seconde forme de ce socialisme, moins systématique, mais plus pratique, essaya de dégoûter les ouvriers de tout mouvement révolutionnaire en leur démontrant que ce n'était pas tel ou tel changement politique, mais seulement une transformation des rapports de la vie matérielle et des conditions économiques qui pouvaient leur profiter. Notez que par transformation des rapports matériels de la société, ce socialisme n'entend pas parler de l'abolition des rapports de production bourgeois, abolition qui n'est possible que par des moyens révolutionnaires, mais simplement de réformes administratives s'accomplissant sur la base même de la production bourgeoise et qui, par conséquent, ne touchent pas aux relations du capital et du salariat, mais qui, dans le meilleur cas, ne font que diminuer les frais de sa domination et simplifier l'administration de l'Etat pour la bourgeoisie.

Le socialisme bourgeois n'arrive à sa vraie expres-

sion que là où il devient une simple figure de rhétorique.

Libre-échange! dans l'intérêt de la classe ouvrière; droits protecteurs! dans l'intérêt de la classe ouvrière; prisons cellulaires! dans l'intérêt de la classe ouvrière : voilà son dernier mot, le seul mot dit sérieusement par le socialisme bourgeois.

Car le socialisme bourgeois se résume dans l'affirmation que les bourgeois sont bourgeois dans l'intérêt de la classe ouvrière.

3. — *Socialisme et communisme critico-utopique.*

Nous ne traitons pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a formulé les revendications du prolétariat (les écrits de Babœuf, etc.).

Les premiers essais du prolétariat tentés pendant une période d'effervescence générale, pendant la période du renversement de la société féodale, pour faire immédiatement prévaloir ses propres intérêts de classe, devaient nécessairement échouer d'abord, à cause de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même, ensuite par l'absence des conditions matérielles de son émancipation, qui ne sont produites que par l'ère bourgeoise. La littérature révolutionnaire de ces premiers mouvement du prolétariat cache nécessairement un fond réactionnaire. Elle préconise un ascétisme général et un grossier égalitarisme.

Les systèmes socialistes et communistes proprement dits, les systèmes de Saint-Simon, de Fourier, de Owen, etc., font leur apparition dans la première période de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie,

période décrite plus haut. (Voir Bourgeoisie et Prolétariat.)

Les inventeurs de ces systèmes se rendent bien compte de l'antagonisme des classes, ainsi que de l'action des éléments dissolvants dans la société dominante elle-même. Mais ils ne voient encore du côté du prolétariat ni une action historique spontanée, ni un mouvement politique qui lui soit propre.

Comme le développement de l'antagonisme des classes marche de pair avec le développement de l'industrie, ils ne trouvent pas non plus les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat, mais se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales, afin de créer ces conditions.

A la place donc de l'action sociale, force leur est de mettre leur activite cérébrale personnelle; à la place des conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantastiques; à la place de l'organisation naturelle et graduelle du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toute pièce par eux-mêmes. La future histoire du monde se résout pour eux dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

Dans leurs plans, toutefois, ils ont la conscience de défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'elle est la classe la plus souffrante.

La classe ouvrière n'existe pour eux que sous cet aspect de la classe la plus souffrante.

Mais, ainsi que le comportent la forme peu développée de la lutte des classes et leur propre position sociale, ils se considèrent bien au-dessus de tout antagonisme des classes. Ils désirent améliorer les conditions matérielles de la vie pour tous les membres de

la société, même des plus fortunés. Par conséquent ils font appel à la société tout entière sans distinction, ou plutôt ils s'adressent de préférence à la classe régnante. Car il s'agit seulement de comprendre leur système pour reconnaître aussitôt que c'est le meilleur de tous les plans possibles de la meilleure des sociétés possibles.

Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens paisibles et essayent de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences en petit qui nécessairement sont condamnées à l'insuccès.

La peinture fantastique de la société future, dans une période où le prolétariat, peu développé encore, envisage sa propre position d'une manière fantastique, correspond aux premières aspirations prophétiques et indéfinies des ouvriers vers une complète transformation de la société.

Mais les écrits socialistes et communistes renferment aussi des éléments critiques. Ils attaquent la société existante à ses bases. Ils ont fourni, par conséquent, dans leur temps, des matériaux d'une grande valeur pour l'instruction des ouvriers. Leurs propositions positives relatives à la société future telle que la fusion de la ville et de la campagne, l'abolition de la famille, du gain privé et du travail salarié; la proclamation de l'harmonie sociale, de la transformation de l'Etat en une simple administration de la production; toutes ces propositions ne font qu'exprimer la disparition de l'antagonisme des classes; antagonisme qui commence seulement à se dessiner, et dont les faiseurs de systèmes ne connaissent encore que la pre-

mière phase informe et indéterminée. Aussi ces propositions n'ont-elles encore qu'un sens purement utopique.

L'importance du socialisme et du communisme critico-utopiste est en raison inverse du développement historique. A mesure que la lutte des classes s'accentue et prend une forme, ce fantastique dédain pour la lutte, cette fanatique opposition à la lutte, perdent toute valeur pratique, toute justification théorique. C'est pourquoi si, sous bien des rapports, les fondateurs de ces systèmes étaient des révolutionnaires, les sectes formées par leurs disciples sont toujours réactionnaires; car ces disciples s'obstinent à opposer les vieilles conceptions des maîtres à l'évolution historique du prolétariat. Ils cherchent donc, au nom de la logique, à émousser la lutte des classes et à harmoniser les antagonismes. Ils rêvent toujours la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales, l'établissement de phalanstères isolés, la création de colonies à l'intérieur, et la fondation de petites Icaries — édition in-douze de la nouvelle Jérusalem; — mais pour arriver à bâtir tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel à la philanthropie des sacoches et des cœurs bourgeois.

Petit à petit, ils tombent dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs, dépeinte plus haut, et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique et par une foi superstitieuse dans l'efficacité miraculeuse de leur science sociale.

Ils s'opposent donc avec acharnement à tout mouvement politique de la classe ouvrière, qui ne peut provenir que de son parfait manque de foi dans le nouvel évangile.

Les Owenistes en Angleterre, les Fouriéristes en France réagissent, là contre les Chartistes, ici contre les Réformistes.

4. — *Position des communistes vis-à-vis des différents partis de l'opposition.*

D'après ce que nous avons dit plus haut (voir section II), la position des communistes vis-à-vis des partis ouvriers, déjà constitués, s'explique d'elle-même, et partant, leurs relations avec les chartistes en Angleterre, et avec les réformateurs agraires dans l'Amérique du Nord.

Les communistes combattent pour les buts et les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais en défendant le mouvement du présent, ils représentent en même temps le mouvement de l'avenir. En France, les communistes se rallient au parti démocratique-socialiste, contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire.

En Suisse, ils appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, moitié de démocrates socialistes, dans l'acception française du mot, moitié de bourgeois radicaux.

En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui voit dans une révolution agraire la condition de l'affranchissement national, c'est-à-dire le parti qui fit la révolution de Cracovie en 1846.

En Allemagne, le parti communiste combat avec la bourgeoisie toutes les fois que la bourgeoisie agit

révolutionnairement à l'égard de la propriété foncière féodale et de la petite bourgeoisie.

Mais jamais, à aucun instant, ce parti ne néglige de développer chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme profond qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions sociales et politiques créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt les classes réactionnaires de l'Allemagne détruites, la lutte puisse s'engager entre la bourgeoisie elle-même.

C'est sur l'Allemagne surtout que les communistes dirigent leur attention, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, et parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France n'en possédaient au dix-septième et au dix-huitième siècles, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saura être que le court prélude d'une révolution prolétarienne.

En somme, les communistes appuient partout tout mouvement révolutionnaire contre l'état de choses sociales et politiques existant.

Dans tous ces mouvements, ils mettent en avant la question de la propriété, quelle que soit la forme plus ou moins développée qu'elle ait revêtue, comme la question fondamentale du mouvement.

Enfin, les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler

leurs opinions et leurs buts. Ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le renversement violent de tout ordre social actuel.

Que les classes régnantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à y perdre, hors leurs chaînes : ils ont un monde à gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

FIN

TABLE DES MATIÈRES

APPENDICE

Grande Imprimerie, 19, rue du Croissant, Paris. — J. Cusset, imp

Bind 1.40

